

**Studiecentrum voor Militair Recht en Oorlogsrecht v.z.w.**  
**Centre d'Etude de Droit Militaire et de Droit de la Guerre a.s.b.l.**



**“Afstudeerwerken”**

-

**“Travaux de fin d'étude”**

**Journée d'Etude**  
**du 03 décembre 2009**

**Studiedag**  
**van 03 december 2009**

**Editeur responsable – Verantwoordelijk uitgever :**  
**Colonel d’Avi Ir Res / Res Kol v/h Vlw Ir. G. LORIAUX**

Centre d’Etude de Droit Militaire et de Droit de la Guerre a.s.b.l.  
Ecole Royale Militaire – 30, Avenue de la Renaissance – B-1000 Bruxelles

Studiecentrum voor Militair Recht en Oorlogsrecht vzw  
Koninklijke Militaire School – 30 Renaissancelaan – B-1000 Brussel

Tel/Fax : ++32 (2) 742 61 77  
E-mail : [srt.sem@scarlet.be](mailto:srt.sem@scarlet.be)  
Website : <http://home.scarlet.be/~tsb93638/>

Sauf indication contraire, les opinions exprimées dans les contributions à cet ouvrage n'engagent que leur auteur.

Tenzij anders aangegeven, geven de opvattingen in de bijdragen in deze publicatie enkel de mening weer van hun auteur.

Unless indicated otherwise, opinions expressed in contributions to this publication are solely those of the authors.

©La reproduction, même partielle et sous quelque forme que ce soit, des textes publiés dans cet ouvrage est strictement interdite, sauf autorisation expresse, préalable et écrite de leur auteur et l'éditeur responsable de la présente publication.

©Niets uit deze publicatie mag vermenigvuldigd worden en/of openbaar gemaakt worden op enige wijze zonder expliciete, voorafgaande en schriftelijke toestemming van de auteur en van de verantwoordelijke uitgever van deze publicatie.

©No part of this publication may be reproduced, in any form or by any means, without the prior, explicit and written permission of the author and the responsible editor of this publication.

**Journée d'Etude du 03 décembre 2009  
Studiedag van 03 december 2009**

**« Travaux de fin d'étude »**

-

**« Afstudeerwerken »**

08.30 – 09.00	Accueil / Ontvangst
09.00 – 09.15	Inleiding Kol v/h Vlw. b.d. Gérard LORIAUX – Sessiedirecteur van het Studiecentrum
09.15 – 10.05	Katrien QUINTELIER Psychologische operaties in het internationaal humanitair recht
10.05 – 10.55	Catheline REMY La responsabilité de protéger: nouveau concept juridique ou incitant diplomatique ?  Koffie – Café
11.20 – 12.10	Nicolas LANGE La détention en opération
12.10 – 13.00	Alexandra von STEIN-LAUSNITZ Coalition Power without Individual Responsibility? The Criminal Liability of NATO Commanders within International Law
13.00 – 14.00	Lunch
14.00 – 14.50	Olt Anneleen VERCRUYSEN De bestrafing van seksueel geweld in gewapende conflicten
14.50 – 15.40	Olt Gregory EEKHAUTTE Wetmatigheid van het gebruik van nucleaire wapens in het licht van het internationaal recht
15.40 – 16.30	Florence OLEFFE La problématique de la divulgation d'informations sensibles
16.30	Conclusies

## Inhoudstabel

### Table des matières

**Catheline REMY**, Ministère de la Défense, Direction générale Appui Juridique et Médiation

*La Responsabilité de protéger : nouveau concept juridique ou incitant diplomatique ?*.....6

**Alexandra VON STEIN-LAUSNITZ**, Ministry of Defence, Bonn, Germany

*Coalition Power without Individual Responsibility? The Criminal Liability of NATO Commanders within International Law*”.....53

**Anneleen VERCRUYSEN**, Onderluitenant

*Seksueel geweld in gewapende conflicten*.....56

**Gregory EEKHAUTTE**, Onderluitenant

*Wetmatigheid van het gebruik van nucleaire wapens in het licht van het Internationaal Recht*.....60

**Catheline REMY**

**Ministère de la Défense**

**Direction générale Appui Juridique et Médiation**

**Division Avis Juridiques**

**Section Affaires Internationales**

**La Responsabilité de protéger :**  
**nouveau concept juridique ou incitant diplomatique ?**

Mémoire de stage

**SPF Personnel et Organisation**

**Institut de Formation de l'Administration fédérale**

**Février 2009**

# TABLE DES MATIERES

I.	INTRODUCTION .....	8
II.	GENESE ET DEFINITION DE LA RESPONSABILITE DE PROTEGER .....	9
A.	Evolution du concept de responsabilité de protéger.....	9
B.	Que recouvre le concept de responsabilité de protéger ?.....	12
1.	Le rapport de la CIISE.....	12
2.	Le rapport du Groupe de personnalités de haut niveau.....	15
3.	Le rapport du Secrétaire général des Nations Unies.....	16
4.	Le Document final du Sommet mondial de 2005.....	17
III	LES PRINCIPES JURIDIQUES APPLICABLES .....	19
A.	Le principe de l'égalité souveraine des Etats et le principe de non-intervention.....	19
B.	Le principe de non recours à la force.....	21
1.	L'autorisation du Conseil de sécurité.....	22
1.	2. La légitime défense.....	24
C.	Application des principes à l'intervention humanitaire.....	24
IV	L'ENSEIGNEMENT DE LA PRATIQUE DES ETATS.....	28
A.	Les conditions de l'évolution du principe de non recours à la force.....	29
B.	Les exemples issus de la pratique.....	30
1.	Les interventions menées avant 1990.....	30
a)	L'intervention de l'Inde au Bangladesh.....	30
b)	L'intervention de la Tanzanie en Ouganda.....	31
c)	L'intervention de la France en République centrafricaine.....	32
d)	Conclusion.....	32
2.	Les interventions menées après 1990.....	33
a)	L'intervention des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni au Kurdistan irakien.....	34
b)	L'intervention de l'OTAN au Kosovo.....	37
(1)	Rappel des faits.....	37
(2)	Justifications de l'intervention.....	38
C.	Conclusion.....	41
V	DE LA RESPONSABILITE DE PROTEGER .....	42
VI	CONCLUSION.....	46
VII	BIBLIOGRAPHIE .....	47

## **I INTRODUCTION**

L'émergence du nouveau concept de « responsabilité de protéger » suscite de nombreux débats au sein de la sphère politique mais également auprès des juristes. Apparu à l'aube du XXIème siècle, ce concept a, en réalité, pris la place d'une autre notion controversée, à savoir le « droit d'intervention humanitaire ».

Les massacres perpétrés au Rwanda et à Srebrenica ont amené les plus hauts responsables politiques à se pencher sur la question de l'efficacité du système de sécurité collective des Nations Unies ainsi que sur la volonté politique qui fait souvent défaut lorsqu'il s'agit de mettre un terme à des catastrophes humanitaires sans précédent.

L'intervention de l'OTAN au Kosovo a permis de focaliser l'attention sur la légitimité d'une intervention militaire dans un Etat souverain mais également sur la légalité d'une telle intervention. L'examen de l'aspect juridique du problème s'avère indispensable pour pouvoir déterminer les contours précis tant de la responsabilité de protéger que du droit d'intervention humanitaire.

Le concept de responsabilité de protéger est d'un intérêt essentiel pour le Ministère de la Défense. Le département se doit, en effet, d'envisager la possibilité d'une participation à une opération menée sous le couvert de la responsabilité de protéger. La Belgique étant attachée au respect des règles du droit international, il y a lieu de déterminer si une telle opération serait conforme au droit international applicable en la matière.

Nous commencerons notre exposé par un aperçu historique de la notion de responsabilité de protéger et nous déterminerons ce que recouvre cette notion pour ses concepteurs ainsi que pour la communauté internationale.

Nous rappellerons ensuite quels sont les principes juridiques applicables à l'intervention humanitaire car ce concept se situe à la base de la notion de responsabilité de protéger. Nous nous pencherons alors sur la pratique des Etats en la matière. Une fois ces principes et leur application définis, nous pourrions examiner si ces règles s'appliquent également à la responsabilité de protéger.

Nous finirons par une réflexion sur la place d'une telle notion dans l'ordre juridique international.



## **II GENESE ET DEFINITION DE LA RESPONSABILITE DE PROTEGER**

### **A. Evolution du concept de responsabilité de protéger**

Le concept de responsabilité de protéger découle de l'idée, admise dès l'apparition du droit international, d'un droit d'ingérence, à savoir le droit pour un Etat de soutenir un peuple opprimé lui demandant son assistance.<sup>1</sup>

La doctrine de l'« intervention d'humanité » s'est ensuite développée sur de telles bases au XIX<sup>ème</sup> siècle. Celle-ci légitime le droit d'intervention lorsqu'un Etat viole les droits humains. Les premières interventions ont été menées par des puissances européennes, notamment en faveur des chrétiens persécutés de l'Empire ottoman.<sup>2</sup>

L'idée d'« ingérence humanitaire » est réapparue vers la fin des années 1960 au cours de la guerre du Biafra. Certains médecins, dont Bernard Kouchner, dénoncent l'immobilisme des Etats face au conflit et à la famine, au nom du principe de non-ingérence. Suite à ces événements, des ONG, dont Médecins sans Frontières, qui défendent la remise en cause de la souveraineté des Etats et l'intervention d'acteurs humanitaires en cas de situation sanitaire exceptionnelle, sont créées. Ces ONG invoquent, au nom du « droit d'ingérence », un accès illimité aux victimes de catastrophes humanitaires, même sans le consentement de l'Etat concerné.<sup>3</sup>

Jean-François Revel fut le premier à théoriser le concept moderne de « devoir d'ingérence », en y faisant référence en 1979, dans un article de l'Express consacré aux dictatures africaines de Bokassa et d'Amin Dada.<sup>4</sup> Le concept sera repris et promu, notamment par Mario Bettati, professeur de droit international public, et par Bernard Kouchner.

Dans les années 1990, différentes actions militaires ont été justifiées par des motifs humanitaires. Pour les partisans de ce que l'on appelle alors l'« intervention humanitaire », outre le fait que la souveraineté est entendue comme une responsabilité, l'usage de la force pour des raisons humanitaires est compatible avec les principes de non-intervention et de non-usage de la force car ces principes visent la protection des citoyens d'un Etat plutôt que la protection de cet Etat en tant qu'entité.<sup>5</sup>

---

<sup>1</sup> O. CORTEN, P. KLEIN, *Devoir d'ingérence ou droit de réaction armée collective ?*, Bruylant, Bruxelles, 1992, p.1

<sup>2</sup> M.-C., DELPAL, *Politique extérieure et diplomatie morale. Le droit d'ingérence humanitaire en question*, Fondation pour les études de défense nationale, Paris, 1993, p.67

<sup>3</sup> C. STAHN, « Responsibility to Protect : Political Rhetoric or Emerging Legal Norm ? », *American Journal of International Law*, Vol. 101, n° 1, 2007, p. 113

<sup>4</sup> cf infra

<sup>5</sup> C. STAHN, *op. cit.*, p. 113

Ces différents termes désignent toutefois des réalités bien différentes et sont utilisés de manière confuse. Le terme « devoir d'ingérence » désigne principalement des actions mises en œuvre par des organismes humanitaires, notamment des organisations non-gouvernementales, pour apporter des soins et des vivres à des populations civiles victimes de conflits ou de catastrophes naturelles. Le terme « intervention humanitaire » désigne quant à lui une action militaire menée par un ou plusieurs Etats afin de faire cesser une catastrophe humanitaire.<sup>6</sup>

Les différentes interventions menées dans les années 1990 ainsi que les massacres perpétrés au Rwanda et à Srebrenica ont poussé la communauté internationale à se pencher sur la question de l'intervention humanitaire. Kofi Annan, dans son rapport du millénaire, s'interrogeait, en effet, en ces termes :

« Si l'intervention humanitaire constitue effectivement une atteinte inadmissible à la souveraineté, comment devons-nous réagir face à des situations comme celles dont nous avons été témoins au Rwanda ou à Srebrenica et devant des violations flagrantes, massives et systématiques des droits de l'homme, qui vont à l'encontre de tous les principes sur lesquels est fondée notre condition d'êtres humains ? »<sup>7</sup>

En réponse à cette interpellation, le gouvernement canadien créa, en septembre 2000, la Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des Etats (CIISE), chargée d'aborder l'ensemble des questions juridiques, morales, opérationnelles et politiques que posent l'intervention et la souveraineté des Etats. En d'autres mots, la CIISE devait élaborer un concept permettant de déterminer les conditions et la manière dont la communauté internationale peut intervenir en cas de violations graves des droits de l'homme. La Commission a publié son rapport, intitulé « La responsabilité de protéger »<sup>8</sup>, en décembre 2001 et celui-ci a ensuite été présenté au Secrétaire général des Nations Unies.

La CIISE explique en ces termes ce que recouvre ce nouveau concept :

« Les Etats souverains ont la responsabilité de protéger leurs citoyens contre les catastrophes qu'il est possible de prévenir – meurtres à grande échelle, viols systématiques, famines. S'ils ne sont pas disposés à le faire ou n'en sont pas

---

<sup>6</sup> X. PACREAU, De l'intervention au Kosovo en 1999 à l'intervention en Irak en 2003 : analyse comparative des fondements politiques et juridiques, LGDJ, Paris, 2006, p. 126 ; O. CORTEN, *Le droit contre la guerre. L'interdiction du recours à la force en droit international contemporain*, Pedone, Paris, 2008, p. 738

<sup>7</sup> K. ANNAN, *Nous les peuples, les rôles des Nations Unies au XXIe siècle*, Rapport du millénaire du Secrétaire général des Nations Unies, 2000, § 217, <http://www.un.org/french/millenaire/sg/report/full.htm>

<sup>8</sup> CIISE, « La responsabilité de protéger », *Rapport de la Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des Etats*, Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Décembre 2001

capables, cette responsabilité doit être assumée par l'ensemble de la communauté des Etats. »<sup>9</sup>

En 2003, Kofi Annan charge le Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement d'examiner les principales menaces et les défis auxquels est confrontée la communauté internationale dans le domaine de la paix et de la sécurité au sens large, et notamment de faire des recommandations sur les éléments d'une réponse collective.<sup>10</sup>

Dans son rapport, le Groupe précise l'idée que chaque Etat a l'obligation de protéger sa population de catastrophes évitables, tels que le massacre et le viol, le nettoyage ethnique par l'expulsion forcée et la terreur, la privation délibérée de nourriture et l'exposition aux maladies. Il incombe à cet égard au gouvernement de protéger ses citoyens de ce type catastrophe et si le gouvernement ne peut ou ne veut assurer cette protection, cette responsabilité doit être assumée par la communauté internationale.<sup>11</sup> Le Groupe souscrit ainsi à une « nouvelle norme prescrivant une obligation collective de protection » en cas de violations graves du droit international humanitaire.

Le Secrétaire général des Nations Unies, dans son rapport constituant le document de travail des chefs d'Etat et de gouvernement du Sommet mondial de 2005, adhère à l'idée d'une « nouvelle norme prescrivant une obligation collective de protection » et est convaincu de l'utilité de la responsabilité de protéger.<sup>12</sup>

Le nouveau concept de responsabilité de protéger a été abondamment discuté lors de la 60<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies et repris dans le Document final du Sommet mondial de 2005. Deux paragraphes de ce document consacrent, en effet, la responsabilité de protéger les populations contre le génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité. Dans les situations où un Etat n'assume manifestement pas la protection de ses populations, les Etats s'engagent à user de moyens diplomatiques et humanitaires pour assurer la protection de ces populations, et lorsque ces moyens se révèlent inadéquats, à mener une action coercitive conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.<sup>13</sup>

---

<sup>9</sup> CIISE, *op. cit.*, p. VIII

<sup>10</sup> Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement, *Un monde plus sûr : notre affaire à tous*, décembre 2004, <http://www.un.org/french/secureworld/>

<sup>11</sup> Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement, *op. cit.*, p. 61, § 201

<sup>12</sup> Rapport du Secrétaire général des Nations Unies, « Dans une liberté plus grande : développement, sécurité et respect des droits de l'homme pour tous », A/59/2005, <http://www.un.org/french/largerfreedom/>, p. 41, § 135

<sup>13</sup> A/60/L.1, résolution adoptée le 24 octobre 2005, p. 33, §§ 138 et 139

Le Conseil de sécurité fait également référence à la responsabilité de protéger dans sa résolution 1674 relative à la protection des civils en conflits armés. Il y réaffirme, en effet, les dispositions du Document final du Sommet mondial de 2005 relatives à la responsabilité de protéger.<sup>14</sup>

## **B. Que recouvre le concept de responsabilité de protéger ?**

La responsabilité de protéger a été abordée respectivement dans le rapport de la CIISE, dans le rapport du Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement, dans le rapport du Secrétaire général des Nations Unies et dans le Document final du Sommet mondial de 2005.

Ces documents présentent toutefois des conceptions quelque peu divergentes de la responsabilité de protéger. En outre, seul le Document final du Sommet mondial exprime une position généralement acceptée et reconnue par les Etats membres des Nations Unies en matière de responsabilité de protéger, même s'il représente une déclaration à caractère politique et non un accord contraignant.

Afin de bien comprendre ce que recouvre la notion de responsabilité de protéger, nous examinerons ces différents documents en tentant d'en souligner les points communs et les différences.

### **1. Le rapport de la CIISE**

Le but avoué de la CIISE était de concilier l'intervention armée pour des raisons humanitaires et le principe de souveraineté ainsi que de passer de la polémique à l'action dans le cadre du système international.<sup>15</sup>

La CIISE privilégie d'emblée le terme « responsabilité de protéger » au terme « droit d'intervention » par un Etat sur le territoire d'une autre Etat. Elle considère, en effet, les débats entre partisans et adversaires du droit d'intervention comme dépassés et de peu d'utilité.<sup>16</sup>

La CIISE tente, par le changement de terminologie, de se distinguer du droit d'intervention, et ce, de trois manières différentes.<sup>17</sup> Premièrement, la responsabilité de protéger permet un changement de perspective. On se place du point de vue de ceux qui demandent ou en expriment le besoin et non du point de vue des intervenants. Deuxièmement, la responsabilité de protéger jette un pont entre l'intervention et la souveraineté plutôt que de chercher la confrontation, en introduisant un concept de responsabilité qui est partagé par l'Etat et par la communauté internationale. C'est à l'Etat

---

<sup>14</sup> S/RES/1674, résolution adoptée le 28 avril 2006, § 4

<sup>15</sup> CIISE, *op. cit.*, p. 2

<sup>16</sup> CIISE, *op. cit.*, p. 12

<sup>17</sup> CIISE, *op. cit.*, p. 17-18 ; C. STAHN, « Responsibility to Protect : Political Rhetoric or Emerging Legal Norm ? », *American Journal of International Law*, Vol. 101, n° 1, 2007, p. 103

concerné qu'incombe la responsabilité de protéger sa population touchée, la communauté internationale ne prenant la relève que lorsque l'Etat ne peut ou ne veut pas s'en acquitter. Troisièmement, la CIISE a étendu le concept de responsabilité de protéger. En effet, le concept ne se limite pas à la « responsabilité de réagir » mais englobe également la « responsabilité de prévenir » et la « responsabilité de reconstruire ». Il considère donc aussi les coûts, les résultats de l'action ou de l'inaction et établit des liens entre l'aide, l'intervention et la reconstruction.<sup>18</sup>

La CIISE part de la Charte des Nations Unies pour redéfinir la souveraineté en responsabilité.<sup>19</sup> Selon la CIISE, le fait pour un Etat d'être partie à la Charte des Nations Unies implique pour cet Etat d'assumer volontairement une obligation internationale. La communauté internationale, en accordant le statut de membre de l'ONU à un Etat, accueille cet Etat en tant que membre responsable de la communauté des nations. Et l'Etat, en signant la Charte, accepte les responsabilités qui découlent de sa signature. L'adhésion d'un Etat à l'ONU implique une redéfinition de la notion de souveraineté, d'une « souveraineté de contrôle » à une « souveraineté de responsabilité ». Autrement dit, les autorités étatiques sont responsables à l'égard des citoyens au plan interne et à l'égard de la communauté internationale au plan externe par l'intermédiaire des Nations Unies.<sup>20</sup>

Il s'agit donc d'une acceptation moderne de la souveraineté qui implique une double responsabilité, à savoir d'une part, interne, celle de respecter la dignité et les droits fondamentaux des personnes vivant sur le territoire d'un Etat, et d'autre part, externe, celle de respecter la souveraineté des autres Etats. Cette double responsabilité est communément admise, notamment dans la pratique des Nations Unies et dans les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme.<sup>21</sup>

La CIISE définit également six critères d'intervention militaire à des fins de protection humanitaire : l'autorité appropriée, la juste cause, la bonne intention, le dernier recours, la proportionnalité des moyens et les perspectives raisonnables.

En ce qui concerne l'autorité appropriée, la CIISE préconise de solliciter l'autorisation du Conseil de sécurité, dans tous les cas, avant d'entreprendre une intervention armée. Le Conseil de sécurité doit, en effet, statuer promptement sur toute demande d'autorisation d'intervenir s'il y a allégations de pertes en vies humaines ou de nettoyage ethnique à grande échelle et il devrait dans ce cadre

---

<sup>18</sup> CIISE, *op. cit.*, p. 18

<sup>19</sup> E. MCCLEAN, « The Responsibility to Protect : The Role of International Human Rights Law », *Journal of Conflict and Security Law*, Volume 13, Number 1, Spring 2008, p. 128

<sup>20</sup> CIISE, *op. cit.*, p. 14 ; E. MCCLEAN, *op. cit.*, p. 128

<sup>21</sup> CIISE, *op. cit.*, p. 9

procéder à une vérification suffisante des faits ou de la situation sur le terrain qui pourrait justifier une intervention militaire.<sup>22</sup>

Afin d'éviter un blocage au Conseil de sécurité par le veto d'un des cinq membres permanents, la CIISE recommande l'adoption par ceux-ci d'une pratique qui éviterait le recours au droit de veto contre des mesures nécessaires pour éviter une crise humanitaire grave. Il s'agirait de situations où les intérêts vitaux des membres permanents ne sont pas en jeu et où la majorité des voix des membres du Conseil de sécurité serait atteinte.<sup>23</sup>

La CIISE envisage également la possibilité de solliciter l'approbation de l'Assemblée générale des Nations Unies dans le cadre de sa résolution 377, dite « résolution Acheson »<sup>24</sup>, qui permet à l'Assemblée générale, dans le cas où le Conseil de sécurité manque à s'acquitter de sa responsabilité principale dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, d'examiner la question et de lui faire des recommandations appropriées sur les mesures à prendre pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales.

De plus, la CIISE n'exclut pas catégoriquement l'idée d'une intervention armée par une organisation régionale, une coalition d'Etats ou un Etat agissant individuellement mais elle laisse ouverte la question de la légalité d'une intervention exercée sans autorisation du Conseil de sécurité. Dans ce cas, elle met en balance le dommage subi par l'ordre international parce que le Conseil de sécurité a été court-circuité et le dommage subi par l'ordre international parce que des êtres humains sont massacrés.<sup>25</sup>

En ce qui concerne la juste cause, la CIISE estime que les dérogations au principe de non-intervention doivent être limitées. L'intervention militaire à des fins de protection humaine doit être considérée comme une mesure exceptionnelle et extraordinaire. En outre, il faut un préjudice grave et irréparable touchant des êtres humains qui soit en train ou risque de se produire. La CIISE a, par conséquent, déterminé deux justes causes à l'intervention :

- « des pertes considérables en vies humaines, effectives ou appréhendées, qu'il y ait ou non intention génocidaire, qui résultent soit de l'action délibérée de l'Etat, soit de sa négligence ou de son incapacité à agir, soit encore d'une défaillance dont il est responsable ; ou

---

<sup>22</sup> CIISE, *op. cit.*, p. 54

<sup>23</sup> CIISE, *op. cit.*, p. 56 ; A.J. BELLAMI, « The Responsibility to Protect and the problem of military intervention », *International Affairs*, 84, 4, 2008, p. 621

<sup>24</sup> Résolution 377 (V) du 3 novembre 1950, *L'union pour le maintien de la paix*

<sup>25</sup> CIISE, *op. cit.*, p. 59 ; C. STAHN, *op. cit.*, p. 104

- un 'nettoyage ethnique' à grande échelle, effectif ou appréhendé, qu'il soit perpétré par des tueries, l'expulsion forcée, la terreur ou le viol. »<sup>26</sup>

La CIISE intègre dans ces notions notamment la menace de pertes considérables en vies humaines, tant l'action que l'inaction de l'Etat, la famine et les catastrophes naturelles ou écologiques extraordinaires.

## **2. Le rapport du Groupe de personnalités de haut niveau**

Le Groupe de personnalités de haut niveau reconnaît, à l'instar de la CIISE, que les Etats signataires de la Charte des Nations Unies jouissent des privilèges de la souveraineté mais doivent aussi en accepter les obligations, notamment l'obligation pour un Etat d'assurer le bien-être de ses populations et d'honorer ses obligations vis-à-vis de la communauté internationale. Etant donné que les Etats ne sont pas toujours aptes ou disposés à assumer leurs obligations, le Groupe entend confier une partie de ces obligations à la communauté internationale, grâce au principe de la sécurité collective, pour aider l'Etat à assurer la protection de ses populations, et ce, conformément à la Charte des Nations Unies et à la Déclaration universelle des droits de l'homme.<sup>27</sup>

Selon le Groupe, il existe une nouvelle norme, à savoir l' « obligation collective internationale de protection », qui permet au Conseil de sécurité, sur base du chapitre VII de la Charte, de toujours autoriser une intervention militaire pour réparer les torts énormes causés à la population d'un Etat, s'il déclare que la situation représente une menace pour la paix et la sécurité internationales.<sup>28</sup>

Le Groupe propose au Conseil de sécurité d'examiner cinq critères fondamentaux de légitimité pour déterminer s'il doit autoriser ou approuver l'usage de la force, à savoir la gravité de la menace, la légitimité du motif, le dernier ressort, la proportionnalité des moyens et la mise en balance des conséquences.<sup>29</sup> Ces critères correspondent plus ou moins aux critères déterminés par la CIISE.

En outre, le Groupe demande aux membres permanents du Conseil de sécurité de renoncer à faire usage de leur droit de veto en cas de génocide ou de violation massive des droits de l'homme.<sup>30</sup>

Le Groupe rappelle également qu'une action régionale doit être organisée conformément à la Charte et au but des Nations Unies et qu'une opération régionale de maintien de la paix devrait être autorisée par le Conseil de sécurité dans tous les cas.<sup>31</sup>

---

<sup>26</sup> CIISE, *op. cit.*, p. 37

<sup>27</sup> Groupe de personnalités de haut niveau, *op. cit.*, p. 23

<sup>28</sup> Groupe de personnalités de haut niveau, *op. cit.*, p. 61

<sup>29</sup> Groupe de personnalités de haut niveau, *op. cit.*, p. 62

<sup>30</sup> Groupe de personnalités de haut niveau, *op. cit.*, p. 75

<sup>31</sup> Groupe de personnalités de haut niveau, *op. cit.*, p. 77

Le Groupe entend rendre l'action du Conseil de sécurité plus effective. Il ne souhaite pas remplacer le Conseil de sécurité en tant que source d'autorité mais il souhaite en améliorer le fonctionnement. Le Chapitre VII confère, en effet, tous les pouvoirs nécessaires pour traiter les menaces auxquels les Etats sont confrontés.<sup>32</sup>

### **3. Le rapport du Secrétaire général des Nations Unies**

Conscient du caractère sensible de la question, le Secrétaire général approuve dans son rapport la « nouvelle norme prescrivant une obligation collective internationale de protection » émanant du Groupe de personnalités de haut niveau.<sup>33</sup>

Dans ce rapport, le concept de responsabilité de protéger ne se situe plus dans le chapitre consacré à l'usage de la force mais dans un chapitre consacré à la liberté de vivre dans la dignité. De cette manière, l'idée de responsabilité de protéger est détachée d'un rapport systématique avec l'intervention armée. Le concept vise également à promouvoir la règle de droit et la sécurité humaine. En outre, le Secrétaire général insiste sur l'utilisation de moyens diplomatiques, humanitaires et autres pour aider à protéger les droits de l'homme et le bien-être des populations civiles.<sup>34</sup>

Le Secrétaire général pose la question de savoir si le génocide ou d'autres crimes contre l'humanité ne constituent pas des menaces à la paix et à la sécurité internationales nécessitant la protection du Conseil de sécurité.

A l'instar de ce que prévoyait le Groupe de personnalités de haut niveau, le Secrétaire général précise qu'il ne s'agit pas de remplacer le Conseil de sécurité dans son autorité mais d'améliorer son fonctionnement. Il reprend également les cinq critères de légitimité définis par le Groupe permettant aux membres du Conseil de sécurité de se prononcer sur l'autorisation ou l'approbation du recours à la force armée.<sup>35</sup>

Le rapport ne fait, en outre, aucune référence à des moyens alternatifs permettant de recourir à la force pour des raisons humanitaires, comme la possibilité de solliciter l'approbation de l'Assemblée générale des Nations Unies dans le cadre de la « résolution Acheson » ou une intervention armée par une organisation régionale, une coalition d'Etats ou un Etat agissant individuellement.<sup>36</sup>

---

<sup>32</sup> Groupe de personnalités de haut niveau, *op. cit.*, p. 13

<sup>33</sup> Rapport du Secrétaire général des Nations Unies, *op. cit.*, p. 41

<sup>34</sup> C. STAHN, *op. cit.*, p. 107 ; Rapport du Secrétaire général des Nations Unies, *op. cit.*, p. 41

<sup>35</sup> Rapport du Secrétaire général des Nations Unies, *op. cit.*, p. 39

<sup>36</sup> C. STAHN, *op. cit.*, p. 107



#### 4. Le Document final du Sommet mondial de 2005

Le Document final du Sommet mondial est un mélange de considérations politiques et juridiques, représentant un compromis entre les partisans et les adversaires du concept de responsabilité de protéger et reflétant la persistance de la division et de la confusion à propos de la signification de ce concept.<sup>37</sup>

L'Assemblée générale définit la responsabilité de protéger en ces termes :

« 138. C'est à chaque État qu'il incombe de protéger ses populations du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité. Cette responsabilité consiste notamment dans la prévention de ces crimes, y compris l'incitation à les commettre, par les moyens nécessaires et appropriés. Nous l'acceptons et agissons de manière à nous y conformer. La communauté internationale devrait, si nécessaire, encourager et aider les États à s'acquitter de cette responsabilité et aider l'Organisation des Nations Unies à mettre en place un dispositif d'alerte rapide.

139. Il incombe également à la communauté internationale, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, de mettre en œuvre les moyens diplomatiques, humanitaires et autres moyens pacifiques appropriés, conformément aux Chapitres VI et VIII de la Charte, afin d'aider à protéger les populations du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité. Dans ce contexte, nous sommes prêts à mener en temps voulu une action collective résolue, par l'entremise du Conseil de sécurité, conformément à la Charte, notamment son Chapitre VII, au cas par cas et en coopération, le cas échéant, avec les organisations régionales compétentes, lorsque ces moyens pacifiques se révèlent inadéquats et que les autorités nationales n'assurent manifestement pas la protection de leurs populations contre le génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité. Nous soulignons que l'Assemblée générale doit poursuivre l'examen de la responsabilité de protéger les populations du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité et des conséquences qu'elle emporte, en ayant à l'esprit les principes de la Charte et du droit international. Nous entendons aussi nous engager, selon qu'il conviendra, à aider les États à se doter des moyens de protéger leurs populations du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité et à apporter une

---

<sup>37</sup> C. STAHN, *op. cit.*, p. 108

assistance aux pays dans lesquels existent des tensions avant qu'une crise ou qu'un conflit n'éclate. »<sup>38</sup>

Les Etats approuvent donc qu'ils aient une responsabilité de protéger leurs citoyens du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité. Ils s'engagent également à aider les Etats à se doter des moyens pour s'acquitter de cette responsabilité. Dans les situations où un Etat n'assure manifestement pas la protection de ses populations, les Etats s'engagent à user de tous les moyens pacifiques pour assurer la protection de ces populations. Lorsque ces moyens se révèlent inadéquats, les Etats sont prêts à mener une action coercitive conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

Le langage utilisé indique toutefois un engagement volontaire plutôt qu'obligatoire. En outre, la décision de mener une action coercitive se fait au cas par cas. Ce langage reflète la vision des Etats s'interrogeant sur la position selon laquelle la Charte crée une obligation légale pour les membres du Conseil de sécurité d'appuyer une action coercitive en cas de violations graves du droit international humanitaire.<sup>39</sup> De plus, le Document final ne prévoit pas de critères pour guider la prise de décision par le Conseil de sécurité, ni de code de conduite pour l'utilisation du veto.<sup>40</sup>

La formulation de la responsabilité de protéger dans le Document final est cependant plus claire car elle se limite au génocide, aux crimes de guerre, au nettoyage ethnique et aux crimes contre l'humanité. Ces violations graves du droit international humanitaire ont, en effet, une signification légale relativement précise qui découle de la Convention sur le génocide, du Statut de la Cour pénale internationale ainsi que de la pratique des tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda.<sup>41</sup>

---

<sup>38</sup> A/60/L.1, résolution adoptée le 24 octobre 2005, p. 33, §§ 138 et 139

<sup>39</sup> C. STAHN, *op. cit.*, p. 109

<sup>40</sup> A.J. BELLAMI, « The Responsibility to Protect and the problem of military intervention », *International Affairs*, 84, 4, 2008, p. 623

<sup>41</sup> A.J. BELLAMI, *op. cit.*, p. 623

### **III LES PRINCIPES JURIDIQUES APPLICABLES**

#### **A. Le principe de l'égalité souveraine des Etats et le principe de non-intervention**

La Charte des Nations Unies consacre l'égalité souveraine des Etats à l'article 2 § 1.<sup>42</sup> La formule « égalité souveraine » aurait émergé lors du processus de création des Nations Unies. Ces deux termes sont toutefois beaucoup plus anciens et datent du Traité de Westphalie de 1648 et de l'émergence de l'Etat moderne.<sup>43</sup>

Tous les Etats ont droit à l'égalité dans leurs relations avec les autres Etats. Ils possèdent une capacité juridique égale et ont le droit de devenir titulaires de droits et d'obligations sur un pied d'égalité avec les autres Etats. Cette égalité formelle découle de la qualification identique d'Etat souverain.<sup>44</sup>

Le principe de l'égalité souveraine des Etats est un principe structurel de la société internationale et de nombreux autres principes du droit international trouvent leur fondement dans l'égalité souveraine des Etats. Il en va ainsi du principe de non-intervention qui impose aux Etats de respecter la souveraineté des autres Etats, c'est-à-dire, de ne pas intervenir dans les affaires relevant de la compétence nationale.

Ce principe figurait déjà dans le Pacte de la Société des Nations à l'article 15. Il prévoyait que lorsque le Conseil était saisi d'un différend portant sur une question que le droit international laisse à la compétence exclusive d'un Etat, le Conseil le constatait dans un rapport. L'assemblée et le Conseil pouvaient cependant exercer des fonctions de médiateur et formuler des recommandations même dans le cas où le différend relevait de la compétence exclusive d'un Etat membre. En outre, il appartenait au Conseil de décider s'il s'agissait ou non d'une question relevant de la compétence nationale d'un Etat, ce qui souleva de vives controverses, notamment outre-Atlantique.<sup>45</sup>

Suite à de nombreuses discussions quant au contenu du principe de non-intervention, l'article 2 § 7 de la Charte des Nations Unies a été rédigé comme suit :

---

<sup>42</sup> Charte des Nations Unies, article 2 § 1 : « L'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses Membres. »

<sup>43</sup> M.G. KOHEN, Commentaire de l'article 2 § 1 de la Charte des Nations Unies, in *La Charte des Nations Unies. Commentaire article par article*, Economica, Paris, 2005, p. 399

<sup>44</sup> J. SALMON, *Droit des gens*, Tome 3, édition partiellement revue par Eric David, Presses Universitaires de Bruxelles, 2001, p. 580

<sup>45</sup> G. GUILLAUME, Commentaire de l'article 2 § 7 de la Charte des Nations Unies, in *La Charte des Nations Unies. Commentaire article par article*, Economica, Paris, 2005, p. 485

« Aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat ni n'oblige les Membres à soumettre des affaires de ce genre à une procédure de règlement aux termes de la présente Charte ; toutefois, ce principe ne porte en rien atteinte à l'application des mesures de coercition prévues au Chapitre VII ».

Les travaux préparatoires de l'article 2 § 7 de la Charte des Nations Unies montrent que cette disposition avait été élaborée en vue de réglementer l'action de l'organisation et non celle de ses Etats membres. Ainsi, le devoir des Etats de ne pas intervenir dans les affaires intérieures d'un autre Etat n'est pas stipulé dans la Charte mais découle implicitement de l'article 2 § 4 relatif au principe de non recours à la force.<sup>46</sup>

Le principe de non-intervention voit son existence et son autonomie précisée une fois que d'autres principes sont acquis, à savoir l'interdiction du recours à la force, l'absence de légitimité obligatoire, l'égalité souveraine des Etats, le droit des peuples à l'autodétermination et le principe de l'égalité territoriale. Ces divers principes n'ont vraiment été établis qu'avec la Charte des Nations Unies.<sup>47</sup>

L'Assemblée générale des Nations Unies a confirmé le principe de non-intervention dans la résolution 2625 (XXV) du 24 octobre 1970 qui reprend en annexe la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats. Cette déclaration énonce le sens et la portée des principes de la Charte. Elle précise, en effet, le principe relatif au devoir de ne pas intervenir dans les affaires relevant de la compétence nationale d'un Etat en ces termes :

« Aucun Etat ou groupe d'Etats n'a le droit d'intervenir, directement ou indirectement, pour quelque raison que ce soit, dans les affaires intérieures ou extérieures d'un autre Etat. En conséquence, non seulement l'intervention armée, mais aussi toute autre forme d'ingérence ou toute menace, dirigée contre la personnalité d'un Etat ou contre ses éléments politiques, économiques et culturels, sont contraires au droit international. »<sup>48</sup>

---

<sup>46</sup> G. GUILLAUME, *op. cit.*, p. 490

<sup>47</sup> J. SALMON, *op. cit.*, p. 557

<sup>48</sup> Résolution 2625 (XXV) du 24 octobre 1970, *Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies*

Cette résolution a recueilli un soutien large et sans ambiguïté et peut donc être considérée comme une interprétation autorisée la Charte.<sup>49</sup>

En outre, le principe de non-intervention implique qu'aucun Etat ne peut empêcher un autre Etat de choisir librement son système politique, économique, social et culturel. C'est ce que confirme la Cour internationale de Justice, en 1986 dans l'affaire des *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci*, suite aux activités qui furent organisées et entreprises par les Etats-Unis, soutenant les *Contras*, au Nicaragua :

« Le Congrès des Etats-Unis a exprimé l'opinion que le gouvernement du Nicaragua avait pris des 'mesures révélant l'intention d'établir une dictature communiste totalitaire'. Quelque définition qu'on donne au régime du Nicaragua, l'adhésion d'un Etat à une doctrine particulière ne constitue pas une violation du droit international coutumier : conclure autrement reviendrait à priver de son sens le principe fondamental de la souveraineté des Etats sur lequel repose tout le droit international, et la liberté d'un Etat de choisir son système politique, social, économique et culturel. En conséquence, les choix politiques internes du Nicaragua, à supposer même qu'ils répondent à la description qui en est donnée dans la conclusion du Congrès, ne peuvent pas légitimer sur le plan juridique, les diverses conduites reprochées au défendeur à son égard. La Cour ne saurait concevoir la création d'une règle nouvelle faisant droit à une intervention d'un Etat contre un autre pour un motif que celui-ci aurait opté pour une idéologie ou un système politique particulier. »<sup>50</sup>

## **B. Le principe de non recours à la force**

Le principe de non recours à la force joue un rôle fondamental en droit international contemporain. Le droit de la guerre trouve ses origines dans l'antiquité, notamment en Inde, en Chine, dans les îles grecques et dans l'Empire romain et réglait les causes du recours à la force et les responsabilités encourues. Les Romains ont formulé le concept de *justum bellum* et ont voulu lui donner un contenu moral voire religieux. Mais le concept de juste guerre fut consacré par saint Augustin, et fut ensuite repris et développé par les théologiens-juristes de l'Université de Salamanque.<sup>51</sup>

---

<sup>49</sup> N. SCHRIJVER, Commentaire de l'article 2 § 4 de la Charte des Nations Unies, in *La Charte des Nations Unies. Commentaire article par article*, Economica, Paris, 2005, p. 449

<sup>50</sup> *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)*, C.I.J., Recueil 1986, p. 133, § 263

<sup>51</sup> N. SCHRIJVER, *op. cit.*, p. 438 et ss.

A partir du XVII<sup>ème</sup> siècle, la théorie de la juste guerre fut remplacée par l'admission du recours à la force. La guerre était, en effet, considérée comme un instrument ordinaire et légitime de la politique étrangère par l'ordre juridique westphalien. Les conférences de la Paix de La Haye de 1899 et de 1907 constituèrent la première tentative de limitation du non recours à la force et la première restriction à ce principe fut formulée dans la Convention Drago-Porter de 1907 relative à la limitation de l'emploi de la force pour le recouvrement des dettes contractuelles.<sup>52</sup>

La Société des Nations réglementait le recours à la force en prévoyant un délai à respecter après une décision arbitrale ou judiciaire avant de recourir à la force. Le Pacte de la Société des Nations interdisait donc le recours à la force contre un Etat qui exécutait une sentence ou qui se conformait aux conclusions d'un rapport adopté par le Conseil à l'unanimité. L'interdiction du recours à la force fut entérinée par le Pacte Briand-Kellog en 1928 qui condamne le recours à la guerre pour le règlement des différends internationaux. Ce Pacte ne prévoyait toutefois pas de sanctions et fut violé de manière récurrente.<sup>53</sup>

Le principe de non recours à la force fut renforcé par la Charte des Nations Unies qui prévoit l'obligation de règlement pacifique des différends, l'interdiction du recours à la force et un système de sécurité collective. Le principe est prévu à l'article 2 § 4 en ces termes :

« Les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies ».

La Charte des Nations Unies énonce deux exceptions au principe de non recours à la force, à savoir l'intervention autorisée par le Conseil de sécurité et l'action en légitime défense. Ces exceptions visent à codifier le recours à la force lorsque ce dernier est justifié et inévitable.

### **1. L'autorisation du Conseil de sécurité**

Le système de sécurité collective établi par le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies prévoit que le Conseil de sécurité qui constate l'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression peut entreprendre une action militaire pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales. Théoriquement, cette action militaire doit être menée par des forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité par les Etats membres. En pratique,

---

<sup>52</sup> N. SCHRIJVER, *op. cit.*, p. 440

<sup>53</sup> N. SCHRIJVER, *op. cit.*, p. 441

aucune action militaire n'a été menée selon la procédure prévue par la Charte mais plutôt par le biais du mécanisme de l'autorisation ou de la délégation.<sup>54</sup>

L'article 53 de la Charte permet au Conseil de sécurité d'utiliser des accords ou des organismes régionaux pour appliquer les mesures coercitives prises sous son autorité.<sup>55</sup> Le caractère très général de l'article 42 de la Charte permet au Conseil de sécurité de déléguer les opérations militaires aux Etats membres des Nations Unies<sup>56</sup> et l'article 48 permet au Conseil de sécurité de s'adresser à tous les Etats membres ou à certains d'entre eux pour exécuter les mesures nécessaires à l'exécution de ses décisions.<sup>57</sup>

Selon certains auteurs, la Résolution 377 (V) « Union pour le maintien de la paix » de l'Assemblée générale du 3 novembre 1950, dite « résolution Acheson », permet à l'Assemblée générale des Nations Unies de se substituer au Conseil de sécurité, lorsque ce dernier est paralysé par le veto d'un membre permanent, pour autoriser un recours à la force.<sup>58</sup> Dans cette résolution, l'Assemblée générale :

« Décide que, dans tous les cas où paraît exister une menace contre la paix, une rupture de la paix ou un acte d'agression et où, du fait que l'unanimité n'a pu se réaliser parmi ses membres permanents, le Conseil de sécurité manque à s'acquitter de sa responsabilité principale dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, l'Assemblée générale examinera immédiatement la question afin de faire aux Membres les recommandations appropriées sur les mesures à prendre, y compris, s'il s'agit d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression, l'emploi de la force armée en cas de besoin, pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales. »<sup>59</sup>

Cette résolution ne confère toutefois pas à l'Assemblée une compétence générale d'autoriser une action militaire. L'Assemblée générale ne dispose que d'un pouvoir de recommandation et non d'un pouvoir de décision. Cette résolution comporte, en outre, une violation flagrante de la Charte des

---

<sup>54</sup> O. CORTEN, *op. cit.*, p. 483

<sup>55</sup> Article 53 de la Charte des Nations Unies : « Le Conseil de sécurité utilise, s'il y a lieu, les accords ou organismes régionaux pour l'application des mesures coercitives prises sous son autorité. Toutefois, aucune action coercitive ne sera entreprise en vertu d'accords régionaux ou par des organismes régionaux sans l'autorisation du Conseil de sécurité [...] »

<sup>56</sup> Article 42 de la Charte des Nations Unies : « Le Conseil de sécurité [...] peut entreprendre [...] toute action qu'il juge nécessaire au maintien ou au rétablissement de la paix et de la sécurité internationales. »

<sup>57</sup> Article 48 de la Charte des Nations Unies : « 1. Les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Conseil de sécurité pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales sont prises par tous les Membres des Nations Unies ou certains d'entre eux, selon l'appréciation du Conseil. 2. Ces décisions sont exécutées par les Membres des Nations Unies directement et grâce à leur action dans les organismes internationaux appropriés dont ils font partie. »

<sup>58</sup> T.M., FRANCK, *Recourse to Force. State Action Against Threats and Armed Attacks*, Cambridge University Press, Cambridge, 2002, p. 33 et ss.

Nations Unies car l'Assemblée générale se confère le droit d'exercer des pouvoirs qui relèvent exclusivement des compétences du Conseil de sécurité.<sup>60</sup> En outre, de nombreux Etats se sont prononcés contre une telle extension de compétences.<sup>61</sup>

## **2. La légitime défense**

Selon l'article 51 de la Charte des Nations Unies,

« Aucune disposition de la présente Charte ne porte atteinte au droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas où un Membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée, jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Les mesures prises par des Membres dans l'exercice de ce droit de légitime défense sont immédiatement portées à la connaissance du Conseil de sécurité et n'affectent en rien le pouvoir et le devoir qu'a le Conseil, en vertu de la présente Charte, d'agir à tout moment de la manière qu'il juge nécessaire pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales. »

Tout Etat possède donc le droit naturel de légitime défense s'il fait l'objet d'une agression armée de la part d'un autre Etat. Ce droit n'est toutefois reconnu que jusqu'à ce que le Conseil de sécurité prenne les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales. L'Etat qui exerce son droit de légitime défense a l'obligation de porter immédiatement ces mesures à la connaissance du Conseil de sécurité qui peut agir à tout moment pour maintenir la paix et la sécurité internationales. L'action du Conseil de sécurité a pour effet de suspendre l'exercice du droit de légitime défense.<sup>62</sup>

### **C. Application des principes à l'intervention humanitaire**

L'examen de ces différents principes est indispensable pour déterminer la place du nouveau concept de responsabilité de protéger dans l'ordre juridique international. Il convient toutefois au préalable d'examiner ce qu'il en est de l'intervention humanitaire qui est à l'origine de l'évolution de la responsabilité de protéger.

Les principes étudiés ci-dessus vous nous permettre d'établir s'il existe un droit d'intervention humanitaire, c'est-à-dire si un Etat peut intervenir militairement à l'encontre d'un autre Etat pour

---

<sup>59</sup> Résolution 377 (V) du 3 novembre 1950

<sup>60</sup> J. SALMON, *Droit des gens*, Tome 2, édition partiellement revue par Eric David, Presses Universitaires de Bruxelles, 2001, p. 394

<sup>61</sup> O. CORTEN, *op. cit.*, p. 509 ; B. CONFORTI, *Le Nazioni Unite*, Cedam, Padova, 2000, p. 221



protéger les populations en souffrance de ce dernier, même sans autorisation du Conseil de sécurité et en dehors du cadre de la légitime défense.

L'intervention humanitaire n'a, en effet, de sens qu'en dehors du cadre légal établi par la Charte des Nations Unies. Les situations visées par l'intervention humanitaire sont celles dans lesquelles un Etat ou un groupe d'Etats interviennent de manière unilatérale – sans autorisation du Conseil de sécurité – sur le territoire d'un Etat tiers afin de faire cesser des violations du droit international humanitaire.

Par le passé, la licéité de l'intervention armée pour des raisons humanitaires était largement reconnue car le recours à la force en tant que règlement des différends internationaux était admis. Avec la généralisation du principe de non recours à la force, la justification des interventions humanitaires devait trouver de nouvelles bases juridiques.<sup>63</sup>

Pour les auteurs favorables au droit d'intervention humanitaire, le fait pour un Etat d'intervenir militairement à l'encontre d'un autre Etat lorsque les droits de l'homme sont menacés ne peut être assimilé à une compétence discrétionnaire de la part de l'Etat intervenant. Ces auteurs prévoient, en effet, des critères pour mettre en œuvre ce droit d'intervention, notamment la violation grave des droits de l'homme dans l'Etat visé par l'action et le but humanitaire de l'action. Toutefois, ces auteurs ne sont pas unanimes quant à la définition de ce droit, dont le contenu reste imprécis et laisse la porte ouverte à tous les abus.<sup>64</sup>

La doctrine favorable au droit d'intervention humanitaire prétend que « l'interdiction du recours à la force dans les relations internationales n'a nullement le caractère général et absolu que lui prête trop souvent la doctrine »<sup>65</sup>. Cette doctrine se fonde sur une interprétation a contrario de la dernière partie de l'article 2 § 4 de la Charte des Nations Unies. L'interdiction ne viserait que des recours à la force dirigés en fonction de certains objectifs, à savoir l'atteinte à l'intégrité territoriale, à l'indépendance politique d'un Etat ou aux buts des Nations Unies. L'intervention humanitaire ne tend pas à porter atteinte ni à l'intégrité territoriale ni à l'indépendance politique d'un Etat et n'est pas contraire aux buts des Nations Unies. L'intervention humanitaire ayant pour objectif de faire respecter les droits de l'homme – objectif reconnu par les Nations Unies, notamment à l'article 1<sup>er</sup> §

---

<sup>62</sup> N. SCHRIJVER, *op. cit.*, p. 447

<sup>63</sup> O. CORTEN, P. KLEIN, « Devoir d'ingérence ou droit de réaction armée collective ? », *Revue belge de droit international*, Vol. 24, n°1, 1991, p. 49 ; R. UERPMANN, « La primauté des droits de l'homme : licéité ou illicéité de l'intervention humanitaire », in *Kosovo and the International Community. A legal Assessment*, Kluwer Law International, The Hague, 2002, p. 69

<sup>64</sup> O. CORTEN, P. KLEIN, *op. cit.*, p. 51<sup>64</sup> S. SUR « Responsabilité de protéger et crise de droit humanitaire », in *Colloque de Nanterre – La responsabilité de protéger*, Société française pour le droit international, Paris, Pedone, 2008, p. 304

<sup>65</sup> S. SUR « Responsabilité de protéger et crise de droit humanitaire », in *Colloque de Nanterre – La responsabilité de protéger*, Société française pour le droit international, Paris, Pedone, 2008, p. 304

3 – il en découle que ce droit n'est pas incompatible avec l'article 2 § 4 de la Charte mais peut être considéré comme l'une des hypothèses implicites du droit de recourir à la force armée dans la Charte.<sup>66</sup>

La dernière partie de l'article 2 § 4 ne concerne cependant pas l'objectif d'une action armée mais vise tout recours à la force menée d'une manière incompatible avec les buts des Nations Unies. Ainsi, une intervention armée lancée sans autorisation du Conseil de sécurité ou en dehors du cadre de la légitime défense, quel que soit son but, porte atteinte au maintien de la paix et de la sécurité internationales et donc à l'objectif principal des Nations Unies. L'objet même de l'article 2 § 4 est précisément d'éviter un recours unilatéral à la force en instituant un mécanisme de sécurité collective.<sup>67</sup>

En outre, les conventions relatives à la protection des droits de l'homme prévoient des mécanismes de règlement pacifique des différends sans jamais ouvrir la voie à des actions coercitives unilatérales.<sup>68</sup> Le droit positif ne permet pas de venir au secours des droits de l'homme par le biais d'une action armée unilatérale.<sup>69</sup> L'Institut de Droit international l'a rappelé dans une résolution adoptée le 13 septembre 1989 en ces termes :

« Sans préjudice des fonctions et pouvoirs que la Charte attribue aux organes des Nations Unies en cas de violation des obligations assumées par les membres de l'Organisation, les Etats, agissant individuellement ou collectivement, sont en droit d'adopter, à l'égard de tout autre Etat ayant enfreint l'obligation énoncée à l'article premier [d'assurer le respect des droits de l'homme], des mesures diplomatiques, économiques et autres, admises par le droit international et ne comportant pas l'emploi de la force armée en violation de la Charte des Nations Unies. Ces mesures ne peuvent pas être considérées comme une intervention illicite dans les affaires intérieures de l'Etat. »<sup>70</sup>

Aussi, la Cour internationale de Justice a affirmé dans l'affaire des *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci* que l'emploi de la force n'est pas la méthode appropriée pour vérifier et assurer le respect des droits de l'homme.<sup>71</sup>

---

<sup>66</sup> O. CORTEN, *op. cit.*, p. 741 ; S. SUR, *op. cit.*, p. 304 ; C. GRAY, *International Law and the Use of Force*, Oxford University Press, New York, 2004, p. 29

<sup>67</sup> O. CORTEN, *op. cit.*, p. 743-744

<sup>68</sup> O. CORTEN, *op. cit.*, p. 745 ; X. PACREAU, *op. cit.*, p. 146

<sup>69</sup> M. KHDIR, « Pour le respect des droits de l'homme sans droit d'ingérence », *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 2002, p. 903 ; Résolution 688 (1991) du 5 avril 1991

<sup>70</sup> Institut de Droit international, « La protection des droits de l'homme et le principe de non-intervention dans les affaires intérieures des Etats », résolution adoptée le 13 septembre 1989, article 2, al. 2

<sup>71</sup> *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci*, *op. cit.*, § 268

Certains auteurs défendent l'existence d'un principe de libre accès aux victimes des catastrophes en se basant notamment sur la résolution 688 du Conseil de sécurité qui permet un accès immédiat des organisations humanitaires internationales aux populations civiles irakiennes.<sup>72</sup> Toutefois cette résolution affirme expressément l'obligation de respecter la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de l'Irak et de tous les Etats de la région. L'Etat a donc le devoir d'accepter une aide humanitaire mais la perspective d'une intervention armée unilatérale n'est pas évoquée même implicitement.<sup>73</sup>

En outre, de nombreux Etats, lors des débats relatifs au recours à la force au sein de l'ONU, ont souligné que l'interdiction du recours à la force ne connaissait que deux exceptions : l'action coercitive menée sous l'égide du Conseil de sécurité et la légitime défense. D'autres ont rejeté catégoriquement tout droit d'intervention en dehors de ces deux cas.<sup>74</sup>

---

<sup>72</sup> M. BETTATI, « Intervention, ingérence ou assistance ? », *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 1994, p. 310

<sup>73</sup> M. KHDIR, *op. cit.*, p. 907 ; O. CORTEN, *op. cit.*, p. 747

<sup>74</sup> O. CORTEN, *op. cit.*, p. 749

## **IV L'ENSEIGNEMENT DE LA PRATIQUE DES ETATS**

### **A. Les conditions de l'évolution du principe de non recours à la force**

Certains auteurs invoquent, pour justifier le droit d'intervention humanitaire, la pratique d'interventions armées unilatérales depuis la seconde guerre mondiale, ce qui démontrerait un assouplissement du principe de non recours à la force et l'émergence d'une règle coutumière faisant exception à ce principe.<sup>75</sup>

La Cour internationale de Justice a établi dans l'affaire des *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci* que les principes de non recours à la force et de non-intervention ont un caractère coutumier, autrement dit que la communauté internationale a accepté ces principes et que chaque Etat est tenu de les respecter.<sup>76</sup>

L'identification des règles du droit international coutumier applicables se fait par un examen de la pratique effective et de l'*opinio juris* des Etats.<sup>77</sup> L'existence d'une pratique abondante d'interventions armées unilatérales ne démontre toutefois pas en soi un assouplissement des principes de non recours à la force et de non-intervention.<sup>78</sup> La Cour internationale de Justice dans l'affaire des *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci* énonce ce constat de manière assez claire :

« Il ne faut pas s'attendre à ce que l'application des règles [coutumières relatives au non recours à la force et à la non intervention] en question soit parfaite dans la pratique étatique, en ce sens que les Etats s'abstiendraient, avec une entière constance, de recourir à la force ou à l'intervention dans les affaires intérieures d'autres Etats. La Cour ne pense pas que, pour qu'une règle soit coutumièrement établie, la pratique correspondante doit être rigoureusement conforme à cette règle. Il lui paraît suffisant, pour déduire l'existence de règles coutumières, que les Etats y conforment leur conduite d'une manière générale et qu'ils traitent eux-mêmes les comportements non conformes à la règle en question comme des violations de celle-ci et non pas comme des manifestations de la reconnaissance d'une règle nouvelle. Si un Etat agit d'une manière apparemment inconciliable avec une règle reconnue, mais défend sa conduite en invoquant des exceptions ou justifications contenues dans la

---

<sup>75</sup> Notamment C.F. AMERASINGHE, « The Conundrom of Recourse to Force – to Protect Persons », *International Organizations Law Review*, Volume 3, 2006, p. 17 et ss.

<sup>76</sup> *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci*, *op. cit.*, § 185 et ss.

<sup>77</sup> *Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/ Malte)*, C.I.J., *Recueil* 1985, p. 29, § 27

<sup>78</sup> O. CORTEN, P. KLEIN, *op. cit.*, p. 171

règle elle-même, il en résulte une confirmation plutôt qu'un affaiblissement de la règle, et cela que l'attitude de cet Etat puisse ou non se justifier en fait sur cette base. »<sup>79</sup>

Si l'on suit cette méthode, il convient d'examiner les justifications officiellement avancées par les Etats plutôt que de se demander si un comportement est inconciliable ou non avec la règle. D'éventuelles violations des principes de non recours à la force et de non-intervention ne sont pas susceptibles d'éroder ces principes ni de les remettre en cause.<sup>80</sup>

La grande majorité des recours à la force par les Etats révèle que ces derniers sont d'accord quant au contenu du droit applicable mais leur avis diverge quant à l'application du droit aux cas d'espèce ou quant aux faits. La majeure partie de la pratique des Etats n'amène pas à reconsidérer le droit même si une des parties viole le droit.<sup>81</sup>

Pour qu'une règle coutumière évolue, deux conditions sont nécessaires : un Etat doit invoquer un droit nouveau, c'est-à-dire revendiquer une modification de cette règle ; ensuite, cette revendication doit être acceptée par d'autres Etats. En ce qui concerne une norme impérative de droit international général, communément appelée norme de *jus cogens*, elle doit être acceptée par la communauté internationale des Etats dans son ensemble.<sup>82</sup>

L'article 53 de la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités explique ce qu'est une norme de *jus cogens*. Il s'agit d'une « norme acceptée et reconnue par la communauté internationale des Etats dans son ensemble en tant que norme à laquelle aucune dérogation n'est permise et qui ne peut être modifiée que par une nouvelle norme du droit international général ayant le même caractère ». Une norme de *jus cogens* ne peut donc être modifiée que par une autre norme de *jus cogens*.<sup>83</sup>

L'interdiction du recours à la force est une règle de droit impératif. La Commission du droit international a, en effet, souligné, dans ses travaux de codification du droit des traités, que :

« le droit de la Charte concernant l'interdiction de l'emploi de la force constitue en soi un exemple frappant d'une règle de droit international qui relève du *jus cogens*. De plus, si certains gouvernements, dans leurs observations, ont exprimé des doutes quant à l'utilité de cet article à moins qu'il ne soit assorti d'une disposition prévoyant

---

<sup>79</sup> *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci*, op.cit., p.133, § 186

<sup>80</sup> O. CORTEN, op. cit., p. 36 ; C. GRAY, op. cit., p. 26

<sup>81</sup> C. GRAY, op. cit., p. 10

<sup>82</sup> O. CORTEN, op. cit., p. 36

<sup>83</sup> S. CHESTERMAN, *Just War or Just Peace ? Humanitarian Intervention and International Law*, Oxford University Press, Oxford, 2001, p. 60

une décision rendue par un organe indépendant, un seul gouvernement a mis en question l'existence de règles relevant du *jus cogens* dans le droit international d'aujourd'hui. La Commission a donc conclu qu'en codifiant le droit des traités, elle devait partir du fait qu'il y a de nos jours certaines règles auxquelles les Etats ne sauraient en aucune façon déroger par des arrangements conventionnels et que chacune d'elles ne peut être modifiée que par une autre règle de même nature. »<sup>84</sup>

Le principe de non recours à la force est donc une règle de droit coutumier et une norme de *jus cogens*. L'émergence d'une règle coutumière faisant exception à ce principe doit être revendiquée par un Etat et être acceptée par la communauté internationale dans son ensemble.

Au vu de ces constats, il convient d'examiner différents précédents afin de déterminer si l'on peut en conclure l'émergence d'un droit d'intervention humanitaire.

## **B. Les exemples issus de la pratique**

### **1. Les interventions menées avant 1990**

#### a). L'intervention de l'Inde au Bangladesh

En 1971, les forces armées indiennes envahissent le Pakistan oriental ce qui allait provoquer la sécession de cette province du Pakistan. Les forces armées pakistanaises répriment sévèrement une insurrection civile pendant de longs mois et des millions de réfugiés fuient vers l'Inde. Le gouvernement indien rapporte aux Nations Unies que les violations massives des droits de l'homme ne sont plus uniquement une préoccupation interne et qualifie le flux de réfugiés d'acte d'agression contre l'Inde.<sup>85</sup>

Au moment où les combats éclatent entre l'Inde et le Pakistan, le Secrétaire général des Nations Unies informe le Conseil de sécurité, conformément à l'article 99 de la Charte, que la situation peut mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Le Conseil de sécurité est bloqué par le veto de l'URSS mais l'Assemblée générale adopte quelques jours plus tard une résolution qualifiant les hostilités de menace immédiate à la paix et la sécurité internationales et appelant les gouvernements indien et pakistanais au retrait de leurs forces armées

---

<sup>84</sup> *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci*, op. cit., § 190 ; Commission du droit international, « Projet d'articles sur le droit des traités et commentaires », *Annuaire de la Commission du droit international*, 1966, Vol. II, p. 270

<sup>85</sup> T.M., FRANCK, op. cit., p. 139

se trouvant sur le territoire de l'autre Etat, et ce, conformément à l'article 2 § 4 de la Charte des Nations Unies.<sup>86</sup>

L'Inde a justifié son intervention armée en recourant à l'argument classique de la légitime défense, la nécessité humanitaire n'ayant servi qu'à convaincre politiquement. Le Pakistan avait, en effet, bombardé des villages situés en Inde, et le flux de milliers de réfugiés était qualifié d'acte d'agression par l'Inde.<sup>87</sup>

Cette résolution de l'Assemblée générale constitue, selon certains, la reconnaissance d'un lien entre l'interdiction du recours unilatéral à la force et les dispositions concernant les droits de l'homme. Tous les gouvernements n'ont toutefois pas souscrit à ce lien, preuve en est de l'admission rapide du nouvel Etat de la République populaire du Bangladesh aux Nations Unies en 1974.<sup>88</sup>

Ce précédent souligne également la réticence de la majorité des Etats de justifier par la nécessité humanitaire le recours à la force sans autorisation du Conseil de sécurité.<sup>89</sup>

b). L'intervention de la Tanzanie en Ouganda

L'intervention militaire de la Tanzanie en Ouganda en 1979 est, selon certains, un cas d'intervention humanitaire par excellence que les Nations Unies ont permis de soutenir sans agir.<sup>90</sup>

Suite à de nombreuses incursions des forces armées d'Idi Amin Dada sur son territoire, le président tanzanien déclare que le gouvernement d'Amin Dada est un gouvernement « voyou » et que le peuple ougandais a le droit de le renverser.<sup>91</sup> Alors qu'Amin Dada se réfugie en Lybie, la Tanzanie intervient militairement en Ouganda. Malgré plusieurs tentatives avortées d'amener l'affaire devant le Conseil de sécurité, le président ougandais est renversé. Un nouveau gouvernement provisoire est rapidement formé. Les troupes tanzaniennes pacifient le pays et la mission de l'ONU s'aligne sur ces réalités.<sup>92</sup>

Selon la doctrine favorable au droit d'intervention humanitaire, la communauté internationale voyait l'intervention de la Tanzanie comme une réponse aux atrocités commises par le régime d'Amin Dada contre son peuple. En outre, le Conseil de sécurité n'a pas condamné l'intervention ce

---

<sup>86</sup> Résolution 2793 (XXVI) du 7 décembre 1971

<sup>87</sup> O. CORTEN, *op. cit.*, p. 782 ; C.F. AMERASINGHE, *op. cit.*, p. 29 ; O. CORTEN, P. KLEIN, *op. cit.*, p. 180 ; C. GRAY, *op. cit.*, p. 32

<sup>88</sup> T.M., FRANCK, *op. cit.*, p. 142

<sup>89</sup> O. CORTEN, *op. cit.*, p. 784 ; C.F. AMERASINGHE, *op. cit.*, p. 31 ; T.M., FRANCK, *op. cit.*, p. 142

<sup>90</sup> C.F. AMERASINGHE, *op. cit.*, p. 32

<sup>91</sup> O. CORTEN, P. KLEIN, *op. cit.*, p. 178

<sup>92</sup> T.M., FRANCK, *op. cit.*, p. 143

qui constituerait un précédent en faveur de l'existence d'un droit d'intervention armée unilatéral pour des motifs humanitaires.<sup>93</sup>

Le motif juridique invoqué était toutefois la légitime défense suite à la pénétration des troupes ougandaises sur le territoire tanzanien ainsi que l'occupation d'une partie de celui-ci et non les violations des droits de l'homme commises par le régime ougandais. Les déclarations se référant aux considérations humanitaires doivent être regardées comme la manifestation d'une position politique et non juridique.<sup>94</sup>

Cette action n'a pas été condamnée par les Nations Unies mais cette attitude ne peut être interprétée comme une acceptation d'un droit d'intervention humanitaire. Ce droit n'a, en effet, été invoqué par aucun Etat et il n'a pas été accepté par la communauté internationale dans son ensemble.

#### C). L'intervention de la France en République centrafricaine

Certains invoquent également le précédent de l'intervention française en République centrafricaine pour justifier le droit d'intervention humanitaire. Des soldats français ont, en effet, aidé les rebelles à renverser l'Empereur Bokassa. Un mois avant le coup d'Etat de 1979, des atrocités commises par Bokassa ont été rapportées notamment par l'Organisation de l'Union Africaine.<sup>95</sup>

Dans un premiers temps, les autorités françaises ont nié leur implication dans le coup d'Etat. Elles ont ensuite affirmé agir à la demande du nouveau gouvernement dirigé par David Dacko. Le Ministre français des Affaires étrangères a finalement admis qu'il avait laissé entendre quelques mois auparavant à un certain nombre de Centrafricains que s'ils renversaient l'empereur, ils bénéficieraient d'une aide de la France.<sup>96</sup>

Bien que la France n'ait pas justifié son intervention par des raisons humanitaires, le renversement de Bokassa a été accueilli sur cette base. Les autorités françaises sont en réalité restées silencieuses quant à la justification de leur intervention en Centrafrique. En outre, l'intervention a été présentée comme une réponse à l'appel des autorités centrafricaines et donc comme une action juridiquement fondée sur le consentement de l'Etat. Ce précédent ne peut par conséquent pas être présenté comme une nouvelle interprétation du principe de non recours à la force.<sup>97</sup>

#### d). Conclusion

---

<sup>93</sup> C.F. AMERASINGHE, *op. cit.*, p. 31

<sup>94</sup> O. CORTEN, P. KLEIN, *op. cit.*, p. 179 ; O. CORTEN, *op. cit.*, p. 786 ; T.M., FRANCK, *op. cit.*, p. 144

<sup>95</sup> C.F. AMERASINGHE, *op. cit.*, p. 32

<sup>96</sup> T.M. FRANCK, *op. cit.*, p. 151

<sup>97</sup> O. CORTEN, P. KLEIN, *op. cit.*, p. 180 ; O. CORTEN, *op. cit.*, p. 787



L'examen de ces précédents montre que les Etats sont restés attachés à la conception classique selon laquelle des motifs humanitaires ne peuvent justifier une action coercitive extérieure.<sup>98</sup>

Les Etats n'ont, en effet, nullement justifié leur intervention en fonction de motifs humanitaires mais sur d'autres fondements juridiques comme la légitime défense ou le consentement de l'Etat. Les considérations humanitaires étaient destinées à consolider l'apparence de la légitimité de ces interventions.<sup>99</sup>

La communauté internationale refuse donc la possibilité d'une intervention humanitaire dans un conflit interne, et ce, pour des motifs politiques ainsi qu'au nom d'une conception très large du principe de non-intervention qui s'oppose à toute action extérieure dans un conflit interne, même de la part des Nations Unies.<sup>100</sup>

## **2. Les interventions menées après 1990**

L'article 2 § 7 de la Charte interdit aux Nations Unies d'intervenir dans des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat. Cet article comporte cependant une exception à ce principe, à savoir l'application des mesures de coercition prévues au Chapitre VII. Ainsi, en application de l'exception prévue à l'article 2 § 7, le Conseil de sécurité a, depuis 1990, adopté de multiples décisions qui permettaient d'intervenir en tout ou en partie dans des affaires relevant essentiellement de la compétence nationale des Etats.<sup>101</sup>

Le Conseil de sécurité dispose de la possibilité d'adopter des mesures coercitives pour régir une situation intérieure à un Etat, par exemple des violations massives des droits de l'homme, pourvu que cette situation soit constitutive d'une menace contre la paix internationale et non d'un simple risque de troubles internes. Le Conseil de sécurité est, en effet, chargé d'évaluer la « menace » en application de l'article 39 de la Charte des Nations Unies. Il doit, en effet, constater l'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression et faire des recommandations ou décider quelles mesures seront prises pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales. En outre, la situation constatée revêt un caractère objectif et ne dépend pas de l'existence ou non d'une violation du droit international.<sup>102</sup>

La notion de menace contre la paix est toutefois interprétée de manière souple. Les Nations Unies ont dès les années 1950 établi un lien général entre le maintien de la paix et les droits de l'homme,

---

<sup>98</sup> O. CORTEN, *op. cit.*, p. 788 ; M. BYERS, S. CHESTERMAN, « Changing the rules about rules ? Unilateral humanitarian intervention and the future of international law », in *Humanitarian Intervention. Ethical, Legal, and Political dilemmas*, Cambridge University Press, Cambridge, 2003, p.183

<sup>99</sup> X. PACREAU, *op. cit.*, p. 146

<sup>100</sup> O. CORTEN, *op. cit.*, p. 796

<sup>101</sup> G. GUILLAUME, *op. cit.*, p. 506

<sup>102</sup> O. CORTEN, *op. cit.*, p. 492

notamment dans une résolution de l'Assemblée générale concernant la politique d'apartheid en Afrique du Sud. L'Assemblée générale y précise, en effet, que le maintien d'une paix réelle et durable dépend aussi de l'observation de tous les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et en particulier du respect effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous.<sup>103</sup>

L'Assemblée générale a rappelé ce lien entre maintien de la paix et droits de l'homme dans le Document final du Sommet mondial de 2005 :

« Nous considérons que la paix et la sécurité, le développement et les droits de l'homme constituent le socle sur lequel repose le système des Nations Unies et les fondements de la sécurité et du bien-être collectifs. Nous reconnaissons que le développement, la paix et la sécurité et les droits de l'homme sont inséparables et se renforcent mutuellement. »<sup>104</sup>

La notion de menace contre la paix ne cesse donc de s'élargir à des problèmes internationaux, notamment les droits de l'homme, les problèmes humanitaires, économiques et sociaux. Ainsi, dans les années 1990, l'activité du Conseil de sécurité s'est développée dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales et a mis en exergue la possibilité pour le Conseil de sécurité d'agir sur la base du Chapitre VII dans des situations intérieures mais en établissant toujours un lien entre la situation en cause et la paix et la sécurité internationales, conformément à l'article 39 de la Charte.<sup>105</sup>

Ainsi, depuis la fin de la guerre froide, de nombreuses interventions militaires ont été menées essentiellement dans le cadre de conflits internes et ont été motivées par des considérations humanitaires. Certains de ces précédents ont été l'occasion d'évoquer un droit d'intervention humanitaire.

a). L'intervention des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni au Kurdistan irakien

Après la deuxième guerre du golfe de 1991 entre l'Irak et le Koweït, les populations kurdes du Nord de l'Irak et chiites du Sud du pays se révoltent contre le gouvernement irakien, encouragés par la coalition. Bagdad réprime sévèrement les Kurdes et les Chiites, ce qui entraînent un exode massif de ces populations vers l'Iran et la Turquie.<sup>106</sup>

---

<sup>103</sup> Résolution 721 (VIII) du 8 décembre 1953, *Question du conflit racial en Afrique du sud provoqué par le politique d'apartheid du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine*

<sup>104</sup> A/60/L.1, résolution adoptée le 24 octobre 2005, p. 2, § 9

<sup>105</sup> O. CORTEN, *op. cit.*, p. 496 ; A. PETERS, « Le droit d'ingérence – Vers une responsabilité de protéger », *Revue de droit international et de droit comparé*, Vol. 3, 2002, p. 298

<sup>106</sup> C. GRAY, *op. cit.*, p. 34 ; T.M., FRANCK, *op. cit.*, p. 153

Sous pression de la France, le Conseil de sécurité adopte la résolution 688. Cette résolution condamne la répression des populations civiles irakiennes dans de nombreuses parties de l'Irak, y compris dans les zones de peuplement kurdes, ce qui a pour conséquence de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région. Cette résolution exige que l'Irak, pour contribuer à éliminer la menace à la paix et à la sécurité internationales, mette fin sans délai à cette répression et insiste pour que l'Irak permette un accès immédiat des organisations humanitaires internationales à tous ceux qui ont besoin d'assistance dans toutes les parties de l'Irak. Cette résolution n'autorise pas le recours à la force pour aider les Kurdes et les Chiïtes et rappelle expressément les dispositions de l'article 2 § 7 de la Charte interdisant aux Nations Unies d'intervenir dans les affaires internes d'un Etat.<sup>107</sup>

Malgré l'absence d'autorisation expresse du Conseil de sécurité, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France interviennent pour protéger les Kurdes et les Chiïtes en Irak. Ils proclament des zones de refuge temporaire sûr et forcent les troupes irakiennes à quitter ces zones.

Ces trois Etats n'ont pas donné de justification légale à leur action, pas plus qu'ils n'ont invoqué le droit d'intervention humanitaire pour justifier leur intervention. En réponse aux protestations de l'Irak au Conseil de sécurité, la France et le Royaume-Uni ont expliqué que ces mesures étaient destinées à prévenir la répression irakienne et qu'ils agissaient conformément à la résolution 688. Quelques temps plus tard, subissant les critiques et les pressions internes, le Royaume-Uni a justifié l'intervention en Irak en recourant à la doctrine de l'intervention humanitaire.<sup>108</sup>

A l'exception du Royaume-Uni, les Etats intervenants ont donc recouru à une interprétation extrêmement large de la résolution 688, ce qui ne remet pas fondamentalement en cause la nécessité de se fonder sur une autorisation du Conseil de sécurité pour pouvoir recourir à la force.<sup>109</sup>

b). L'intervention de l'OTAN au Kosovo

#### (1) Rappel des faits

En 1989, le Président serbe Slobodan Milosevic supprime le statut autonome de la province du Kosovo accordé en 1974 par le Maréchal Tito. L'année suivante, Milosevic dissout le parlement et le gouvernement albanais alors que ces institutions s'apprêtaient à proclamer l'indépendance du Kosovo. Les autorités clandestines du Kosovo organisent un référendum par lequel 99 % des votants albanais se proclament en faveur de l'indépendance. Le parlement clandestin déclare l'indépendance et la souveraineté du Kosovo. En 1992, Ibrahim Rugova remporte les élections

---

<sup>107</sup> Résolution 688 (1991) du 5 avril 1991

<sup>108</sup> C. GRAY, *op. cit.*, p. 34-35

clandestines et est élu président du Kosovo. En réaction, les Serbes décident de militariser la région et l'état d'urgence est proclamé.<sup>110</sup>

L'Armée de libération du Kosovo (ALK) prend ses distances avec la résistance passive de Rugova et déclenche une série d'attaques contre les forces de l'ordre serbes mais également contre des civils. De nombreux Albanais du Kosovo, déçus par l'oubli du règlement de la question du Kosovo dans les accords de Dayton, rejoignent les positions de l'ALK. Celle-ci déclare contrôler 40 % du territoire en 1998.<sup>111</sup>

Belgrade répond en lançant une vaste opération militaire au Kosovo qui provoque la mort de nombreuses personnes et une vague de réfugiés albanais. Le Conseil de sécurité condamne l'usage excessif de la force par les forces de police serbes contre des civils et des manifestations pacifiques au Kosovo ainsi que tous les actes de terrorisme commis notamment par l'ALK et impose un embargo sur les armes en Yougoslavie.<sup>112</sup>

Mais la situation continue à se détériorer. Les combats s'intensifient causant la mort de nombreux civils et le déplacement de milliers de personnes. Le Conseil de sécurité adopte une nouvelle résolution exigeant que toutes parties mettent immédiatement fin aux hostilités afin de réduire les risques de catastrophe humanitaire. Le Conseil de sécurité envisage également d'examiner une action ultérieure et des mesures additionnelles pour maintenir ou rétablir la paix et la stabilité dans la région.<sup>113</sup>

En janvier 1999, les Serbes rejettent l'accord proposé à Rambouillet par le groupe de contact (Allemagne, Etats-Unis, France, Italie, Royaume-Uni et Russie) qui prévoit le rétablissement d'une autonomie substantielle pour le Kosovo, le retrait des troupes serbes et le déploiement de troupes de l'OTAN pour veiller à la bonne application de l'accord.<sup>114</sup>

Dès le début des négociations, l'OTAN avait adressé un ultimatum à la Serbie, à savoir que si aucune solution négociée n'était trouvée, l'OTAN allait recourir à des moyens militaires. L'échec des négociations aboutit donc au lancement d'une action militaire de l'OTAN, sans autorisation du

---

<sup>109</sup> O. CORTEN, *op. cit.*, p. 797

<sup>110</sup> A. BUZI, *L'intervention armée de l'OTAN en République fédérale de Yougoslavie*, Perspectives internationales N° 22, Pedone, Paris, 2001, p. 4

<sup>111</sup> *Ibid.*

<sup>112</sup> Résolution 1160 (1998) du 31 mars 1998

<sup>113</sup> Résolution 1199 (1998) du 23 septembre 1998

<sup>114</sup> T.M. FRANCK, *op. cit.*, p. 166

Conseil de sécurité, par crainte d'un veto russe et chinois. Le Secrétaire général de l'OTAN expliqua que l'action avait été prise afin d'enrayer la catastrophe humanitaire.<sup>115</sup>

Le véritable nettoyage ethnique – les expulsions massives et les déportations à grande échelle des Albanais du Kosovo par les policiers serbes – commença directement après le début des raids aériens et semble avoir été préparé à l'avance. L'intervention militaire dura trois mois. Elle coûta la vie à une centaine de civils, en fit fuir des milliers d'autres et détruisit une partie importante de l'infrastructure de la Yougoslavie.<sup>116</sup>

En juin 1999, le Conseil de sécurité, agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, adopte la résolution 1244 qui impose au gouvernement yougoslave le retrait de ses troupes du Kosovo, une présence militaire dirigée par l'OTAN et une présence civile, à savoir la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK).<sup>117</sup>

## (2) Justifications de l'intervention

L'autorisation initiale de l'OTAN de procéder aux raids aériens précisait uniquement que la crise au Kosovo était une menace à la paix et à la sécurité de la région. La stratégie de l'OTAN était d'arrêter la violence au Kosovo et donc d'enrayer la catastrophe humanitaire. Dans un premier temps, l'OTAN a justifié son action moralement et politiquement plutôt que juridiquement. L'OTAN semble ensuite avoir justifié la légalité du recours à la force sur base d'une autorisation implicite du Conseil de sécurité.<sup>118</sup>

Le Belarus, l'Inde et la Russie proposèrent un projet de résolution au Conseil de sécurité affirmant que l'usage unilatéral de la force par l'OTAN constitue une violation flagrante de la Charte des Nations Unies et demande la cessation immédiate de l'usage de la force contre la République fédérale de Yougoslavie (RFY). Cette résolution fut rejetée notamment par les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France.<sup>119</sup>

Selon le Royaume-Uni, l'intervention était justifiée par le fait qu'il s'agissait d'une mesure exceptionnelle de prévention contre une catastrophe humanitaire sans précédent. La France et les Pays-Bas quant à eux soulevèrent que les précédentes résolutions du Conseil de sécurité avaient été

---

<sup>115</sup> M. WELLER, « Forcible Humanitarian Action : The Case of Kosovo », in *Redefining Sovereignty : The Use of Force After the Cold War*, Transnational Publishers, Ardsley, 2005, p. 295 et ss.

<sup>116</sup> A. PETERS, *op. cit.*, p. 300

<sup>117</sup> Résolution 1244 (1999) du 10 juin 1999

<sup>118</sup> C. GRAY, *op. cit.*, p. 39

<sup>119</sup> S. CHESTERMAN, *op. cit.*, p. 212 ; S/1999/328 du 26 mars 1999

adoptée sur la base du Chapitre VII de la Charte, ce qui impliquait une autorisation implicite du Conseil de sécurité.<sup>120</sup>

La Yougoslavie se plaignit d'un acte d'agression flagrant commis en violation des principes de bases de la Charte des Nations Unies et de l'article 53 qui prévoit notamment que toute action coercitive entreprise par des organismes régionaux doit être autorisée par le Conseil de sécurité. N'ayant pas eu gain de cause, la Yougoslavie introduisit une action devant la Cour internationale de Justice, contre différents pays de l'OTAN, afin de faire cesser le recours à la force par des mesures conservatoires.<sup>121</sup>

La Belgique présenta la justification légale la plus élaborée dans cette affaire. La Belgique affirma notamment que les résolutions du Conseil de sécurité existantes, claires et basées sur le Chapitre VII de la Charte, fournissaient un fondement juridique incontestable pour une intervention armée. L'OTAN était, en effet, intervenue afin de protéger des valeurs fondamentales de *jus cogens* et pour prévenir une terrible catastrophe reconnue comme telle par le Conseil de sécurité. En outre, l'OTAN n'a jamais remis en cause l'indépendance politique ou l'intégrité territoriale de la Yougoslavie. Il s'agissait donc d'une intervention armée humanitaire compatible avec l'article 2 § 4 de la Charte.<sup>122</sup>

L'utilisation des résolutions du Conseil de sécurité semble toutefois être d'avantage un élément de justification de la légitimité de l'intervention militaire plutôt que de sa légalité. Les objectifs que la communauté internationale poursuit sont ceux qui sont édictés par les résolutions du Conseil de sécurité. Puisqu'il y a une identité des objectifs, l'intervention humanitaire est présentée comme un moyen de mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité.<sup>123</sup>

Les différentes justifications des Etats sont quelque peu ambiguës. Elles illustrent le mélange entre arguments juridiques, moraux et politiques. Il n'y a donc pas de distinction claire entre légalité et légitimité.<sup>124</sup>

Les Etats qui se sont prononcés contre les frappes aériennes ont invoqué l'absence de fondement juridique à l'intervention de l'OTAN. Cet argumentaire a un caractère juridique, la distinction entre légitimité et légalité est claire.<sup>125</sup>

---

<sup>120</sup> S. CHESTERMAN, *op. cit.*, p. 213

<sup>121</sup> M. WELLER, *op. cit.*, p. 305

<sup>122</sup> *Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Belgique)*, CR/99/15

<sup>123</sup> V. KOUTROULIS, « Intervention militaire de l'OTAN au Kosovo en 1999 », [http://www.ulb.ac.be/droit/cdi/Site/Precedents\\_files/Kosovo%201999.pdf](http://www.ulb.ac.be/droit/cdi/Site/Precedents_files/Kosovo%201999.pdf)

<sup>124</sup> V. KOUTROULIS, *op. cit.*

<sup>125</sup> V. KOUTROULIS, *op. cit.*

A défaut d'autorisation explicite du Conseil de sécurité, le recours à la force est interdit. Le fait que le Conseil de sécurité ait affirmé dans deux résolutions que la situation au Kosovo constituait une menace à la paix et à la sécurité dans la région n'emporte nullement l'autorisation du recours à la force. En outre, le rejet du projet de résolution présenté par le Belarus, l'Inde et la Russie, et donc le silence du Conseil de sécurité, ne peut être interprété comme une autorisation implicite de recourir à la force.<sup>126</sup>

Dans l'*Affaire du Timor Oriental*<sup>127</sup>, la Cour internationale de Justice a, en effet, relevé que le silence du Conseil de sécurité a un caractère pertinent mais sa portée juridique demeure limitée. Il peut, tout au plus, prouver l'inexistence d'une règle coutumière. En outre, le silence du Conseil de sécurité après l'intervention ne saurait être interprété comme étant la preuve d'une reconnaissance d'une règle de droit émergente.<sup>128</sup>

De même, la résolution 1244 du Conseil de sécurité ne peut être considérée ni comme une preuve de l'approbation de l'intervention, ni comme une reconnaissance *a posteriori* de la licéité de l'intervention. Cette résolution se borne, en effet, à régler la situation suite à l'intervention. Elle enregistre une situation de fait et institue un mécanisme de gestion provisoire civil et militaire au Kosovo.<sup>129</sup>

De nombreux Etats ont également dénoncé explicitement le caractère unilatéral de l'action. Les Etats intervenants ont même souligné que l'intervention au Kosovo ne constituait pas un précédent sur le plan juridique.<sup>130</sup> Le Ministre belge des Affaires étrangères a notamment déclaré devant l'assemblée générale :

« Si le Conseil de sécurité n'a pas pu jouer pleinement son rôle au début de la crise du Kosovo, c'est moins du fait d'une divergence entre États sur le fond du problème que parce qu'il y a un clivage profond entre les partisans du droit d'ingérence humanitaire et les partisans du système juridique traditionnel qui s'appuie sur la souveraineté nationale comme base absolue des relations internationales. Mon pays regrette vivement que la potentialité d'un double veto ait pu constituer un obstacle formel incompatible avec l'extrême urgence de la situation. Nous osons espérer que le recours à la force sans l'aval du Conseil de sécurité ne constituera pas un précédent. Le monde a besoin d'un ordre juridique international qui se substitue à la

---

<sup>126</sup> X. PACREAU, *op.cit.*, p. 149

<sup>127</sup> *Affaire relative au Timor Oriental (Portugal c. Australie)*, C.I.J., Recueil 1995, § 32

<sup>128</sup> X. PACREAU, *op. cit.*, p. 151

<sup>129</sup> X. PACREAU, *op. cit.*, p. 151 ; V. KOUTROULIS, *op. cit.* ; A. PETERS, *op. cit.*, p. 301 ; D. DORMOY, « Le système de sécurité collective prévu par la Charte des Nations Unies et son évolution depuis le 11/09 », séminaire donné au CERIS, 2006

<sup>130</sup> O. CORTEN, *op. cit.*, p. 799 ; A. PETERS, *op. cit.*, p. 301 ; V. KOUTROULIS, *op. cit.*

loi du plus fort. En ce sens, nous voulons tous croire que l'adoption de la résolution 1244 (1999) signifie le retour à la légalité internationale. »<sup>131</sup>

Outre la condamnation par de nombreux Etats, l'intervention militaire de l'OTAN est accusée d'avoir terni l'autorité et la crédibilité du Conseil de sécurité. La Cour internationale de Justice a notamment affirmé qu'elle était :

« fortement préoccupée par l'emploi de la force en Yougoslavie ; que, dans les circonstances actuelles, cet emploi soulève des problèmes très graves de droit international »

Le Secrétaire général des Nations Unies s'est quant à lui exprimé en ces termes :

« Earlier this year, the Security Council was precluded from intervening in the Kosovo crisis by profound disagreements between Council members over whether such an intervention was legitimate. Differences within the Council reflected the lack of consensus in the wider international community. Defenders of traditional interpretations of international law stressed the inviolability of State sovereignty; others stressed the moral imperative to act forcefully in the face of gross violations of human rights. The moral rights and wrongs of this complex and contentious issue will be the subject of debate for years to come, but what is clear is that enforcement actions without Security Council authorization threaten the very core of the international security system founded on the Charter of the United Nations. Only the Charter provides a universally accepted legal basis for the use of force. »<sup>132</sup>

L'absence d'un consensus au sein de la communauté internationale concernant la légalité de l'intervention humanitaire constitue un obstacle évident à la formation d'une *opinio juris*. Cette carence empêche, par conséquent, la naissance d'une coutume internationale consacrant un droit d'intervention humanitaire.<sup>133</sup>

Le Kosovo conférait aux Etats une occasion sans précédent de se positionner sur la possibilité de reconnaître un droit d'intervention humanitaire. Cette possibilité a toutefois été fermement écartée *de lege lata* mais aussi *de lege ferenda*.<sup>134</sup>

---

<sup>131</sup> A/54/PV.14, 25 septembre 1999, p. 19

<sup>132</sup> A/54/1 (Suppl.), 31 août 1999, Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation, § 66

<sup>133</sup> X. PACREAU, *op. cit.*, p. 139 ; A. PETERS, *op. cit.*, p. 300 ; M. WELLER, *op. cit.*, p. 315

<sup>134</sup> O. CORTEN, *op. cit.*, p. 800



### C. Conclusion

Avant l'entrée en vigueur de la Charte des Nations Unies, la question de la légalité de l'intervention humanitaire demeurait ouverte. Depuis lors, il y a eu très peu d'exemples d'interventions armées pour des motifs humanitaires. Les Etats ont d'ailleurs préféré justifier leur action par des causes de justifications classiques comme la légitime défense. En outre, la doctrine de l'intervention humanitaire a été contestée par de nombreux Etats.<sup>135</sup>

Il n'existe donc pas d'*opinio juris* concernant la légalité de l'intervention humanitaire. En outre, de nombreux Etats étant en faveur d'une telle intervention distinguent la légalité de la légitimité de l'action et préfèrent fonder l'intervention humanitaire sur la légitimité en recourant à des considérations politique et morale.<sup>136</sup>

L'intervention humanitaire est une notion de nature essentiellement politique et morale et non juridique, ce qui peut expliquer son large succès. Mais les Etats, et plus particulièrement les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, en refusant l'idée d'un droit d'intervention humanitaire ont entendu garder la maîtrise des opérations militaires conduites au nom de motifs humanitaires.<sup>137</sup>

En outre, le droit d'intervention humanitaire est inutile ou dangereux. Il est inutile lorsque le Conseil de sécurité se prononce en faveur d'une intervention car il trouve son fondement dans la Charte des Nations Unies, sans qu'il soit nécessaire de recourir à ce concept. Il est dangereux lorsque les Etats interviennent seuls ou en coalition puisqu'ils portent atteinte à l'interdiction du recours à la force.<sup>138</sup>

Depuis 1990, le Conseil de sécurité a exercé sa compétence prévue au Chapitre VII pour des situations non prévues. Les violations massives des droits de l'homme et du droit humanitaire intervenant à l'intérieur d'un Etat ont été qualifiées de menace contre la paix et la sécurité internationales et ont déclenché la mise en œuvre du Chapitre VII. Ainsi, tant les Etats que les organes des Nations Unies ont montré la conformité au droit de ces actions. Autrement dit, une

---

<sup>135</sup> N. RONZITTI, « The Current Status of Legal Principles Prohibiting the Use of Force and Legal Justifications of the Use of Force », in *Redefining Sovereignty : The Use of Force After the Cold War*, Transnational Publishers, Ardsley, 2005, p. 102

<sup>136</sup> N. RONZITTI, *op. cit.*, p. 102

<sup>137</sup> B. DELCOURT, « La responsabilité de protéger et l'interdiction du recours à la force: entre normativité et opportunité », in *Colloque de Nanterre – La responsabilité de protéger*, Société française pour le droit international, Paris, Pedone, 2008, p. 311

<sup>138</sup> S. SUR, *op. cit.*, p.302-303

modification de fait de la charte s'est produite, se traduisant par un élargissement des compétences du Conseil de sécurité.<sup>139</sup>

Il n'est donc pas nécessaire de mettre en balance le dommage subi par l'ordre international parce que le Conseil de sécurité a été court-circuité et le dommage subi par l'ordre international parce que des êtres humains sont massacrés. La communauté internationale dispose d'un système complet et cohérent pour faire face aux violations les plus graves des droits de l'homme et du droit humanitaire et permet d'éviter toute intervention unilatérale qui remette en cause le système de sécurité collective.

Ainsi, l'Union européenne s'est prononcée en faveur d'un ordre international fondé sur un multilatéralisme efficace dans sa stratégie de sécurité adoptée en décembre 2003 par le Conseil européen :

« Nous nous engageons à défendre et à développer le droit international. Les relations internationales ont pour cadre fondamental la Charte des Nations Unies. La responsabilité première pour le maintien de la paix et de la sécurité au niveau international incombe au Conseil de sécurité des Nations Unies. Une des priorités de l'Europe est de renforcer l'organisation des Nations Unies, en la dotant des moyens nécessaires pour qu'elle puisse assumer ses responsabilités et mener une action efficace. Nous voulons que les organisations internationales, les régimes et traités jouent leur rôle face aux menaces qui pèsent contre la paix et la sécurité internationales. Nous devons donc être prêts à agir lorsque leurs règles ne sont pas respectées. »<sup>140</sup>

L'Union européenne a donc fait le choix du respect de l'ordre juridique international dans lequel le droit d'intervention humanitaire n'a pas de place.

---

<sup>139</sup> J. CARDONA LLORENS, « Le rôle des organisations internationales », in *Colloque de Nanterre – La responsabilité de protéger*, Société française pour le droit international, Paris, Pedone, 2008, p. 321

<sup>140</sup> Stratégie européenne de sécurité, *Une Europe sûre dans un monde meilleur*, Bruxelles, 12 décembre 2003

## V. DE LA RESPONSABILITE DE PROTEGER

La guerre en Yougoslavie et plus particulièrement les frappes de l'OTAN au Kosovo en 1999 ont relancé le débat relatif au droit d'intervention humanitaire et lancé le concept de responsabilité de protéger. Qu'en est-il de la portée juridique de ce nouveau concept ?

Dans le contexte qui a suivi la guerre en ex-Yougoslavie, de nombreux Etats ont condamné le droit d'intervention humanitaire, notamment au nom du respect de la souveraineté des Etats et du maintien du système de sécurité collective établi par la Charte des Nations Unies.<sup>141</sup>

Comme nous l'avons vu ci-dessus, la CIISE préconise de solliciter l'autorisation du Conseil de sécurité, dans tous les cas, avant d'entreprendre une intervention armée. Elle envisage également la possibilité de solliciter l'approbation de l'Assemblée générale des Nations Unies dans le cadre de la « résolution Acheson ». En outre, la CIISE n'exclut pas catégoriquement l'idée d'une intervention armée par une organisation régionale, une coalition d'Etats ou un Etat agissant individuellement, en laissant ouverte la question de la légalité d'une intervention exercée sans autorisation du Conseil de sécurité.

Le Groupe de personnalités de haut niveau et le Secrétaire général des Nations Unies rappellent qu'une action coercitive visant à appliquer la responsabilité de protéger doit être conforme au Chapitre VII de la Charte. Ils n'entendent pas remplacer le Conseil de sécurité en tant que source d'autorité mais ils souhaitent en améliorer le fonctionnement.

Le schéma proposé dans le Document final du Sommet mondial de 2005 apparaît comme une codification du droit international existant, à savoir, le droit du Conseil de sécurité d'autoriser une action militaire pour mettre fin à des catastrophes humanitaires qualifiées de menaces contre la paix et la sécurité internationales. Le document ne reconnaît donc aucun droit d'intervention humanitaire sans autorisation du Conseil de sécurité.<sup>142</sup>

Le seul document officiel proclamant les principes acceptés et reconnus par la communauté internationale en matière de responsabilité de protéger ne va pas au-delà de ce qui était déjà acquis, à savoir, l'action collective menées conformément au chapitre VII de la Charte.<sup>143</sup>

---

<sup>141</sup> O. CORTEN, *op. cit.*, p. 761

<sup>142</sup> O. CORTEN, *op. cit.*, p. 770 ; E. DECAUX, « Légalité et légitimité du recours à la force: de la guerre à la responsabilité de protéger », *Droits fondamentaux*, n° 5, janvier-décembre 2005, p.16

<sup>143</sup> L. CONDORELLI, « Responsabilité de protéger et recours à la force armée : par qui et à quelles conditions ? », in *Colloque de Nanterre – La responsabilité de protéger*, Société française pour le droit international, Paris, Pedone, 2008, p. 315

La formule « responsabilité de protéger » est en réalité une ‘brillante invention diplomatique’ qui est plus facile à faire avaler que le « droit d’intervention humanitaire ». En effet, de nombreux Etats n’apprécient guère cette expression qui apparaît comme contredisant les principes de souveraineté et de non-intervention. La notion visée par ces formules est loin d’être nouvelle. Il n’y a concrètement pas d’innovation juridique mais uniquement une innovation terminologique.<sup>144</sup>

La responsabilité de protéger est présentée comme une nouvelle obligation pesant sur l’Etat souverain vis-à-vis de ses citoyens découlant d’une acceptation nouvelle de la souveraineté. Mais cette idée n’est en rien nouvelle et se situe au cœur même de la construction doctrinale de la souveraineté.<sup>145</sup>

Les droits de l’homme et le droit international humanitaire interdisent, en outre, aux Etats de s’abriter derrière leur souveraineté pour commettre ou laisser perpétrer de graves violations de droit international humanitaire sur leur territoire. Ce sont des obligations *erga omnes* qui confèrent à tous les Etats et à toutes les organisations internationales compétentes le droit d’agir pour protéger les victimes de ces violations graves du droit international.<sup>146</sup>

Les moyens d’action sont nombreux. Ainsi en est-il de tous les règlements pacifiques des différends mais également du recours à des mesures coercitives adoptées en application du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Les violations graves du droit international humanitaire sont, en effet, constitutives de menaces à la paix et à la sécurité internationales. Le Conseil de sécurité, sur base de l’article 24 de la Charte, a alors la responsabilité principale de s’acquitter de ses devoirs pour maintenir et rétablir la paix et la sécurité internationales en faisant cesser ces violations graves.<sup>147</sup>

La responsabilité de protéger ne fait que rappeler d’une part, à chaque Etat sa responsabilité interne quant aux obligations qui pèsent sur lui en matière de prévention, de protection et de répression du génocide, du crime de guerre, du nettoyage ethnique et du crime contre l’humanité et d’autre part, à tous les autres Etats et au Conseil de sécurité leur responsabilité externe d’agir face à ces violations massives du droit international.<sup>148</sup>

La responsabilité de protéger est donc plus un incitant diplomatique pour les Etats qui n’auraient pas la volonté d’agir dans des situations qui nécessitent une intervention qu’un concept juridique à

---

<sup>144</sup> L. BOISSON DE CHAZOURNES ; L. CONDORELLI, « De la ‘Responsabilité de protéger’ ou d’une nouvelle parure pour une notion déjà bien établie », *Revue Générale de Droit International Public*, Tome 110, 2006, p. 12-13

<sup>145</sup> B. DELCOURT, *op. cit.*, p.312

<sup>146</sup> L. BOISSON DE CHAZOURNES, *op. cit.*, p.13 ; L. CONDORELLI, *op. cit.*, p. 13 ; C. STAHN, *op. cit.*, p. 112

<sup>147</sup> L. BOISSON DE CHAZOURNES, *op. cit.*, p.13

<sup>148</sup> *Ibid.*

part entière. Elle a toutefois l'avantage de conscientiser la communauté internationale de sa responsabilité de protéger les populations de tous les Etats lorsqu'un drame irréparable survient.

## VI. CONCLUSION

Les récentes catastrophes humanitaires ont permis le développement du nouveau concept de responsabilité de protéger. Il fallait, en effet, remplacer l'ancienne terminologie de « droit d'intervention humanitaire » qui ne convenait plus aux responsables politiques.

Comme nous avons pu le constater lors de cet exposé, le droit d'intervention humanitaire est en contradiction avec les principes de souveraineté et de non-intervention, mais surtout avec le principe de non recours à la force. En outre, bien que les Etats aient eu l'occasion de se positionner sur la possibilité de reconnaître le droit d'intervention humanitaire, ils se sont prononcés contre l'émergence d'un tel droit.

Depuis les années 1990, le Conseil de sécurité a élargi la notion de menace à la paix et à la sécurité internationales pour pouvoir intervenir dans des situations où de graves violations des droits de l'homme et du droit humanitaire se produisent à l'intérieur d'un Etat. Cet élargissement des compétences du Conseil de sécurité a vidé le droit d'intervention humanitaire de son sens.

Malgré tout, certains se sont accrochés à ce concept et l'on présenté sous une autre forme. La responsabilité de protéger a ainsi été développée et défendue vigoureusement. Elle a ensuite été acceptée par la communauté internationale lors du Sommet mondial de 2005. Mais le plaidoyer pour la responsabilité de protéger est inutile car les moyens permettant de lutter contre les violations massives des droits de l'homme et du droit humanitaire existent déjà.

Le concept de responsabilité de protéger n'a donc rien de juridique. Il s'agit d'un concept à caractère politique exhortant les Etats à agir, conformément à la Charte des Nations Unies, pour protéger les victimes de violations massives des droits de l'homme et du droit humanitaire. Toutefois, le concept n'oblige aucunement les Etats à voter en faveur d'une mesure coercitive au sein du Conseil de sécurité.

La responsabilité de protéger a le mérite de mettre sur le devant de la scène la responsabilité qu'ont les Etats de protéger leurs populations contre le crime de génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité, ainsi que la responsabilité de la communauté internationale d'agir lorsque les autorités nationales n'assurent pas la protection de leurs populations contre de tels crimes. Toutefois, le concept n'apporte rien de nouveau à l'ordre juridique international qui dispose d'un système de sécurité collective complet et cohérent, et notamment des moyens nécessaires à la protection des populations contre les violations massives des droits de l'homme et du droit humanitaire.

## **VII. BIBLIOGRAPHIE**

### **Textes juridiques**

Résolution 1674 (2006) du 28 avril 2006

Résolution 1244 (1999) du 10 juin 1999

Résolution 1199 (1998) du 23 septembre 1998

Résolution 1160 (1998) du 31 mars 1998

Résolution 688 (1991) du 5 avril 1991

A/60/L.1, résolution adoptée le 24 octobre 2005, *Document final du Sommet mondial de 2005*

Résolution 2793 (XXVI) du 7 décembre 1971

Résolution 2625 (XXV) du 24 octobre 1970, *Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies*

Résolution 721 (VIII) du 8 décembre 1953, *Question du conflit racial en Afrique du sud provoqué par le politique d'apartheid du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine*

Résolution 377 (V) du 3 novembre 1950, *L'union pour le maintien de la paix*

### **Jurisprudence**

*Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique), fond, arrêt, C.I.J., Recueil 1986*

*Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/ Malte), C.I.J., Recueil 1985*

*Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Belgique), CR/99/15*

*Affaire relative au Timor Oriental (Portugal c. Australie), C.I.J., Recueil 1995*

### **Ouvrages**

BETTATI, M., *Le droit d'ingérence, mutation de l'ordre international*, Odile Jacob, Paris, 1996

- BOTHE, M., O'CONNELL, M.E., RONZOTTI, N. *Redefining Sovereignty : The Use of Force After the Cold War*, Transnational Publishers, Ardsley, 2005, p. 91-110
- BUZZI, A., *L'intervention armée de l'OTAN en République fédérale de Yougoslavie*, Perspectives internationales N° 22, Pedone, Paris, 2001
- CONFORTI, B., *Le Nazioni Unite*, Cedam, Padova, 2000
- CORTEN, O., DELCOURT, B. *Droit, légitimation et politique extérieure : l'Europe et la guerre au Kosovo*, Bruylant, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2001
- CORTEN, O., *Le droit contre la guerre. L'interdiction du recours à la force en droit international contemporain*, Pedone, Paris, 2008
- CORTEN, O., KLEIN P., *Devoir d'ingérence ou droit de réaction armée collective ?*, Bruylant, Bruxelles, 1992
- COT, J.-P., PELLET, A., FORTEAU, M., *La Charte des Nations Unies. Commentaire article par article*, Economica, Paris, 2005
- DELPAL, M.-C., *Politique extérieure et diplomatie morale. Le droit d'ingérence humanitaire en question*, Fondation pour les études de défense nationale, Paris, 1993
- FRANCK, T.M., *Recourse to Force. State Action Against Threats and Armed Attacks*, Cambridge University Press, Cambridge, 2002
- GRAY, C., *International Law and the Use of Force*, Oxford University Press, New York, 2004
- HELLEMA, D., REIDING, H., *Humanitaire interventie en soevereiniteit. De geschiedenis van een tegenstelling*, Boom, Amsterdam, 2004
- LEGROS, P., LIBERT, M., *L'exigence humanitaire, le devoir d'ingérence*, Les Presses du Management, Paris, 2000
- PACREAU, X., *De l'intervention au Kosovo en 1999 à l'intervention en Irak en 2003 : analyse comparative des fondements politiques et juridiques*, LGDJ, Paris, 2006
- SALMON, J., *Droit des gens*, Tome 2, édition partiellement revue par Eric David, Presses Universitaires de Bruxelles, 2001



SALMON, J., *Droit des gens*, Tome 3, édition partiellement revue par Eric David, Presses Universitaires de Bruxelles, 2001

Société française pour le droit international, *Colloque de Nanterre – La responsabilité de protéger*, Paris, Pedone, 2008, p. 299-304

THAKUR, R., *The United Nations, peace and security: from collective security to the responsibility to protect*, Cambridge University Press, New York, 2006

TOMUSCHAT, C., *Kosovo and the International Community. A legal Assessment*, Kluwer Law International, The Hague, 2002

VANCASTER, A., *Une doctrine pour les interventions humanitaires*, Institut Royal Supérieur de Défense, Bruxelles, 2001

WEISS, T. G., *Military-civilian interactions: humanitarian crises and the responsibility to protect*, Rowman and Littlefield, Lanham, 2004

### **Périodiques**

AMERASINGHE, C.F., « The Conundrom of Recourse to Force – to Protect Persons », *International Organizations Law Review*, Volume 3, 2006, p. 7-53

BANNON, A. L., « The Responsibility To Protect : The U.N. World Summit and the Question of Unilateralism », *The Yale Law Journal*, 115, 2006, p. 1157-1165

BELLAMI, A.J., « The Responsibility to Protect and the problem of military intervention », *International Affairs*, 84, 4, 2008, p. 615-639

BETTATI, M., « Intervention, ingérence ou assistance ? », *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 1994, p. 307-358

BYERS, M., CHESTERMAN, S., « Changing the rules about rules ? Unilateral humanitarian intervention and the future of international law », in *Humanitarian Intervention. Ethical, Legal, and Political dilemmas*, Cambridge University Press, Cambridge, 2003, p.177-203

BOISSON DE CHAZOURNES, L., CONDORELLI L., « De la 'Responsabilité de protéger' ou d'une nouvelle parure pour une notion déjà bien établie », *Revue Générale de Droit International Public*, Tome 110, 2006, p. 11-18

- CORTEN, O., KLEIN P., « Devoir d'ingérence ou droit de réaction armée collective ? », *Revue belge de droit international*, Vol. 24, n°1, 1991, p. 46-131
- DECAUX, E., « Légalité et légitimité du recours à la force: de la guerre à la responsabilité de protéger », *Droits fondamentaux*, n° 5, janvier-décembre 2005
- DEL COURT, B., « The Doctrine of “Responsibility to Protect” and the EU Stance: Critical Appraisal », *Studia Diplomatica*, Vol. LIX, 2006, n° 1, p.69-93
- EVANS, G. ; SAHNOUN, M., « The Responsibility to Protect », *Foreign Affairs*, Vol. 81, 2002, n° 6, p.99-110
- FABER, M. J., « Rechtvaardiging van de krijgsmacht. Humanitaire interventie », *Internationale Spectator*, nr 7/8, Juli/Augustus 1999, p. 396-401
- HAMILTON, R. J., « The Responsibility to Protect: From Document to Doctrine – But What of Implementation », *Harvard Human Rights Journal*, Vol. 19, 2006, p.289-297
- HILPOLD, P., « The Duty to Protect and the Reform of the United Nations – A New Step in the Development of International Law? », *Max Planck Yearbook of United Nations Law*, Volume 10, 2006, p.35-69
- HOLT, V. K., « The military and civilian protection: developing roles and capacities », *Humanitarian Policy Group Report 21*, 2006, p. 53-65
- KHDIR M., « Pour le respect des droits de l'homme sans droit d'ingérence », *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 2002, p. 901-923
- MCCLEAN, E., « The Responsibility to Protect : The Role of International Human Rights Law », *Journal of Conflict and Security Law*, Volume 13, Number 1, Spring 2008, p. 123-152
- MOLIER, G., « Birma, humanitaire hulpverlening en the Responsibility to protect », *Vrede en Veiligheid*, 2008, n° 2, p. 139-146
- PETERS, A., « Le droit d'ingérence – Vers une responsabilité de protéger », *Revue de droit international et de droit comparé*, Vol. 3, 2002, p.290-308
- STAHN, C., « Responsibility to Protect : Political Rhetoric or Emerging Legal Norm ? », *American Journal of International Law*, Vol. 101, n° 1, 2007, p. 99-120

TANGUY, J. « Redefining Sovereignty and Intervention », *Ethics and International Affairs*, Volume 17, Number 1, 2003, p. 141-148

VAN DER MOLEN, I., « De Responsibility to protect – een discours in de politieke realiteit », *Vrede en Veligheid*, 2008, n° 2, p. 147-164

VERMEULEN, M., « Kosovo's Future Status: Opening a Pandora's Box of Secessionist's Claims or a Precedent for the "Responsibility to Protect"? », *Studia Diplomatica*, Vol. LIX, 2006, n° 4, p. 77-92

WELLER, M., « Forcible Humanitarian Action : The Case of Kosovo », in *Redefining Sovereignty : The Use of Force After the Cold War*, Transnational Publishers, Ardsley, 2005, p. 277-333

« L'ingérence humanitaire : vers un nouveau droit international ? », *Patrimoine militaire et esprit de défense*, Comité d'Etudes de Défense Nationale, 2000, p. 3-36

Conférence Parlement Européen « The Responsibility to Protect : Where Does the EU Stand ? », 1<sup>st</sup> July 2008

### **Documents divers**

Stratégie européenne de sécurité, *Une Europe sûre dans un monde meilleur*, Bruxelles, 12 décembre 2003

ANNAN, K., *Nous les peuples, les rôles des Nations Unies au XXIe siècle*, Rapport du millénaire du Secrétaire général des Nations Unies, 2000,

<http://www.un.org/french/millenaire/sg/report/full.htm>

CIISE, « La responsabilité de protéger », *Rapport de la Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des Etats*, Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Décembre 2001

Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement, *Un monde plus sûr : notre affaire à tous*, décembre 2004, <http://www.un.org/french/secureworld/>

Rapport du Secrétaire général des Nations Unies, « Dans une liberté plus grande : développement, sécurité et respect des droits de l'homme pour tous », A/59/2005, <http://www.un.org/french/largerfreedom/>

Institut de Droit international, « La protection des droits de l'homme et le principe de non-intervention dans les affaires intérieures des Etats », résolution adoptée le 13 septembre 1989

Commission du droit international, « Projet d'articles sur le droit des traités et commentaires », *Annuaire de la Commission du droit international*, 1966, Vol. II

A/54/1 (Suppl.), 31 août 1999, Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation

**Coalition Power without Individual Responsibility?**

**The Criminal Liability of NATO Commanders within International Law”**

*Quis custodiet ipsos custodes?149 - An analysis on the applicability of the doctrine of Command Responsibility to the NATO chain of command*

Goals and Central Questions of the Thesis

In the past decades the mission of the NATO Alliance shifted drastically: 1949 it was solely a military alliance to oppose the Warsaw Pact, but since 1992 NATO is mainly involved with addressing crisis security situations. The range of the new NATO assignments reaches from military actions to emergency aid and environmental protection. Although a number of framework requirements within the Alliance have been altered in the Post-Cold War world, the issue of individual responsibility for NATO military actions remains conspicuously unaddressed. While NATO has expanded numerically from 12 to 26 member states and geographically includes most of Europe, NATO has no possibility of holding senior civilian leaders, military Commanders or individual soldiers within NATO-led operations accountable for violations of international law.

The objective of the thesis will be to submit a comprehensive picture of the concept of Command Responsibility and its applicability to NATO as well as the institutional inconsistency of NATO’s current lack of processes to insure individual accountability within international – and only international – law.

The thesis will provide an in-depth analysis of the following issues and questions:

1. NATO's Obligations in International Law

The initial point for the thesis is an analysis of NATO's obligations in international law. Only if NATO has such international obligations a NATO commander can have them as well beside his national ones. One of the main questions hereof will be, whether NATO has the status of an independent legal entity as an international organisation, a regional organization or whether it is merely a partnership of convenience of allied nations using the framework of a multilateral organisation. The current jurisdiction will be explained, as example the Behrami/Behrami vs. France et al. case. The statement of the court on the responsibility of NATO acting under a UNSC

---

<sup>149</sup> Decimus Junius Juvenal, Satires VI, 347-48.

resolution will be investigated and compared to the already shown, actual command position. Besides, the problem of the applicability of humanitarian law to a non international armed conflict will be mentioned as well as NATO's way to handle the current lack of applicability.

The different types of violations of international law are shown in an overview including a few examples of violations of international law by NATO personnel. What were the consequences? How did NATO handle the issue? Was someone held accountable for violations and if so, how? Otherwise, what were the consequences for the victims? These questions will be answered on the basis of two cases in Kosovo exemplary.

## 2. The Outline of Command Responsibility

This chapter explains the concepts of Command Responsibility in detail and – in short – Joint Criminal Enterprise, while focusing on new developments by international courts.

## 3. NATO's Command & Control

Using publicly available knowledge the command structure and chain of command within NATO will be explained in detail. The different levels, i.e. political, strategic, operational and tactical will be outlined. The actions by the political level will be considered in NATO operations, without going detailed into one specific operation. The complex chain of command from the commander and headquarters to military commanders and their forces provided to NATO by Troop Contributing Nations (TCNs) will be illustrated. When NATO forces target and use force, including deadly force, against persons and objects, the question will be asked whether the commander in operational or tactical level holds the responsibility and, if so, can this accountability by international law be projected higher into the strategic and political NATO chain of command.

## 4. NATO v. Member States

The possible "effective control" of the nations will be explained, emphasizing the importance and influence of national caveats, national law and national interpretation of international law in theatre. Depending on the conclusion of this and the past Chapter, the accountability of either NATO or the TCN will be outlined. Herefor the Draft Articles of State Accountability and Accountability of International Organisations by the International Law Commission will be used and their basis applied – as far as possible – to this reverse analysis. Especially the articles on the attribution of acts of the single organs temporarily conferred to another state or international organization and jurisdiction regarding state organs will lead to the conclusion.

## 5. Conclusion: The “Black Hole”?

The result of the examination so far suggests what may be called a “Black Hole” of responsibility for international law. Because of choices or omissions in the creation and functioning of NATO, the Alliance lacks a mechanism that establishes institutional responsibility. This leads to a contradiction of contractually bounded allegiances of its member nations, like of the Geneva Convention, the Rome Statute, and the UN Charter. It suggests the possibility to breach international law under the cover of NATO without fearing personal or national consequences on an international basis.

Subsequently, it will be examined whether the outcome obtained is compatible with the goals and self-image of NATO. Is the “Black Hole” an accepted “norm”? Are there any concrete statements by which NATO identifies with it? Is the existence of the “Black Hole” an institutional gap between goals and means of NATO-led operations? Does NATO currently have any legal argument that considers this situation? Or has the Alliance substituted national claim liability for command responsibility? The single past approach in NATO has been through modification of the Operational Plan (OPLAN) by the means of a fragmentary order (FRAGO) which serves as the framework for the constitution of inquiry boards. If the information is unclassified and publicly available the concept of the NATO inquiry board will be explained: This boards mostly consist of participants from the concerned NATO headquarters and the host nation. The board has the function to write a report on the civil damages. The individual steps of the procedure will be explained in detail. Particularly the constraint of the board in regard to terms of reference, inspections, and certain inquests will be highlighted. What specific influence do national laws have? Does such an inquiry consider privacy law? Why does it have to be assessed an “Investigation fatigue”? Does the inquiry lack a legal consequence? Can the efficiency of such boards be increased? If so, how? Further question are raised: Which parties must participate? Which degree of transparency can the investigation have? How could the information flow be guaranteed

By comparing reality with the principles of international law mentioned above, it will be shown that NATO does need either a possibility to pursue at least individuals for misconduct, or an ensured prosecution by member and partner states, matching a congruent standard.

**Seksueel geweld in gewapende conflicten**

Seksueel geweld in gewapende conflicten is een problematiek die reeds eeuwen bestaat. De stilte die decennialang rond deze misdaden hing, geeft aan hoe er naar seksueel geweld in oorlog wordt gekeken. Het stigma dat met deze misdaden gelinkt kan worden, zorgt ervoor dat deze ze vaak een onbespreekbare vorm van oorlogstrauma vormen. Wat vroeger echter als een *spoil of war* werd beschouwd, wordt vandaag aangevochten door vrouwen- en mensenrechtenbewegingen over de hele wereld.

Seksueel geweld kan men niet uitsluitend linken met verkrachting. Het omvat ook seksuele vernedering, seksuele verminking, opgelegde prostitutie en zwangerschap. Het wordt niet alleen gepleegd om de overwinning te vieren met de 'eigendom' van de vijand. Op deze manier kan men ook de mannelijke trots en die van de gemeenschap vernietigen. Mannen die hun vrouwen niet kunnen beschermen worden gestigmatiseerd als vernederd en zwak. Seksueel geweld, ten opzichte van leden van de tegenpartij, kan ook gebruikt worden als wraak voor de geleden verliezen. Een andere mogelijkheid is dat men een onveiligheidsgevoel wil scheppen of de vijandige samenleving wil vernietigen. Bovendien kan deze vorm van geweld deel uitmaken van genocide. Het kan levensbedreigende of onherstelbare schade aanbrengen aan het lichaam en de mentale toestand van het slachtoffer.

Seksueel geweld tijdens gewapende conflicten beperkt zich ook niet enkel tot vrouwen. Ook mannen zijn er vaak het slachtoffer van. Niettemin worden vrouwen gemakkelijker het slachtoffer van seksueel geweld dan mannen. Vrouwen lopen bovendien de kans op een ongewenste zwangerschap of op uitsluiting uit de maatschappij omdat ze 'onhewbaar' worden verklaard. Het verkrachten van vrouwen van een bepaalde natie of etnische groep kan een symbolische verkrachting zijn van een gemeenschap. Vrouwen zijn namelijk dikwijls de symbolische vertegenwoordiging van de samenhang van een gemeenschap.

Pas na de Tweede Wereldoorlog werden de eerste echte initiatieven genomen om vrouwen te beschermen. Vrouwen werden nu niet meer als eigendom van de man beschouwd, maar als individuen met rechten.

In 1990 werd onder andere de *United Nations Compensation Commission* opgericht. Deze commissie kreeg de opdracht te beslissen over alle vorderingen tegen Irak, die voortvloeiden uit de invasie en bezetting van Koeweit. De slachtoffers van de oorlog die een '*serious personal injury*' hadden opgelopen, verkregen een compensatie. Ook slachtoffers van seksueel geweld konden voor



het eerst rekenen op een tegemoetkoming. Hoeveel van deze slachtoffers een uitbetaling hebben gekregen is evenwel niet geweten.

Op de Conferentie van Wenen in 1993 zullen een aantal NGO's waaronder WiLDAF<sup>150</sup>, de *Asian Women's Human Rights Council* en CLADEM<sup>151</sup>, hun acties coördineren onder het geheel van het *Center for Women's Global Leadership*. Ze zijn de eerste NGO's die het geweld tegen vrouwen in de belangstelling zetten. Op dat ogenblik kwamen ook de eerste rapporten van seksueel geweld in ex-Joegoslavië in het nieuws.

Deze samenloop van omstandigheden, zorgde ervoor dat de VN effectievere stappen begon te nemen. Zo werd er een internationaal team van medische experts opgericht om onderzoek te doen naar de verkrachtingen.

De oprichting van de ad hoc-tribunalen in de jaren '90 bracht de eerste veroordelingen voor seksueel geweld met zich mee. Er werd een duidelijk signaal gegeven aan de geweldplegers.

In de Verklaring van Wenen werd voor het eerst een oproep gelanceerd om een specifiek en effectief antwoord te bieden op de schendingen. Ook binnen de Verklaring inzake Geweld Tegen Vrouwen werd een grote bezorgdheid uitgedrukt.

In 1994 zal er een speciale rapporteur aangeduid worden die gegevens dient te verzamelen over de oorzaken en gevolgen van geweld tegen vrouwen. In 1995 worden in Peking de overheden aangemoedigd om actie te ondernemen. Zo wordt er ook gevraagd om militairen te straffen die misdaden van seksueel geweld plegen. De Raad van Europa en de Veiligheidsraad zullen op hun beurt ook een aantal initiatieven ondersteunen en resoluties goedkeuren.

De verschillende uitspraken van het ICTY en het ICTR hebben ervoor gezorgd dat het seksueel geweld in gewapende conflicten ook daadwerkelijk werd bestraft. Het toepassingsgebied van beide was echter vrij beperkt. De twee tribunalen hadden ook geen mogelijkheden om de slachtoffers te compenseren voor de geleden schade. Het Internationaal Strafhof wou hier echter verandering in brengen. Het zal een compensatie voor de slachtoffers voorzien door de oprichting van een fonds. Het Statuut van het ICC zal dan ook een uitbreiding van de bescherming van de slachtoffers van seksueel geweld in conflictsituaties betekenen.

In het begin van de 21<sup>ste</sup> eeuw komen ook de eerste berichten in het nieuws over vredeshandhavers die zich schuldig maken aan seksuele uitbuiting en misbruik. De Verenigde Naties reageert met het uitschrijven van het *2003 Bulletin* en de *Comprehensive Strategy*. Ook worden er *Conduct and*

---

<sup>150</sup> Women in Law and Development in Africa.

<sup>151</sup> Latin American Committee for Women's Rights.

*Discipline Units* opgericht om de troepen bewust te maken van hun gedrag en hen te begeleiden tijdens operaties.

Kan men het gebruik van seksueel geweld nu beschouwen als een oorlogswapen? Deze vraag impliceert dat verkrachtingen kaderen in een specifieke strategie. Joegoslavië vormde hier het schoolvoorbeeld. De massale verkrachtingen ontwrichtten de gemeenschap en de nieuwe *Chetnik's* zouden de basis vormen voor een nieuwe en “zuivere” maatschappij. Seksueel geweld was hierbij hét wapen bij uitstek om het strategische doel te bereiken.

Worden de daders van dit meedogenloze wapen nu ook berecht? Op het internationaal vlak werden in de loop der jaren initiatieven genomen om het seksueel geweld te erkennen en als misdaad strafbaar te stellen.

Niettegenstaande de gemaakte vooruitgang, laten de effectieve vervolging en bestraffing nog al te vaak de wensen over. Het is namelijk niet vanzelfsprekend om staten te overtuigen hun oorlogsmisdadigers uit te leveren, zelfs indien ze de internationale verdragen in kwestie hebben ondertekend.

Toch kunnen we zien dat de eerste geweldplegers gestraft zijn. In Joegoslavië zijn zowel individuen als commandanten verantwoordelijk gesteld voor seksueel geweld. Op het internationaal vlak was dit een enorme stap voorwaarts.

De internationale erkenning van seksueel geweld is ook belangrijk geweest voor het bewustmaken van de publieke opinie. Voor de slachtoffers is het bovendien een erkenning van hun verhaal, wat het genezingsproces vergemakkelijkt.

Seksueel geweld vermijden in gewapende conflicten lijkt onmogelijk. Toch is het belangrijk om de problematiek in de aandacht te brengen. Op die manier maakt men het onderwerp bespreekbaar en worden de slachtoffers beter opgevangen.

Heel wat oplossingen voor de problematiek zijn reeds geformuleerd. Eén van de meest uitgewerkte is die van de participatie. Vrouwen laten deelnemen in besluitvormingsorganen en militaire strijdkrachten zorgt ervoor dat ze meer betrokken worden als actoren en dat ze niet enkel beschouwd worden als de “kwetsbaren” van een natie. Deze verandering in perceptie is niet evident en zal tijd vragen.

Door de toename van de asymmetrische conflicten, die steeds meer de burgerbevolking als doelwit hebben, kan men zich de vraag stellen of het gebruik van seksueel geweld eerder zal toe- dan afnemen.

Het strafbaar stellen van seksueel geweld is in ieder geval een goede stap voorwaarts. Het supranationale strafrechtstelsel is vandaag adequaat genoeg om seksuele misdaden te vervolgen. Op dit moment dient men echter nog verder te werken aan de respectvolle behandeling van slachtoffers, hun behoeften en het bevorderen van de samenwerking tussen staten.

**Olt Gregory EEKHAUTTE**

**Wetmatigheid van het gebruik van nucleaire wapens in het licht van het  
Internationaal Recht**

Eindscripctie voorgelegd tot het behalen van het diploma van  
Master in de sociale en militaire wetenschappen

# Inhoudsopgave

<b><i>Inhoudsopgave</i></b>	<b>62</b>
<b><i>Glossarium</i></b>	<b>64</b>
<b><i>Inleiding</i></b>	<b>65</b>
<b><i>1. Algemeenheden omtrent nucleaire wapens</i></b>	<b>66</b>
1.1 Kernfysica en wapenontwerp	66
1.1.1 Kernsplitsing en - fusie	66
1.1.2 Wapenontwerp	68
1.2 Categoriseer nucleaire wapens	69
1.3 Soorten vectoren en kernkoppen	70
1.4 Effecten van een nucleaire explosie	71
<b><i>2. Staten met nucleaire wapencapaciteit</i></b>	<b>73</b>
2.1 Waarom het nucleaire wapen nastreven?	73
2.2 Analyse nucleaire capaciteiten en doctrine	73
2.2.1 Verenigde Staten van Amerika	75
2.2.2 Rusland	77
2.2.3 China	79
2.2.4 Frankrijk	81
2.2.5 Groot-Brittannië	84
2.2.6 India	85
2.2.7 Pakistan	86
2.2.8 Israël	88
2.3 Internationale ongerustheid omtrent nucleaire wapenprogramma's	89
2.3.1 Noord-Korea	89
2.3.2 Iran	91
<b><i>3. Ontwapeningsverdragen</i></b>	<b>93</b>
3.1 Non Proliferatieverdrag	93
3.2 Comprehensive Nuclear Test Ban Treaty	94
3.3 Bilaterale akkoorden tussen de Verenigde Staten en de Sovjet-Unie	95
3.3.1 Strategic Arms Limitation Talks I & II	95
3.3.2 Strategic Arms Reduction Treaty I & II	95
3.3.3 Strategic Offensive Reductions Treaty	96
3.3.4 Intermediate-range Nuclear Forces Treaty	97
3.4 Kernwapenvrije zones	97
3.4.1 Antarctisch Verdrag	97
3.4.2 Tlatelolco-verdrag (Latijns-Amerika)	98
3.4.3 Rarotonga-verdrag (Zuidelijke Stille Oceaan)	98
3.4.4 Bangkok-verdrag (Zuidoost-Azië)	99
3.4.5 Pelindaba-verdrag (Afrika)	99

3.4.6 Semipalatinsk-verdrag (Centraal-Azië)	100
3.4.7 “Vergeten” kernwapenvrije zones	100
<b>4. Algemeen aanvaarde regels onder het internationaal recht</b>	<b>101</b>
4.1 Discriminatie	102
4.1.1 Rechtstreekse deelname aan de vijandelijkheden en de consequenties	103
4.2. Proportionaliteit	105
4.3 Militaire noodzakelijkheid	106
4.4 Neutraliteit	106
4.5 Verbod van genocide	107
4.6 Bescherming van de omgeving	108
<b>5. Internationaal Gerechtshof: Wetmatigheid van de bedreiging met of het gebruik van kernwapens</b>	<b>108</b>
5.1 Analyse van het Advies van het Internationaal Gerechtshof	109
5.1.1 Genocide	110
5.1.2 Bescherming van de omgeving	111
5.1.3 Geweld en het Handvest van de Verenigde Naties	112
5.1.4 Vergiftigde wapens	113
5.1.5 Specifieke regelingen met betrekking op nucleaire wapens	114
5.1.6 Internationaal Humanitair Recht	115
5.2 Kernwapens en internationaal recht: <i>per se</i> verbod of <i>non liquet</i> ?	116
<b>Besluit</b>	<b>117</b>
<b>Bibliografie</b>	<b>119</b>
<b>Bijlage A: Kernwapen vrije zones</b>	<b>124</b>

## **Glossarium**

CNTBT Comprehensive Nuclear Test Ban Treaty  
DCA Dual Capable Aircraft  
DDR Duitse Democratische Republiek  
EMP Elektromagnetische Puls  
HEU Highly Enriched Uranium  
IAEA International Atomic Energy Agency  
ICBM Intercontinental Ballistic Missile  
ICTY International Criminal Tribunal for Yugoslavia  
IGH Internationaal Gerechtshof  
INF Intermediate-range Nuclear Forces  
KPa Kilo Pascal  
MeV Mega Elektronvolt  
MIRV Multiple Independently Reentry Vehicle  
MOX Mixed Oxide  
NAVO Noord-Atlantische Verdragsorganisatie  
NPV Non Proliferatieverdrag  
RNEP Robust Nuclear Earth Penetrator  
SALT Strategic Arms Limitation Talks  
SLBM Submarine Launched Ballistic Missile  
SORT Strategic Offensive Reductions Treaty  
START Strategic Arms Reduction Talks  
UNGA United Nations General Assembly  
UNSC United Nations Security Council  
USSR Unie der Socialistische Sovjetrepublieken  
VN Verenigde Naties

## Inleiding

Het einde van de Koude Oorlog leek het begin te worden van een ontwapening op het gebied van massavernietigingswapens. De twee tegenover elkaar staande blokken waren niet langer tegenstanders en een potentieel grootschalig conflict was verleden tijd. Het is in deze euforische periode dat veel stemmen rezen om het nucleair arsenaal af te bouwen en sommigen stelden zelfs voor volledig te ontmantelen. Doch, het is gebleken dat landen die voorheen steun genoten van één van de machtsblokken plots aan hun lot werden overgelaten. Sommigen streven ernaar de dominante macht in hun regio te worden en proberen dit maar al te vaak te bereiken met nucleaire wapens. De dreiging, ontwikkeling en proliferatie van nucleaire technologie en wapens is dus heden ten dage nog steeds een bron van verontrusting in de wereld. Het is de bedoeling met dit afstudeerwerk een antwoord te bieden op de vraag of nucleaire wapens, en meer in het bijzonder hun inzet tijdens een conflict, wetmatig is. In het eerste hoofdstuk worden enkele algemeenheden omtrent nucleaire technologie en wapens besproken. Op deze manier krijgt de lezer een beter inzicht in de problematiek en zullen de volgende hoofdstukken beter begrijpbaar zijn. Vooraleerst wordt er summier uitgelegd wat kernfysica is, voornamelijk welke karakteristieken juist zijn vereist voor de vervaardiging van een nucleair wapen. Het wapenontwerp is een volgend punt dat wordt besproken in het eerste hoofdstuk. Dit verklaart waarom het jaren duurt vooraleer een Staat nucleaire wapens in productie kan brengen. De categorieën wapens en hun vectoren dienen gekend te zijn zodoende de verschillende termen in gebruik in internationale verdragen, voornamelijk de bilaterale akkoorden tussen de Verenigde Staten en de voormalige Sovjet-Unie, te begrijpen. Een laatste punt dat wordt aangehaald zijn de effecten van een nucleaire explosie, daar deze zich niet enkel beperkt tot een schokgolf en radioactieve straling. De effecten die een wapen met zich meebrengt zijn dan ook karakteristiek om over de al dan niet wetmatigheid van het wapen een oordeel te kunnen vellen. Het tweede hoofdstuk handelt over de Staten die over een nucleaire wapencapaciteit beschikken. Hierin wordt voornamelijk de doctrine dat deze Staten hanteren omtrent de inzet van nucleaire wapens besproken. Doctrines zijn zeer nauw verbonden met de heersende politieke klasse in een Staat: elke politieke strekking heeft wel een andere visie op de inzetbaarheid van nucleaire wapens. Het kan belangrijk zijn de verschillende nucleaire doctrines te kennen en ze te vergelijken met elkaar omdat, zo zal blijken uit dit hoofdstuk, sommige inzetscenario's van tijdens de Koude Oorlog flagrante schendingen tegen het internationaal humanitair recht betekenden. In het derde hoofdstuk worden de belangrijkste verdragen aangaande nucleaire wapens besproken. De twee belangrijkste, het Non Proliferatieverdrag en Comprehensive Test Ban Treaty komen als eerste aan de orde. Daarna worden de verschillende bilaterale verdragen tussen de Verenigde Staten en de voormalige Sovjet-Unie besproken om over te gaan op de regionale verdragen aangaande de kernwapen vrije zones. Als laatste worden de Resoluties van de



Algemene Vergadering van de Verenigde Naties besproken daar deze een weerspiegeling zijn van de internationale publieke opinie, niettegenstaande deze geen bindend juridisch karakter bezitten.

De algemeen aanvaarde regels en principes onder het internationaal recht, komen in het vierde hoofdstuk aan bod. Een militair commandant dient bepaalde voorzorgsmaatregelen te treffen voor en tegen een aanval. De criteria voor deze analyse zijn, in het bijzonder, de regels en principes die besproken worden.

Het laatste hoofdstuk handelt over het Advies van het Internationaal Gerechtshof aangaande de wetmatigheid van het dreigen met of het gebruik van kernwapens. Het doel is een grondige analyse van het Advies te geven aan de lezer. Het Advies diende ook als basis voor de onderzoeksvraag van deze verhandeling, maar werd aangevuld met commentaren of antwoorden op bepaalde zaken waar het Advies onduidelijke antwoorden op biedt.

# 1. Algemeenheden omtrent nucleaire wapens

## 1.1 Kernfysica en wapenontwerp

### 1.1.1 Kernsplitsing en -fusie

Kernsplijting kan tot stand worden gebracht als de isotopen van zware elementen, zoals uranium<sup>1</sup> en plutonium<sup>2</sup>, neutronen absorberen. De isotopen van deze elementen zijn onstabiel en door het toevoegen van een weinig energierijk neutron zal de kern splitsen en zal er een grote hoeveelheid energie vrijkomen. Eveneens zullen er door de splitsing van de kern nieuwe neutronen vrij komen. Het is eveneens op dit ogenblik dat de radioactieve straling vrij wordt gegeven. Bij de splijting van één uraniumkern komt er ongeveer 200 MeV vrij, hiervan is bijna 170 MeV direct bruikbare energie. Een gemiddelde van 2,5 neutronen elk met een energie van 2 MeV worden vrijgegeven en de resterende energie komt voor onder de vorm van gammastraling en neutrino's.<sup>3</sup> Hierbij is het dus duidelijk dat door het toedienen van weinig energie aan één kern er een zeer grote energie wordt afgegeven door de splitsing. Dit is juist de reden waarom kernsplitsing ideaal is voor het opwekken van energie en als wapen. Daar er door de splitsing van de zware kern nieuwe neutronen vrij worden gegeven kan er dus een zelf onderhoudende kernsplitsing tot stand worden gebracht. Dit wil uiteraard zeggen dat het aantal neutronen die “ontsnappen” of opgenomen worden door een niet-splijtbare kern<sup>4</sup> laag dient te worden gehouden: het uranium zal dus verrijkt dienen te worden.

In natuurlijk uranium komt ongeveer 99,2% uranium-238 voor en 0,72% uranium-235, het is enkel deze laatste die bruikbaar is voor kernsplitsing. Verrijken van uranium is dus het percentage U-235 verhogen: hoog verrijkt uranium heeft een minimum van 90% U-235.<sup>6</sup> Voor een kernreactor is laag verrijkt uranium meer dan voldoende (3 à 5% U-235, in onderzoeksreactoren tot 20% verrijkt uranium). Het is voor landen die gebruik maken van kernenergie dus onontbeerlijk in het bezit te zijn van verrijkt uranium. Deze landen kunnen dit op twee manieren bekomen: of ze sluiten een akkoord af met een ander land voor de productie en levering van verrijkt uranium of ze produceren deze zelf. Het verrijken van uranium is een duur en technologisch complex proces. De meest voorkomende manieren om uranium te verrijken zijn gasdiffusie en gascentrifuge.<sup>7</sup> Het is dus duidelijk dat het verrijken van uranium ook een gevoelig punt is voor bepaalde Staten. Wie in staat is uranium te verrijken, heeft de grootste barrière naar het ontwikkelen van een nucleair wapen reeds weggewerkt.

<sup>1</sup> U-235

<sup>2</sup> Pu-239

<sup>3</sup> LEWIS E.E., “*Fundamentals of Nuclear Reactor Physics*”, Academic Press, p 9 – 10

<sup>4</sup> U-238 is een niet-splijtbare kern

<sup>5</sup> Prof. Dr. E. SCHWEICHER, “*Inleiding tot kernfysica*”, Brussel, Koninklijke Militaire School

België produceert niet zelf zijn verrijkt uranium, maar is een medeoprichter van een verrijkingsfabriek in Frankrijk te Pierrelatte<sup>8</sup>. In België is het Synatom die instaat voor de splijtstofcyclus van de Belgische kerncentrales: van de uraniumbevoorrading tot de levering van de splijtstof aan de kerncentrales. In de Belgische kerncentrales werd gebruik gemaakt van MOX-brandstof, die aangemaakt werd in België<sup>9</sup> door Belgonucléaire. In 2006 werd begonnen met de ontmanteling van de fabriek wegens verschillende redenen: vanaf 2005 was MOX verboden in Duitsland, Frankrijk en Groot-Brittannië willen volledig zelfvoorzienend zijn inzake MOXbrandstof, Belgonucléaire was niet in staat te concurreren met twee laatstgenoemde Staten, overname van de belangrijkste klant Siemens en andere redenen.<sup>10</sup>

Zoals reeds vermeld is het dus nodig uranium te verrijken om tot een zelfonderhoudende kettingreactie door kernsplijting te komen. De belangrijkste factoren hierin zijn de kritische massa en de vermenigvuldigingscoëfficiënt  $k$ :

$$k = f - (lc + le) \quad \text{met } f = \text{gemiddeld aantal neutronen per splijting}$$

$$lc + le = \text{gemiddeld aantal neutronen verloren}$$

De kritische massa is de hoeveelheid uranium die nodig is om een vermenigvuldigingscoëfficiënt  $k = 1$  te bekomen. De kernreactie zal zich op een constante manier voortzetten. Het is in een kernreactor gewenst  $k$  rond 1 te houden, zodat op een constante manier de energie wordt vrijgegeven. Voor een nucleair wapen is het nodig de superkritische massa te gebruiken ( $k > 1$ , meestal rond 2), hierdoor zal de kernsplijting niet constant zijn maar exponentieel toenemen.<sup>11</sup> Bij kernfusie zullen lichtere elementen samen worden gebracht tot een zwaarder element. Een deuteriumkern en een tritiumkern worden samengebracht in een heliumkern, energie en een neutron. Het grote probleem dat zich stelt om deze lichtere kernen samen te brengen er al een grote energie nodig is<sup>12</sup>. Internationaal is er onderzoek om kernfusiereactoren operationeel te maken voor commerciële doeleinden, maar heden ten dage wordt fusie enkel als energiebron gebruikt voor de waterstofbom.

<sup>6</sup>I. FAIRLIE, "The health hazards of depleted uranium" In "Disarmament Forum: Uranium Weapons", Vol. 3, 2008, p 5-6

<sup>7</sup>A.S. KRASS, P. BOSKMA, B. ELZEN, W.A. SMIT W, "Uranium enrichment and nuclear weapons proliferation", Stockholm International Peace Research Institute, p 121 en 128

<sup>8</sup>Synatom bezit 11% van de aandelen

<sup>9</sup>De MOX fabriek bevond zich in Dessel

<sup>10</sup>Een overzicht over de ontmanteling van de MOX-fabriek is terug te vinden op de site van Belgonucléaire <http://www.belgonucleaire.be/files/ONTPRO-300107.pdf>

### 1.1.2 Wapenontwerp

Een eerste type van uraniumbom<sup>13</sup> is het zogenaamde “gun-type<sup>14</sup>”. In deze soort van bom zijn twee stukken uranium in subkritische massa gescheiden van elkaar. Het principe is dat de ene helft van de subkritische massa uranium, door middel van een conventioneel explosief, via een loop wordt “afgevuurd” op de andere subkritische massa. Op deze manier worden de twee subkritische massa’s samengevoegd tot de superkritische massa en zo wordt een exponentieel groeiende kernreactie gecreëerd.<sup>15</sup> De grootste nadelen van deze soort bom zijn de afmetingen die het wapen aanneemt en zijn massa: de “loop” moet lang genoeg zijn en de superkritische massa van U-235 is relatief hoog. Een ander groot probleem is de veiligheid bij dit type wapens: een spontane ontsteking van het conventioneel explosief zal leiden tot catastrofale gevolgen<sup>16</sup>. Om deze redenen wordt één deel van de splitsbare materie afzonderlijk opgeslagen, het is enkel indien het wapen ingezet wordt dat het tweede deel in het wapen wordt geplaatst: het wapenen van de kernkop.

Een andere manier voor het creëren van een kernsplijtingbom is de “implosiemethode<sup>17</sup>”. In dit type van wapen zal geen gebruik worden gemaakt van uranium maar van plutonium. In de kern van het wapen bevindt zich plutonium in subkritische massa en is volledig omringd door reflectoren en conventioneel explosief materiaal. In de kern van het plutonium bevindt zich beryllium, die door de implosie een bombardement van neutronen teweeg brengt. Het is niet nodig de superkritische massa in een wapen van dit type te stoppen omdat door de detonatie van de conventionele explosieven de plutonium- en berylliumkernen worden samengedrukt en op deze manier een superkritische massa en de nodige neutronen genereren.<sup>18</sup> Een ongeval met dit

soort van wapen zal niet leiden tot een nucleaire ontploffing daar de conventionele explosieven rondom de kern simultaan dienen te worden ontstoken om de plutonium- en berylliumkern samen te drukken. Deze explosieven worden dus door meerdere detonators ontstoken om dit te bereiken:

een nucleaire explosie kan dus enkel gebeuren als alle detonators op hetzelfde ogenblik ontsteken.

Een andere soort zijn de thermonucleaire wapens<sup>19</sup>, gebaseerd op kernfusie. Zoals reeds eerder vermeld is er een enorme hoeveelheid energie nodig om kernfusie tot stand te brengen. In een thermonucleair wapen wordt deze initieel benodigde energie verkregen door het tot stand brengen van een kernsplijtingsproces. Met andere woorden om tot kernfusie over te gaan wordt er eerst een

<sup>11</sup> Prof. Dr. WEYNANTS, “*Duurzame Ontwikkeling*”, Brussel, Koninklijke Militaire School,

<sup>12</sup> De enige werkende kernfusiereactor ter wereld (in Groot-Brittannië) vergt meer energie-input dan de output

<sup>13</sup> Gebaseerd op kernsplijting, ontwikkeld in de VS tijdens de Tweede Wereldoorlog

<sup>14</sup> Little Boy, tot ontploffing gebracht boven Hiroshima op 6 augustus 1945, stemde af op deze methode

<sup>15</sup> “*Nuclear Weapons Technologie, Military Critical Technologies List (MCTL)*”, Part II: Weapons of Mass Destruction Technologies, Department of Defence (U.S.A.), 1998, p II-5-60 en “*NATO Handbook on the medical aspects of NBC Defensive Operations AMedP-6(B)*”, Part I: nuclear, chapter 2, section II

<sup>16</sup> De Amerikaanse Defensie heeft een lijst met de ongelukken met nucleaire wapens: met de wapens zelf (spontane ontploffing) is nog nooit een ongeluk voorgekomen, maar enkel met de afleveringsvectoren  
<http://www.cdi.org/Issues/NukeAccidents/Accidents.htm>

<sup>17</sup> Fat Man, tot ontploffing gebracht boven Nagasaki op 9 augustus 1945, stemde af op deze methode

nucleaire bom van het “implosietype” tot ontploffing gebracht: in een thermonucleair wapen zit er dus ook een nucleair wapen op basis van kernsplijting. Dit lijkt misschien onlogisch, maar de kracht van een thermonucleair wapen is vele malen groter dan van een wapen gebaseerd op kernsplijting.<sup>20</sup>

## 1.2 Categorieën nucleaire wapens

Strategische nucleaire wapens worden over het algemeen gedefinieerd als wapens die ontworpen zijn om vijandelijk territorium aan te vallen van op grote afstand (intercontinentaal). Strategische wapens hebben doorgaans een zeer grote yield<sup>21</sup> en zijn voornamelijk gericht op vaste nucleaire lanceerinstallaties en grote bevolkingscentra.<sup>22</sup>

De tactische nucleaire wapens, ook wel “theaterwapens” genoemd, echter zijn ontworpen voor “lokaal” gebruik op een specifiek slagveld. De kracht van deze wapens is kleiner dan deze van strategische nucleaire wapens, daar deze specifiek wordt gebruikt tegen vijandelijke militaire installaties of troepenconcentraties.<sup>23</sup> De laatste jaren kwamen deze soort wapens wederom in de belangstelling door hernieuwd Amerikaans en Frans onderzoek naar de “Robust Nuclear Earth Penetrator”, ook wel bekend onder de naam nucleaire “bunker buster”.

Uiteraard is het de manier waarop het nucleaire wapen wordt ingezet, van groter belang dan de categorie waartoe het wapen behoort, zijnde tactisch of strategisch. Tengevolge van de nauwkeurigheid die moderne afleveringsvectoren kennen, kan een nucleair wapen met een lage yield op een strategische manier worden gebruikt. De vraag is of er in een dergelijk geval nog kan worden gesproken van de inzet van een “tactisch nucleair wapen”? Daarom dient er een onderscheid te worden gemaakt tussen de inzetwijze, strategisch of tactisch, van het wapen en de minder nauwkeurige benadering qua yield en mogelijke vernietigingskracht.

<sup>18</sup> “*Nuclear Weapons Technology, Military Critical Technologies List (MCTL)*”, Part II: Weapons of Mass Destruction Technologies, Department of Defence (U.S.A.), 1998, p II-5-61 en “*NATO Handbook on the medical aspects of NBC Defensive Operations AMedP-6(B)*”, Part I: nuclear, chapter 2, section II

<sup>19</sup> Ook wel bekend onder de naam waterstofbom

<sup>20</sup> Prof. Dr. E. SCHWEICHER, “*Inleiding tot kernfysica*”, Brussel, Koninklijke Militaire School

<sup>21</sup> De kracht van een nucleair wapen (het equivalent van TNT)

<sup>22</sup> C.J. MOXLEY, “*Nuclear Weapons and International Law in the Post Cold War World*”, Lanham, Austin & Winfield, 2000, p 404

<sup>23</sup> Ibid., p 404-405

### 1.3 Soorten vectoren en kernkoppen

Er zijn hoofdzakelijk nog vier soorten vectoren voor het afleveren van nucleaire wapens: lange afstandsbommenwerpers en DCA's, cruise missiles, SLBM's en ten laatste ICBM's.<sup>24</sup> De soorten kernkoppen die worden gebruikt zijn afhankelijk van de gebruikte vector. Bommenwerpers en DCA's zullen voornamelijk de nucleaire gravitatiebom afleveren.

Dit type is nog steeds de meest gebruikte: ze is namelijk veel goedkoper dan een nucleaire missile. Eveneens bestaan de gravitatiebommen in een enorme diversiteit qua yield: hierdoor zijn ze zowel tactisch als strategisch inzetbaar. Het grootste probleem echter is dat de bemanning zich diep in vijandig luchtruim moet begeven voor het afleveren van de bom. De cruise missiles hebben het voordeel dat ze vanaf bijna elk mobiel platform (fregat, destroyer, strategische bommenwerper, ...) kunnen worden gelanceerd. Eveneens penetreren ze diep in vijandelijk gebied zonder noemenswaardig gevaar voor de eigen troepen. SLBM's kunnen overal ter wereld worden gelanceerd: hierdoor behoudt de lancerende Staat maximale verrassing. Eveneens is het lanceerplatform, een duikboot, moeilijk te detecteren. ICBM's in vaste lanceerinstallaties, daarentegen, zijn het eerste doelwit in het geval van een nucleaire aanval. Een ICBM in een vaste lanceerinstallatie heeft als grote voordeel dat ze reeds gericht is op een doel en hierdoor is de lanceertijd minimaal. SLBM's en mobiele ICBM's worden dus meestal omschreven als de "second strike capaciteits". Dit is niet langer het geval voor Frankrijk en Groot-Brittannië: beide landen hebben al hun ICBM's ontmanteld en maken enkel nog gebruik van SLBM's. Bilaterale verdragen<sup>26</sup> tussen de Verenigde Staten en de voormalige Sovjet-Unie beperkten het aantal vectoren en niet het aantal kernkoppen: om deze reden werden MIRV-kernkoppen<sup>27</sup> ontwikkeld tijdens de Koude Oorlog. Hierdoor kan één vector meerdere kernkoppen afleveren en bijgevolg dus meer doelwitten bestoken. De voorgaande vectoren zijn voornamelijk ontwikkeld voor strategisch gebruik.

Niet-strategische nucleaire vectoren zijn onmiddellijk inzetbaar door nucleaire eenheden in het operatietoneel: deze hebben bijgevolg dus een veel lagere yield. Tijdens de Koude Oorlog werden een aantal soorten van niet-strategische nucleaire vectoren ontwikkeld: nucleaire landmijnen, torpedo's, artillerieobussen, enzovoort. Heden ten dage worden deze wapens niet langer gebruikt door het unilaterale optreden van de Amerikaanse president George Bush en later door de Sovjetpresident Michail Gorbatsjov.

<sup>24</sup> Ibid., p 401

<sup>25</sup> De mogelijkheid een nucleaire aanval te lanceren na zelf getroffen te zijn geweest door een nucleaire aanval

<sup>26</sup> SALT, START, zie hoofdstuk 3 voor een gedetailleerd overzicht

<sup>27</sup> Multiple Independently Reentry Vehicle

Op 27 september 1991 kondigde president Bush aan dat de Verenigde Staten al hun tactische nucleaire wapens, met een dracht van minder dan 300 miles, uit het arsenaal zouden worden genomen. Dit was een niet te onderschatten stap in de richting van nucleaire ontwapening: de Verenigde Staten ontmantelden op deze manier meer dan 4000 kernkoppen.<sup>28</sup> Op 05 oktober 1991 kondigde president Gorbatsjov aan dat ook de Sovjet-Unie niet-strategische nucleaire wapens zou terugtrekken en ontmantelen. Het aantal niet-strategische nucleaire wapens in gebruik door de Sovjet-Unie varieerde van 15000 tot ongeveer 22000. Met het ineensinken van de Sovjet-Unie in 1991 leek het einde van deze ontwapening in zicht, doch president Yeltsin kondigde aan dat Rusland de beslissing van Gorbatsjov verder zou implementeren.<sup>29,30</sup>

#### 1.4 Effecten van een nucleaire explosie

De vrijgekomen energie bij een conventionele explosie zet zich praktisch volledig om in druk. De vrijgekomen energie bij een nucleaire explosie wordt onderverdeeld in drie vormen: druk, thermische straling en nucleaire straling (de som van de initiële en nabijzittende straling). De exacte verdeling van energie over deze vormen is afhankelijk van het type (fusie of splijting), de yield, de plaats van de ontploffing en de omgeving. Gemiddeld is ongeveer 50% van de vrijgekomen energie onder de vorm van druk. Indien de ontploffing voorkomt op lage hoogte, zal de drukgolf terugkaatsen eenmaal deze het aardoppervlak bereikt. Als de terugkaatsende golf de oorspronkelijke drukgolf inhaalt, wordt een schokfront gevormd (het Macheffect) en wordt de uitwerking langs het aardoppervlak aanzienlijk versterkt. Als de drukgolf een plaats passeert, zal de druk daar zeer snel toenemen om in enkele seconden terug te dalen tot de normale waarde. Bij een overdruk van 100 tot ongeveer 400 kPa zullen inwendige beschadigingen van de borst- en buikorganen optreden, overdruk boven de 400 kPa is 100% dodelijk.<sup>31</sup> De thermische straling maakt ongeveer 35% uit van de vrijgekomen energie. Deze directe uitwerking is ook verantwoordelijk voor een groot gedeelte van de slachtoffers. De primaire branden die ontstaan zijn het directe gevolg van de thermische straling.

<sup>28</sup> A.F. WOOLF, “*Nonstrategic Nuclear Weapons*”, Congressional Research Service, 28 januari 2009, p 9: “Under these measures the United States began dismantling approximately 2,150 warheads from the land-based delivery systems, including 850 warheads for Lance missiles and 1,300 artillery shells. It also withdrew about 500 weapons normally deployed aboard surface ships and submarines, and planned to eliminate around 900 B-57 depth bombs and the weapons for land-based naval aircraft. Furthermore, in late 1991, NATO decided to reduce by about half the number of weapons for nuclearcapable aircraft based in Europe, which led to the withdrawal of an additional 700 U.S. air-delivered nuclear weapons.”

<sup>29</sup> Ibid., p 10

<sup>30</sup> De speeches van deze initiatieven kunnen teruggevonden worden in KLINGENBERGER Jeffrey A. en Kurt J., “*Controlling Non-Strategic Nuclear Weapons. Obstacles and Opportunities*”, United States Air Force, Institute for National Security Studies, juli 2001, p 273-283.

<sup>31</sup> “*Karakteristieken en effecten van een nucleaire ontploffing*”, Departement Vorming Genie, Excellentiecentrum CBRN, Belgische Defensie

De oorzaak van de secundaire branden is de beschadiging die werd veroorzaakt door de drukgolf aan installaties en die, door de resterende hitte, vlam vatten. Een groot aantal van de primaire branden zal echter worden gedoofd door de drukgolf, daar deze extreem sterke winden veroorzaakt. Enkel op afstanden waar de overdruk minder dan 30 kPa bedraagt, zal de drukgolf het vuur aanwakkeren.<sup>32</sup> De nucleaire of radioactieve straling is niet waar te nemen met de menselijke zintuigen. Er worden verschillende stralen uitgezonden: gamma-, beta-, en alfastralen. Gammastralingen hebben de grootste doordringingafstand, ze gaan dwars door het menselijk lichaam. Zowel beta- als alfastralen dringen niet diep genoeg door in het lichaam om interne schade te veroorzaken. Betastralen kunnen wel de huid oppervlakkig verbranden, dit leidt tot de zogenaamde “betaburn”. Deze laatste twee soorten straling zijn wel extreem gevaarlijk indien ze zich in het lichaam bevinden ten gevolge van inname.<sup>33</sup> Een laatste effect van een nucleaire explosie is de EMP die hierdoor wordt uitgezonden. Deze puls zal in elke elektrische geleider een gigantische stroom genereren en letterlijk de elektronica in het apparaat verbranden. Militaire elektronische apparatuur is allemaal EMP afgeschermd, maar burgermateriaal is dit niet wegens de hoge kostprijs. Het is dus voornamelijk de burgerbevolking die hinder zal ondervinden van de EMP: uitvallen van het elektriciteitsnet, alle burger communicatiemiddelen zullen niet langer functioneren, enzovoort.<sup>34</sup>

## **2. Staten met nucleaire wapencapaciteit**

### 2.1 Waarom het nucleaire wapen nastreven?

In de Tweede Wereldoorlog was de mensheid op een punt gekomen dat wapens een nog nooit geziene vernietigingskracht bezaten. Toen aan het licht kwam, door onder andere Einstein<sup>35</sup>, dat Nazi-Duitsland onderzoek aan het verrichten was naar een wapen met ongekende vernietigingskracht, waren de Geallieerden ervan overtuigd dat zij als eersten dit nieuwe wapen moesten bezitten en kunnen inzetten. Het onderzoek is van Groot-Brittannië overgegaan naar de Verenigde Staten, waar het onder leiding van Dr. Oppenheimer werd geplaatst. Tijdens de Conferentie van Potsdam kreeg de Amerikaanse president Truman te horen dat de eerste plutoniumbom ter wereld, codenaam “Trinity”, succesvol werd getest. Duitsland had zich reeds onvoorwaardelijk overgegeven, maar de oorlog tegen Japan was nog steeds aan de gang en eiste veel mensenlevens aan Amerikaanse en Japanse kant.

<sup>32</sup> Ibid.

<sup>33</sup> Prof. Dr. E. SCHWEICHER, *“Inleiding tot kernfysica”*, Brussel, Koninklijke Militaire School

<sup>34</sup> Prof. Dr. WEYNANTS, *“Duurzame Ontwikkeling”*, Brussel, Koninklijke Militaire School

<sup>35</sup> De brief van Albert Einstein aan president Roosevelt, lag aan de basis voor de opstarting van het Manhattan Project. De tekst van de brief is terug te vinden op de site van Argonne National Laboratory (U.S. Department of Energy)

[http://www.anl.gov/Science\\_and\\_Technology/History/Anniversary\\_Frontiers/aetofdr.html](http://www.anl.gov/Science_and_Technology/History/Anniversary_Frontiers/aetofdr.html)



Initieel wou Truman het nucleair wapen niet inzetten tegen Japan, maar door druk van de eigen publieke opinie om de oorlog zo snel mogelijk te beëindigen en van Churchill<sup>36</sup> tijdens de Conferentie van Potsdam.<sup>37</sup> De Verklaring van Potsdam laat dan ook geen twijfel bestaan over de vastberadenheid van de Geallieerden: “We call upon the government of Japan to proclaim now the unconditional surrender of all Japanese armed forces, and to provide proper and adequate assurances of their good faith in such action. The alternative for Japan is prompt and utter destruction.<sup>38</sup>” De eerste atoombom, “Little Boy”, werd tot ontploffing gebracht boven Hiroshima op 06 augustus 1945. Enkele dagen later, op 09 augustus, werd “Fat Man” boven Nagasaki tot ontploffing gebracht. In 1945 reeds werd het duidelijk dat de V.S. het geheim van de atoombom niet wouden delen met anderen, ook niet met hun belangrijkste bondgenoot, Groot-Brittannië. Niettegenstaande had Groot-Brittannië het eigen nucleair programma stopgezet, voor de duur van de oorlog, om deel te nemen aan het “Manhattan-project”. Het “Vrije Frankrijk”, met als sterke figuur Charles De Gaulle, nam ook deel aan het “Manhattan-project”. De entourage rond atoomgeleerde Frédéric Joliot vluchtte naar Groot-Brittannië en werkte er samen met de Britten aan een kernwapenprogramma. Hierdoor werd in 1945 al overgegaan tot de oprichting van een eigen kernwapenprogramma in zowel Groot-Brittannië en Frankrijk.<sup>39</sup> De USSR had al sinds juni 1942 een kernwapenprogramma, op het ogenblik dat Duitsland op het hoogtepunt van haar macht stond. De problemen waar de USSR mee werd geconfronteerd zijn vergelijkbaar met de Britse en Franse problemen van tijdens de oorlog: economisch en industrieel geruïneerd door de oorlog. Doch, op 23 september 1949 brengt de USSR haar eerste nucleaire wapen tot ontploffing in Siberië. Als reactie op deze nucleaire Sovjet-test, besliste president Truman eind 1949 alle noodzakelijke fondsen toe te kennen aan de Atoomenergiecommissie voor de ontwikkeling van de waterstofbom: op 01 november 1952 slagen de Amerikanen erin de eerste waterstofbom ter wereld tot ontploffing te brengen. Nog geen jaar later, op 08 augustus 1953, kondigt Moskou aan dat de USSR eveneens een succesvolle eerste test met een waterstofbom heeft uitgevoerd.<sup>40</sup> Op 02 oktober 1952 kende de wereld plots drie kernmogendheden: Groot-Brittannië voerde een eerste succesvolle nucleaire test uit. Onmiddellijk zet de Britse regering het licht op groen voor onderzoek naar de waterstofbom en voert een succesvolle ontploffing uit op 15 mei 1957.

<sup>36</sup> Churchill voorzag reeds tijdens de Conferentie dat de USSR de toekomstige vijand van het Westen zou worden. Hij verklaarde aan Truman dat Stalin zich meer als een veroveraar gedroeg in Oost-Europa, dan als bevrijder. Hij zag de inzet van het nucleair wapen tegen Japan als een afschrikking- en drukmiddel tegen de USSR.

<sup>37</sup> Prof. Dr. E. ROOMS en Prof. Dr. L. DEVOS, “*Het Belgisch buitenlands beleid: evolutie en actoren*”, Brussel, Koninklijke Militaire School

<sup>38</sup> Potsdam Declaration, Proclamation Defining Terms for Japanese Surrender, Art. 13, 26 juli 1945

<sup>39</sup> “*Britain’s Nuclear Weapons: From MAUD to Hurricane en France’s Nuclear Weapons: Origin of the Force de Frappe*”, The Nuclear Weapon Archive: A Guide to Nuclear Weapons

<http://nuclearweaponarchive.org/>

<sup>40</sup> K. JOHNSON, “*H-bomb Development Summary*”, The Cold War Museum  
[http://www.coldwar.org/articles/40s/h\\_bomb.html](http://www.coldwar.org/articles/40s/h_bomb.html)

De Britten hadden hun eigen atoomenergieprogramma op 29 oktober 1945 opgezet, dit met de oprichting van “The Atomic Energy Authority”. De Amerikaanse “Atomic Energy Act” van 1946, ook McMahon Act genoemd, stelde enorm strenge veiligheidsbeperkingen op de verspreiding van nucleaire informatie en technologie: de Britten hadden in eerste instantie geen enkele keuze dan alleen verder te gaan in nucleair onderzoek.<sup>41</sup> Op 13 oktober 1960 brengt Frankrijk een eerste plutoniumbom tot ontploffing en enkele jaren later op 24 september 1968 een eerste waterstofbom. Frankrijk heeft lang getwijfeld over het al dan niet vervaardigen van nucleaire wapens, maar vond het belangrijk over voldoende splijtstoffen te beschikken. In de tweede helft van de jaren vijftig kwam de doorslag voor de creatie van de “Force de Frappe”: de Suez-crisis in 1956 was voor de Fransen een zure appel en toonde aan dat Frankrijk over een eigen nucleair potentieel diende te beschikken. De officiële Franse beslissing tot de oprichting van een eigen atoomwapenprogramma komt er op 11 april 1958. Frankrijk en Groot-Brittannië hadden dus een eigen kernwapenprogramma opgestart mede door de terughoudendheid van de Verenigde Staten om de nucleaire geheimen te delen. Dit was waarschijnlijk één van de weinige punten waar Washington en Moskou het over eens waren: verspreiding van nucleaire wapens tegengaan en de opkomst van nieuwe kernmachten verhinderen. Hier komt echter verandering in tijdens de Koreaanse oorlog van 1950-1953 en in de zomer van 1958, tijdens ernstige incidenten tussen China en Taiwan, toen de V.S. dreigden de Volksrepubliek te heroveren op de communisten door gebruik te maken van kernwapens. De uitstekende relaties tussen Moskou en Peking op dat ogenblik zorgden ervoor dat de USSR actief de Chinese nucleaire inspanningen ging steunen. Sinds 1955 zal de USSR beperkt onderdelen van de nucleaire technologie doorgeven aan China. De nucleaire samenwerking tussen de USSR en China was echter van korte duur, in 1960 roept de Sovjet-Unie zijn atoomgeleerden terug uit China en werd de levering van alle nucleaire technologie opgeschort. Een volledige nucleaire breuk volgt in 1963: in de zomer van dit jaar begint China “noodgedwongen” met een eigen onderzoek naar de plutoniumbom. Verassend snel, op 16 oktober 1964, brengen de Chinezen hun eerste plutoniumbom tot ontploffing en in juni 1967 hun eerste waterstofbom.

<sup>41</sup> De volledige tekst van ‘The Atomic Energy Act’ kan teruggevonden worden op de site van de U.S. Department of Energy, Office of Scientific & Technical Information (OSTI: <http://www.osti.gov>) <http://www.osti.gov/atomicenergyact.pdf>

## 2.2 Analyse nucleaire capaciteiten en doctrine

### 2.2.1 Verenigde Staten van Amerika

Onmiddellijk na het einde van de Tweede wereldoorlog werd het nucleair wapen door de Verenigde Staten simpelweg beschouwd als een groter wapen dan de toen bestaande conventionele bommen. Er was dus geen eigen doctrine voor de inzet van nucleaire wapens, deze was geïntegreerd in de reeds bestaande.<sup>42</sup> In 1949 slaagde de USSR erin haar eerste succesvolle nucleaire test te voltooien. Vanaf toen vormde de Sovjet-Unie een meer reële bedreiging en met de militaire inspanningen die Amerika had moeten leveren tijdens de oorlog in Korea, begonnen de Verenigde Staten hun nucleair arsenaal sneller uit te bouwen: vanaf dit ogenblik begint de nucleaire wapenrace.<sup>43</sup> Vanaf het einde van de jaren veertig, tot het einde van de Koude Oorlog in 1991, was de hoeksteen van de Amerikaanse politiek die van de afschrikking: Sovjetagressie werd afgeschrikt door de dreiging met totale oorlog gebaseerd op het gebruik van nucleaire wapens. In 1954 zag de eerste Amerikaanse nucleaire strategie echter het licht: de doctrine van de “massive retaliation”. Elke agressie tegen de V.S. of zijn bondgenoten zou onmiddellijk beantwoord worden met de inzet van nucleaire wapens. Deze doctrine werd naar voor geschoven door de toenmalige Secretary of State, John Foster Dulles, uit vrees dat het Westen “inferieur” was op conventioneel gebied ten opzichte van de Sovjet-Unie. De NAVO, waar de Verenigde Staten ontegensprekelijk de touwtjes in handen hadden, hoopte dat met deze strategie een conventionele Sovjetaanval zou uitblijven uit schrik voor een nucleaire oorlog: elke vorm van agressie zou namelijk op een niet proportionele wijze beantwoord worden. Reeds in 1957, met de lancering van de Sputnik, werd duidelijk dat de doctrine van de “massive retaliation” niet geloofwaardig was. De Sovjet-Unie was er als eerste in geslaagd een kunstmaan in een baan rond de aarde te brengen: de rakettechnologie van de Sovjets was dus technologisch hoogstaander dan de Amerikaanse. De Sovjet-Unie kon dus, volgens de Amerikanen, altijd “Fortress America” bestoken met nucleaire wapens.<sup>44</sup> Met het aantreden van president Kennedy en in het kader van de Harmel-doctrine veranderde de Amerikaanse nucleaire strategie wederom: de “flexible response”. Elke agressie tegen de NAVO zou proportioneel beantwoord worden. Deze doctrine voorzag drie stappen: “direct defence”, “deliberate escalation” en “general nuclear response”.

<sup>42</sup> “*Nuclear Weapons: A Comprehensive Study*”, United Nations, Department for Disarmament Affairs, Study Series 21, New York, 1991, p 42

<sup>43</sup> Ibid. p, 43

<sup>44</sup> Prof. Dr. L. DEVOS, “*Internationale tegenstellingen na 1945*”, Brussel, Koninklijke Militaire School

In de eerste stap zou een conventionele Russische aanval bestreden worden met conventionele NAVO-troepen. Indien de conventionele oorlog zou dreigen uit te lopen op een Sovjetoverwinning, zou er worden overgegaan naar de tweede fase van de strategie. Een massale inzet van nucleaire wapens zou namelijk uitblijven in de tweede fase, maar het gebruik van “tactische” nucleaire wapens zou een feit zijn. Dit zou de USSR voor een dilemma plaatsen: de conventionele aanval afblazen of zelf ook nucleaire wapens inzetten, wat zou leiden tot de derde stap in de NAVO-doctrine: algemene vergelding met nucleaire wapens.<sup>45</sup> Met het einde van de Koude Oorlog verdween de belangrijkste nucleaire dreiging voor de NAVO en de Verenigde Staten. De Clinton Administratie hield tijdens de jaren negentig vast aan de nucleaire afschrikking ten einde een eventuele nieuwe Russische dreiging het hoofd te kunnen bieden en als schild tegen de verschillende globale dreigingen waarmee de V.S. geconfronteerd zouden kunnen worden.

De Administratie Bush veranderde deze doctrine in deze zin dat Rusland niet langer als een tegenstander werd beschouwd. In 2002 verklaarde ze dat Rusland slechts een minimale dreiging vormt in vergelijking met de voormalige Sovjet-Unie. De nadruk kwam te liggen op het in stand houden van een nucleair arsenaal dat op een geloofwaardige wijze een breed spectrum aan dreigingen kan afschrikken, van massavernietigingswapens tot enorme conventionele troepenconcentraties.<sup>46</sup> Deze strategie is vooral gericht tegen terroristen en schurkenstaten die, in tegenstelling tot de Sovjet-Unie, volgens Bush en Rumsfeld veel meer in staat zijn irrationeel te handelen. Volgens Bush is de strategie van de “tailored deterrence” de meest aangewezen manier om dreigingen gericht tegen de Verenigde Staten en zijn bondgenoten het hoofd te kunnen bieden. “Tailored deterrence” bestaat eruit dat de soorten nucleaire wapens en hun inzet zal afgewogen worden om aan de specifieke capaciteiten en doelen van een, eventueel toekomstige, tegenstander te kunnen beantwoorden.<sup>47</sup>

### 2.2.2 Rusland

Tot en met 1960 werd het nucleair wapen in de Sovjet-Unie simpelweg beschouwd als een bom met een grotere explosieve kracht. In 1960 verklaart Krushchev dat er een nieuwe militaire eenheid werd opgericht: de strategische rakettenmacht.

<sup>45</sup> “*Nuclear Weapons: A Comprehensive Study*”, United Nations, Department for Disarmament Affairs, Study Series 21, New York, 1991, p 43 en 44

<sup>46</sup> D. RUMSFELD, “*Annual Report to the President and the Congress*”, Washington, U.S. Department of Defense, 2002, p 83

<sup>47</sup> “*Quadrennial Defense Review Report*”, U.S. Department of Defense, 6 februari 2006, p 49

In 1961 waren er indicaties dat ook de Sovjet-Unie de concepten “afschrikking” en “massale vergelding” had overgenomen, want de Russische Minister van Defensie, Malinovsky, verklaarde dat een wereldoorlog onvermijdelijk de vorm zou aannemen van een nucleaire rakettenoorlog.<sup>48</sup> De doctrine van de “flexible response” van de NAVO in de jaren zestig, maakte het voor de Sovjet-Unie duidelijk dat ook zij hun nucleaire strategie moesten herzien. Nucleaire wapens waren nog steeds het wapen dat de beslissingsgevende factor vormde in het uitvechten van een oorlog, maar enkel met conventionele troepen en wapens kon een oorlog worden gewonnen (een massale nucleaire oorlog zou immers het einde van zowel Rusland, als de NAVO-lidstaten betekenen). Vanaf 1965 tot 1966 heerste er een gevoel in de USSR, net zoals bij de NAVO-lidstaten, dat een nucleaire oorlog geografisch beperkt kon blijven.<sup>49</sup> Sinds 1959 sprak Krushchev vaak over de gevolgen van een eventuele nucleaire oorlog met het Westen. De gevolgen van een oorlog zouden verschrikkelijk zijn voor de mensheid in zijn geheel: een oorlog zou alles, wat in de loop van de geschiedenis werd gecreëerd, vernietigen.<sup>50</sup> In 1982 werd er officieel verklaard dat de USSR nooit als eerste nucleaire wapens zou inzetten in gelijk welk conflict.

In 1987 werd een nieuwe militaire doctrine aangenomen door de Sovjet-Unie en de andere lidstaten bij het Warschaupact

Deze doctrine stelde voorop dat het Warschaupact:

- nooit, in geen enkel geval, een militaire actie zou ondernemen behalve indien ze zelf het slachtoffer worden van een gewapende aanval;
- nooit als eerste nucleaire wapens zouden inzetten;
- geen territoriale claims hebben ten opzichte van andere Staten;
- geen enkele Staat of Volk als vijand beschouwd.<sup>51</sup>

Toch hield Rusland er een groot nucleair arsenaal op na. Volgens Yevgeny Shaposhnikov<sup>52</sup> was het nucleair arsenaal van Rusland een nodige capaciteit die de Staat in machte stelt, in geval van agressie, de tegenstander onacceptabele verliezen toe te brengen en zijn militaire acties een halt toe te roepen. Het is in deze context dat nucleaire wapens een vooraanstaande rol bleven spelen in de Russische militaire doctrine.

<sup>48</sup> “*Nuclear Weapons: A Comprehensive Study*”, United Nations, Department for Disarmament Affairs, Study Series 21, New York, 1991, p 44 en 45

<sup>49</sup> Ibid., p 45 en 46

<sup>50</sup> “*Khrushchev on nuclear strategy (Reference Title: Caesar XI.-60)*”, Central Intelligence Agency, 19 januari 1960 Terug te vinden op de site van de CIA: <http://www.foia.cia.gov/CPE/CAESAR/caesar-26.pdf>

<sup>51</sup> Ibid. p, 46

<sup>52</sup> In 1990 was hij de commandant van de Sovjet luchtmacht, van 23 augustus 1991 tot 21 december 1991 Minister van Defensie van de Sovjet-Unie en van 1991 tot 1993 commandant van de krijgsmacht van het Gemenebest van Onafhankelijke Staten

In december 1992 werd door het Russische Congres van Volksafgevaardigden beslist dat de militaire doctrine van Rusland op twee peilers diende te berusten: een aanval tegen Rusland ontraden door de aanwezigheid van strategische nucleaire wapens en mobiele en flexibele conventionele troepen uitgerust met precisiewapens. Het riep het Russische Parlement op de nodige wetgeving en militaire politiek op te stellen die deze doelstellingen beaamden. In 1993 was de nieuwe Russische nucleaire doctrine een feit en werd van het, sinds in 1982 in voege zijnde, principe van “niet eerste gebruik” afgeweken. Rusland beschouwde geen enkel land nog als een mogelijke tegenstander, maar toch werden een aantal zones rond de Russische grens als mogelijke inzetgebieden bestempeld, voornamelijk in de richting van een toekomstige NAVO-uitbreiding. Het afwijken van het principe van “niet eerste gebruik” was volgens Rusland noodzakelijk omdat nucleaire wapens een afschrikkingmiddel waren geworden voor het nieuwe regime en niet zozeer een inzetbaar wapen. Indien noodzakelijk moest Rusland in staat kunnen zijn als eerste nucleaire wapens in te zetten, moest de militaire noodzaak hiervoor bestaan. Belangrijk is dat de nadruk in de nieuwe doctrine verschoof van strategische naar tactische nucleaire wapens: volgens Rusland was het inzetten van strategische nucleaire wapens praktisch denkbaar daar de represailles ontoelaatbare verliezen zouden betekenen. De kern van deze doctrine is dus dat strategische nucleaire wapens nog steeds beschouwd werden als een afschrikkingmiddel en dat tactische nucleaire wapens een inzetbaar gegeven werden. Na de gebeurtenissen in Kosovo van 1999 en de NAVO-uitbreiding werd door de nieuwe president van Rusland een nieuw strategisch concept uitgewerkt met het oog op de gegarandeerde veiligheid, zowel economisch, sociaal en militair. In januari 2000 werd het nieuwe Russische “Nationaal Veiligheidsconcept<sup>53</sup>” goedgekeurd door president Poetin en gepubliceerd. Deze verlaagd de drempel om over te gaan tot het gebruik van nucleaire wapens en komt dicht in de buurt van de doctrine van “flexible response” die tijdens de jaren zestig door de V.S. en de NAVO werden gehanteerd. Het idee is dat het gebruik van nucleaire wapens niet noodzakelijkerwijze een nucleaire aanval tegen Rusland of haar geallieerden inhoud, ook een conventionele aanval kan worden afgeslaan met nucleaire wapens:

“The Russian Federation reserves the right to use nuclear weapons in response to the use of nuclear or other weapons of mass destruction against it and (or) its allies, as well as in response to large-scale aggression utilizing conventional weapons in situations critical to the national security of the Russian Federation.<sup>54</sup>”

<sup>53</sup> “2000 Russian National Security Concept”, de [vanuit het Russisch vertaalde] tekst is terug te vinden op de site van de Permanent Representation of the Russian Federation to the Council of Europe  
<http://www.russiaeurope.mid.ru/russiastrat2000.html>

<sup>54</sup> “Russia’s Military Doctrine”, Arms Control Association, mei 2000  
[http://www.armscontrol.org/act/2000\\_05/dc3ma00](http://www.armscontrol.org/act/2000_05/dc3ma00)

Uiteraard dient hier wat tussen de regels worden gelezen, want wat is nu juist “nationale veiligheid”? Het is duidelijk dat Rusland deze ziet in een aantasting van haar belangen, niet enkel binnen de eigen grenzen. In 2008 werd in Rusland een gigantische militaire oefening, de grootste sinds de implosie van de Sovjet-Unie, gehouden. Hoewel er geen vijand werd gespecificeerd, was het volgens Amerikaanse experts in Moskou en de V.S. duidelijk dat de oefening gericht was tegen een denkbeeldige Amerikaans geleide NAVO-aanval tegen Rusland. Op het einde van de oefening werd er vanuit gegaan dat de conventionele Russische troepen overrompeld waren door de NAVO-troepenmacht en werden er drie ICBM's gelanceerd.<sup>55</sup> Deze oefening toont duidelijk aan dat Rusland vlugger en gemakkelijker overgaat tot het inzetten van nucleaire wapens en via een moderniseringsprogramma voor het leger terug haar oude positie van supermacht wil innemen.

### 2.2.3 China

Het principe van “niet eerste gebruik” van nucleaire wapens wordt door China gehandhaafd sinds 1964. In 1995 breidde de Chinese overheid dit principe uit met negatieve veiligheidsgaranties: er zou niet bedreigd worden gebruik te maken, of effectief gebruik te maken, van nucleaire wapens tegen een nietnucleaire wapenstaat of nucleair vrije zones.

Dit is van toepassing op alle nietnucleaire wapenstaten die Partij zijn bij het Non Proliferatieverdrag en nietnucleaire wapenstaten geen Partij bij het NPV, maar die via internationaal bindende overeenkomsten afzien van de vervaardiging of acquisitie van nucleaire wapens.<sup>56</sup>

In december 2006 gaven de Chinese autoriteiten de nationale veiligheidsstrategie vrij voor iedereen via publicatie op het internet.<sup>57</sup> De enorme economische vooruitgang die China de laatste jaren kent, maken het mogelijk het leger en het gebruikte materiaal drastisch te moderniseren. Dit leidt dus onvermijdelijk tot spanningen met de twee andere grote machten, Rusland en de Verenigde Staten. Het is de wens van de Chinese overheid duidelijk te maken aan de internationale gemeenschap dat de “opkomst” van China vreedzaam is. Ze trachten via dialoog en internationale samenwerking de vrede en stabiliteit in Zuidoost-Azië en de wereld te garanderen. De aandacht die aan nucleaire wapens wordt geschonken in de nationale veiligheidstrategie van China is op zijn minst kort te noemen in vergelijking met de rest van de tekst. Op zich stelt dit geen enkel probleem, daar uit deze korte passage de rol die nucleaire wapens spelen voor China meer dan duidelijk wordt.

<sup>55</sup> “Russia is striving to modernize its military”, The Washington Post, 19 oktober 2008

<http://www.nytimes.com/2008/10/20/world/europe/20military.html?partner=rssnyt>

<sup>56</sup> “China’s national statement on security assurances”, 5 april 1995, terug te vinden op de site van The Nuclear Threat Initiative <http://www.nti.org/db/China/engdocs/npt0495a.htm>

<sup>57</sup> “China’s National Defense in 2006”, Information Office of the State Council of the People’s Republic of China, Peking, december 2006

<http://www.china.org.cn/english/features/book/194421.htm>

De inzet van nucleaire wapens is enkel te rechtvaardigen als verdedigingsmiddel indien een nucleaire aanval gericht wordt tegen China, dit impliceert dus dat ze strikt het principe van “niet eerste gebruik” toepassen. Dit principe is belangrijk voor de Chinese overheid, daar er verder wordt vermeld in de veiligheidsstrategie dat deze te allen tijde en onder gelijk welke omstandigheden van toepassing is. Het komt er dus op neer dat een grootschalige conventionele aanval tegen China niet beantwoord zal worden met nucleaire wapens. Verder legt China zichzelf op nooit nucleaire wapens in te zetten of te dreigen met inzet tegen een niet-nucleaire wapenstaat of in nucleair vrije zones.

“Pursuing a self-defensive nuclear strategy. China's nuclear strategy is subject to the state's nuclear policy and military strategy. Its fundamental goal is to deter other countries from using or threatening to use nuclear weapons against China. China remains firmly committed to the policy of no first use of nuclear weapons at any time and under any circumstances. It unconditionally undertakes not to use or threaten to use nuclear weapons against non-nuclear-weapon states or nuclear-weapon-free zones, and stands for the comprehensive prohibition and complete elimination of nuclear weapons. China upholds the principles of counterattack in selfdefense and limited development of nuclear weapons, and aims at building a lean and effective nuclear force capable of meeting national security needs. It endeavors to ensure the security and reliability of its nuclear weapons and maintains a credible nuclear deterrent force. China's nuclear force is under the direct command of the Central Military Commission (CMC). China exercises great restraint in developing its nuclear force. It has never entered into and will never enter into a nuclear arms race with any other country.<sup>58</sup>”

De vraag kan echter worden gesteld of deze ontradingsstrategie enige geloofwaardigheid heeft. Indien de conventionele troepenmacht van China overrompeld zou worden door een niet-nucleaire wapenstaat, zou China volgens hen strategie niet overgaan tot de inzet van nucleaire wapens. Op deze manier wordt het duidelijk dat China geen schrik heeft van niet-nucleaire wapenstaten in de wereld, hun nucleair arsenaal is dus voornamelijk gericht tegen een mogelijke Russische of Amerikaanse dreiging. China beschouwt niet-kernwapenstaten, die afzien van het ontwikkelen van nucleaire wapens, als een hoeksteen ter preventie van nucleaire proliferatie en nucleaire ontwapening. Het niet dreigen met nucleaire wapens tegen nietkernwapenstaten verhoogt voor deze Staten het veiligheidsgevoel en verlaagt op deze manier een eventuele ambitie om nucleaire wapens te verwerven. Nietkernwapenstaten hebben volgens China elk recht te eisen niet bedreigd te worden met nucleaire wapens en dat de eventuele garanties, gegeven door de kernwapenstaten, juridisch bindend zijn.<sup>59</sup>

<sup>58</sup> Ibid., Chapter II: National Defense Policy

<sup>59</sup> H. E. Mr. Cheng JINGYE, Ambassador for Disarmament Affairs of China, at the Plenary of the Conference on Disarmament, “*Statement on Security Assurances for non-nuclear-weapon States*”, Permanent Mission of the People’s Republic of China to the United Nations Office at Geneva and other International Organizations in Switzerland, 03 augustus 2006 <http://www.china-un.ch/eng/cjkk/speech/t266409.htm>



## 2.2.4 Frankrijk

Frankrijk heeft sinds 1960 altijd een onafhankelijke koers gevaren aangaande nucleaire doctrine. In 1958 kwam Charles De Gaulle terug aan de macht in Frankrijk en vond dat de NAVO teveel overheerst werd door de Verenigde Staten. De Fransen wilden al voor 1960 een onafhankelijke nucleaire koers varen: in 1956 voelde Frankrijk zich tijdens de Suez crisis bedrogen door de Verenigde Staten. Het is slechts na de herverkiezing van de Gaulle dat Frankrijk uit de militaire structuur van de NAVO stapte en op deze manier het Franse nucleaire arsenaal ontrok aan de nucleaire NAVO doctrine.<sup>60</sup> Een eigen, onafhankelijke, nucleaire capaciteit, de “Force de Frappe”, die enkel zou dienen om Frankrijk te verdedigen en een aanval door de Sovjet-Unie tegen Frankrijk af te raden, waren de belangrijkste punten voor De Gaulle. Deze strategie zou gedurende lange tijd de heersende politiek van Frankrijk zijn. Volgens Valéry Giscard d’Eistang was het objectief, voor wat betreft de strategische slagkracht van Frankrijk, in staat te zijn om 40% van de economische kracht van de Sovjet-Unie te vernietigen. Niettegenstaande bleef het nucleair arsenaal van Frankrijk een “defensieve” capaciteit: ze was er voornamelijk op gericht een, nucleaire of conventionele, aanval af te raden. Wat wel belangrijk is, is dat Frankrijk steeds het principe van “eerste gebruik” hanteerde. Indien er een aanval tegen Frankrijk zou zijn, was deze bereid onmiddellijk over te gaan tot het strategisch inzetten van nucleaire wapens. Het principe hier is echter dat de toe te brengen schade aan de tegenstander maximaal moet zijn: “counterforce-strikes” behoorden absoluut niet tot de mogelijkheden. Het inzetten van nucleaire wapens in de Franse visie bestaat erin zoveel mogelijk burgerslachtoffers te maken en de economische infrastructuur te vernietigen. Het gebruik van nucleaire wapens was dus niet gradueel of aangepast aan de gebruikte agressie, maar onmiddellijk, volledig en allesvernietigend. In het eerste Witboek van de Franse Defensie uit 1972 staat:

“[...] prévention de la guerre et défense des intérêts vitaux du pays par la menace de dommages inacceptables pour l’adversaire, principe de stricte suffisance.<sup>61</sup>”

In 1994 kwam er een tweede Witboek en werd de nucleaire strategie aangepast aan de nieuwe dreigingen waarmee Frankrijk werd of kon worden geconfronteerd. Wel wordt duidelijk uit het tweede Witboek dat de Fransen zelf geen idee hadden van mogelijke nieuwe bedreigingen, Frankrijk bevond zich in een “transitieperiode”:

“[...] La menace précise et identifiée ne s’incarne plus dans un adversaire, un espace, ni un Pacte. Notre sécurité n’en est pas moins exposée, soit que des risques apparaissent, soit qu’on en présente de nouveaux, soit que l’on redoute la réapparition de dangers qu’on avait pu croire, un moment, éloignés.<sup>62</sup>”

<sup>60</sup> Prof. Dr. L. DEVOS, “*Internationale tegenstellingen na 1945*”, Brussel, Koninklijke Militaire School

<sup>61</sup> “*La politique de défense (1994-2003): La dissuasion nucléaire*”, La Vie Publique  
<http://www.vie-publique.fr/politiques-publiques/politique-defense/choix-strategiques/>

<sup>62</sup> “*Livre Blanc sur la Défense de 1994*”, p 4

“Dans cette période de transition, il est à la fois vital et difficile de distinguer les facteurs déterminants pour la défense de la France, dans l’Europe, de définir ses principaux objectifs et les moyens de les atteindre.<sup>63</sup>” De Franse politiek van nucleaire ontrading vond zijn oorsprong tijdens de Koude Oorlog en met het wegvallen van de Sovjetbedreiging was het noodzakelijk de rol die nucleaire wapens kenden in de Franse veiligheidsstrategie te herbekijken. De toekomst van de Franse nucleaire ontradingspolitiek moest worden afgewogen tegen de politiek-strategische ontwikkelingen.<sup>64</sup> Hierdoor kregen nucleaire wapens een aanzienlijk minder belangrijke rol in het Witboek van 1994. Door de Tweede Golfoorlog in 1991 werd het Frankrijk duidelijk dat ze, in vergelijking met de Verenigde Staten, ver achterstonden op conventioneel vlak. De rode draad door het tweede Witboek is dus dat nucleaire wapens nog steeds fundamenteel zijn als ontradingsmiddel voor een aanval tegen Frankrijk, maar dat de conventionele troepen beter moeten worden uitgerust en dat er moet worden overgestapt naar een professioneel leger.<sup>65</sup> In 2001 kondigde president Chirac aan dat regionale machten eveneens het doelwit konden worden van een Franse nucleaire aanval indien deze de vitale belangen van Frankrijk aantasten of een aanval lanceerden. In januari 2006 werd de nucleaire doctrine van Frankrijk uitgebreid en verklaarde toenmalig president Chirac dat Staten die terroristen huisvesten het doel kunnen worden van een nucleaire aanval indien deze “Etats voyous” de vitale belangen van Frankrijk bedreigen. Doch dient te worden vermeld dat Frankrijk het gebruik van nucleaire wapens enkel overweegt tegen Staten en niet tegen bepaalde groepen, zoals Al-Qaeda. Een veel belangrijkere verandering is dat het concept van “countervalue” niet langer geldig is: Frankrijk zal dus niet meer toeslaan met nucleaire wapens op grote bevolkingscentra, maar tegen de machtcentra van de tegenstander:

“Contre une puissance régionale, notre choix n'est pas entre l'inaction et l'anéantissement. La flexibilité de nos forces stratégiques nous permettrait d'exercer notre réponse directement sur ses centres de pouvoir, sur sa capacité à agir», a ajouté le chef de l'Etat. L'idée n'est plus, comme à l'époque de la guerre froide, d'utiliser des armes nucléaires pour raser des villes, mais pour «décapiter» les régimes en place.<sup>66</sup>” Op 21 maart 2008 verklaarde de Franse president Sarkozy, bij de inhuldiging van een nieuwe nucleaire onderzeeër, dat het nucleair arsenaal enkel van defensieve aard is. Het is enkel in extreme gevallen van wettige verdediging, zoals beschreven in Art. 51 van het Handvest van de VN, dat het gebruik van nucleaire wapens te rechtvaardigen is.

<sup>63</sup> Ibid.

<sup>64</sup> Ibid., p 7

<sup>65</sup> P. BONIFACE, “French Nuclear Weapons Policy After the Cold War”, *Institut des Relations Internationales et Stratégiques*, 1998, p 14

<sup>66</sup> “Allocution de M. Jacques CHIRAC, Président de la République, lors de sa visite aux forces aériennes et océanique stratégiques, Ile Longue (Finistère)”, 19 januari 2006  
<http://www.elysee.fr> (Archives de la Présidence de M. Jacques CHIRAC 1995-2007)

Het is dan ook cruciaal volgens de president dat Frankrijk een arsenaal op punt houdt dat in staat is elke potentiële tegenstander af te raden om acties te ondernemen tegen de Franse vitale belangen. Verder stelt Sarkozy dat de primaire doelwitten van een nucleaire aanval de politieke, economische en militaire machtcentra zijn van een tegenstander.<sup>67</sup> Groot-Brittannië heeft reeds vanaf het eerste ogenblik dat ze een nucleair wapen tot ontploffing bracht zeer nauw samengewerkt met de Verenigde Staten. Op 3 juli 1958 tekenden beide landen “The Agreement for Cooperation on the Uses of Atomic Energy for Mutual Defense Purposes<sup>68</sup>” en op basis van deze overeenkomst werken de Verenigde Staten en Groot-Brittannië al vijftig jaar samen op het gebied van wapenontwerp.

### 2.2.5 Groot-Brittannië

Eveneens is het Britse nucleair arsenaal toegewezen aan de NAVO en is deze bijgevolg ook volledig geïntegreerd in de planning van de Alliantie. Uiteraard behoudt Groot-Brittannië zich het recht haar nucleaire wapens onafhankelijk van de NAVO in te zetten indien haar vitale belangen worden aangevallen.<sup>69</sup> “Deterrence”, zowel op conventioneel als nucleair vlak, blijft voor Groot-Brittannië belangrijk en noodzakelijk om de stabiliteit in Europa te blijven waarborgen. Niettegenstaande is de Koude Oorlog voorbij en berust Groot-Brittannië minder op de nucleaire optie. In 1996 werd er beslist over te gaan tot een vermindering van het nucleair arsenaal met 21% tegen het einde van 1998. Verder verklaarde de Britse overheid dat het onverantwoordelijk zou zijn het volledig Britse arsenaal te ontmantelen, daar het een goed uitgewerkt systeem van “ontrading” blijft vertegenwoordigen. Nucleaire ontmanteling behoort zeker tot de opties, maar enkel indien er in Europa een nieuwe en betrouwbare vorm ter bescherming van de vrede en stabiliteit komt.<sup>70</sup> oor het Britse Parlement verklaarde Tony Blair<sup>71</sup> in 2006 dat voor Groot-Brittannië de nucleaire wapens de enige vorm van afschrikking zijn waarover de Staat beschikt. De Koude Oorlog is voorbij en de dreiging van de Sovjet-Unie is niet langer bestaande, maar niemand kan de toekomstige conventionele of nucleaire dreigingen tegenover Groot-Brittannië voorspellen aldus Blair. Verder dient de regering dus een onafhankelijke<sup>72</sup> nucleaire afschrikkingstrategie te behouden en zou unilaterale ontwapening onverantwoordelijk zijn. Er werd een studie uitgevoerd naar de mogelijkheden waarover Groot-Brittannië beschikte voor het afleveren van nucleaire wapens.

<sup>67</sup> “Discours de M. le Président de la République à l’occasion de présentation de SNLE Le Terrible”, Cherbourg, 21 maart 2008 <http://www.elysee.fr/edito/index.php?id=51>

<sup>68</sup> Tekst terug te vinden op de website van de “British American Security Information Council” <http://www.basicint.org/nuclear/1958MDA.htm>

<sup>69</sup> “Statement of the Defence Estimates (SDE)”, Chapter 1 – Defence Policy, § 153 <http://www.archive.official-documents.co.uk/document/mod/defence/defcont.htm>

<sup>70</sup> Ibid., § 154

<sup>71</sup> “Blair’s Trident statement in full”, BBC News, 4 december 2006 [http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk\\_news/politics/6207584.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/politics/6207584.stm)

Volgens de studie en de regering waren ICBM's niet mogelijk voor Groot-Brittannië wegens de, in vergelijking met andere nucleaire machten, kleine oppervlakte van het land. Nucleaire cruise missies afleveren met vliegtuigen zou simpelweg te duur zijn, daar nucleaire cruise missies aan subsonische snelheid vliegen en dus een speciaal vliegtuig vereisen. Nucleaire wapens aan boord van een oppervlakteschip plaatsen was een mogelijke oplossing, maar werd niet gunstig bevonden daar oppervlakteschepen een gemakkelijk doelwit vormen. De beste oplossing was dus het gebruik van SLBM's, heden ten dage ook de enige gebruikte afleveringsmethode in Groot-Brittannië. Blair verklaarde dat de nucleaire optie enkel in het extreme geval van zelfverdediging kon worden gebruikt, maar dat het nucleaire arsenaal<sup>73</sup> dient te worden onderhouden en gemoderniseerd. In 2024 zouden twee van de vier duikboten, in gebruik als lanceerplatform voor nucleaire wapens, na een verlengde levensduur, uit vaart dienen te worden genomen. Het zou Groot-Brittannië ongeveer zeventien jaar kosten een nieuwe duikboot te ontwerpen, te bouwen en in de vaart te brengen. Volgens Blair was het dus noodzakelijk dat er in 2007 een beslissing werd genomen om de noodzakelijke financiële middelen ter beschikking te stellen, daar twee duikboten onvoldoende waren om de gegarandeerde patrouille<sup>74</sup> staande te houden. Deze goedkeuring is er ook gekomen en eveneens werd er beslist om na 2040 wederom zeer nauw samen te werken met de Verenigde Staten in het ontwikkelen van nieuwe kernkoppen, maar dat deze in Groot-Brittannië zouden worden gebouwd.<sup>75</sup>

## 2.2.6 India

Snel na de onafhankelijkheid van India in 1947 startte het land met een nucleair programma. In eerste instantie was het programma erop gericht de welvaart van India te garanderen door civiele toepassingen. In de jaren vijftig was er ook weinig bewijs dat India interesse had in een nucleair wapenprogramma.<sup>76</sup> Tijdens de regeerperiode van Eerste Minister Lal Bahadur Shastri tussen 1964 en 1966 stond India voor het dilemma over het al dan niet opstarten van een nucleair wapenprogramma en dit ten gevolge van de nucleaire test van China in 1964.<sup>77</sup> China vormde op dat ogenblik de grootste bedreiging voor India: er was in 1962 een grensoorlog uitgebroken tussen India en China en deze oorlog resulteerde in een overwinning voor de laatste.

<sup>72</sup> Met onafhankelijk wordt bedoeld operationele onafhankelijkheid: niet afhankelijk van andere landen voor lanceercodes, satellieten, toestemming om te lanceren, onderhoud van de systemen, enzovoort

<sup>73</sup> Blair bedoelde hiermee werkelijk alles: het lanceerplatform (Vanguard-klasse duikboten), de afleveringsvector (SLBM's van het type Trident) en de kernkoppen

<sup>74</sup> Er is continue één duikboot, met 48 kernkoppen op 16 missies, op patrouille

<sup>75</sup> "Q&A: Trident replacement", BBC News, 14 maart 2007. [http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk\\_news/politics/4805768.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/politics/4805768.stm)

<sup>76</sup> KASTURI B., "The Role of Nuclear Weapons in Strategic Thinking and Military Doctrines: India"

In "Nuclear Weapons Into the 21<sup>st</sup> Century", Volume 8, Studies in Contemporary History and Security Policy, Bern, 2001, p 137

<sup>77</sup> Ibid., p 138

India probeerde continue veiligheidsgaranties van de Verenigde Staten en Groot-Brittannië te bekomen om zo zelf geen nucleaire wapens te moeten ontwikkelen en fabriceren. Toen bleek dat deze garanties vruchteloos bleken werd er onder de regeerperiode van Shastri beslist een “subterreanean nuclear explosives programme” op te richten. De beslissing een nucleaire test uit te voeren bleef echter op zich wachten. Het is pas in 1972 dat Eerste Minister Indira Gandhi haar fiat gaf voor de eerste nucleaire test van India, niet verassend in de periode kort na de oorlog met Pakistan in 1971.<sup>78</sup> De “vreedzame” test had plaats in 1974 en na een periode van 24 jaar zette India in 1998 de nucleaire testen verder.<sup>79</sup> In augustus 1999 kwam er een “Draft Report of the National Security Advisory Board on Indian Nuclear Doctrine”. In een eerste instantie distantieerde de Indische overheid zich van dit document en noemde het een mogelijke Indische doctrine. De tekst werd in januari 2003 officieel bevestigd als zijnde de Indische nucleaire doctrine. Deze stelt dat India over een geloofwaardig minimum nucleair arsenaal dient te beschikken met als doel een afschrikkingspolitiek te kunnen voeren.<sup>80</sup> India verklaart dat het niet als eerste een nucleaire aanval zal inzetten, maar dat het wel met een “strafverging” zal reageren indien afschrikking faalt.<sup>81</sup> Verder zal India geen nucleaire wapens inzetten of dreigen met het gebruik van deze wapens tegen een niet-kernwapenstaat die niet verbonden is met een kernwapenstaat.<sup>82</sup> Er dient te worden vermeld dat India zich het recht voorhoudt nucleaire wapens in te zetten als vergelding tegen een aanval met chemische of biologische wapens tegen de Staat.<sup>83</sup> Uit deze verklaring is dus duidelijk af te leiden dat India een nauwe kijk heeft op het concept “no-first strike”: een biologische of chemische aanval kan echter beantwoord worden met een nucleaire aanval.

### 2.2.7 Pakistan

Het streven van Pakistan om nucleaire wapens te verwerven is hoofdzakelijk ingegeven door de angst van een Indische overheersing: India is demografisch, economisch en militair veel sterker dan Pakistan. Vanaf de onafhankelijkheid van India en Pakistan in 1947 hebben beide Staten al verschillende oorlogen uitgevochten met elkaar: in 1947, 1965, 1971 en een gewapend conflict van minder grote proportie dan de andere in 1999.

<sup>78</sup> Ibid., p 138

<sup>79</sup> J. CIRINCIONE, J.B. WOLFSTHAL, M. RAJKUMAR, “*Deadly Arsenal: Nuclear, Biological and Chemical Threats*”, Carnegie Endowment for International Peace, 2005, p 225

<sup>80</sup> “*Draft Report of the National Security Advisory Board on Indian Nuclear Doctrine*”, Hoofdstuk 2, § 3 De tekst is terug te vinden op de site van de Indische Ambassade in de Verenigde Staten.

[http://www.indianembassy.org/policy/CTBT/nuclear\\_doctrine\\_aug\\_17\\_1999.html](http://www.indianembassy.org/policy/CTBT/nuclear_doctrine_aug_17_1999.html)

<sup>81</sup> Ibid., § 4

<sup>82</sup> Ibid., § 5

<sup>83</sup> K. BOYD, “*India Establishes Formal Nuclear Command Structure*”, Arms Control Today, januari-februari 2003 [http://www.armscontrol.org/act/2003\\_01-02/india\\_janfeb03](http://www.armscontrol.org/act/2003_01-02/india_janfeb03)

De oorlogen van 1947, 1965 en 1999 waren allemaal voor het gebied Kashmir en de oorlog van 1971 was een Pakistaanse reactie op de steun die India verleende aan de onafhankelijkheidsstrijd van Oost-Pakistan<sup>84</sup>. Kort na de Indische overwinning in de oorlog van 1971, begon Pakistan aan een clandestien nucleair wapenprogramma. In het midden van de jaren tachtig beschikte Pakistan over een nucleaire capaciteit, maar testte pas nucleaire wapens op het einde van de maand mei in 1998, als een reactie op de Indische nucleaire proeven van 11 en 13 mei 1998.<sup>85</sup> Pakistan, net zoals Israël, heeft de nucleaire doctrine nog niet publiek toegankelijk gemaakt zoals de andere kernwapenstaten dit wel hebben gedaan. Wel zijn er aanwijzingen naar de nucleaire politiek van Pakistan door onofficiële verklaringen door Generaal Khalid Kidwai. De drempel voor de inzet van nucleaire wapens door Pakistan is volgens de Generaal de volgende: “Nuclear weapons are aimed solely at India; In case that deterrence fails, they will be used if:

- India attacks Pakistan and conquers a large part of its territory;
- India destroys a large part either of its land or air forces;
- India proceeds to the economic strangling of Pakistan, and
- India pushes Pakistan into political destabilization or creates a large scale internal subversion in Pakistan.<sup>86</sup>”

In de Pakistaanse nucleaire strategie staat dus een Indische dreiging centraal: Pakistan houdt de optie als eerste een nucleaire aanval te lanceren open en poogt zo een Indische agressie af te schrikken.<sup>87</sup> Uit deze onofficiële verklaring is af te leiden dat de nucleaire strategie van Pakistan zeer breed is te interpreteren en dus het risico op een nucleaire oorlog in de regio vergroot. Volgens de Generaal is er echter geen gevaar op een nucleaire oorlog tussen Pakistan en India omwille van het feit dat het beslissingsproces van beide Staten op een rationele wijze is gebaseerd. Verder stelt de Generaal dat India en Pakistan beiden zouden afzien van agressief gedrag die een nucleaire uitwisseling zou kunnen betekenen.<sup>88</sup> Eveneens wordt er in Pakistan geen aandacht geschonken aan een eventuele nucleaire vergeldingsactie van India ingeval van een Pakistaanse nucleaire aanval. Deze “lacune” in de Pakistaanse strategie is wederom ingegeven door het idee dat beide landen er een rationeel beslissingsproces op nahouden, die erop georiënteerd zal zijn een nucleaire oorlog te vermijden.<sup>89</sup>

<sup>84</sup> Nu de onafhankelijke Staat Bangladesh

<sup>85</sup> J. CIRINCIONE, J.B. WOLFSTHAL, M. RAJKUMAR, “*Deadly Arsenals: Nuclear, Biological and Chemical Threats*”, Carnegie Endowment for International Peace, 2005, p 240

<sup>86</sup> P. RAMUSINO en M. MARTELLINI, “*Nuclear safety, nuclear stability and nuclear strategy in Pakistan*”, Milaan, Istituto Nazionale de Fisica Nucleare, p 5  
<http://lxmi.mi.infn.it/~landnet/Doc/pakistan.pdf>

<sup>87</sup> ZAMAN I., “Living with a nuclearized South Asia: rethinking disarmament and security” In “*Disarmament Forum: India and Pakistan: Peace by piece*”, Vol 2, 2004, p 52

<sup>88</sup> Ibid., p 11

<sup>89</sup> Ibid., p 11

## 2.2.8 Israël

De Israëlische keuze voor een nucleaire afschrikkingspolitiek is gebaseerd op twee factoren. Ten eerste, het gebrek aan strategische diepte in Israël om een conventionele aanval te “absorberen” en adequaat te reageren. Ten tweede, het overwicht aan militair personeel en materiaal van de Arabische burens, waarvan velen nog steeds niet het bestaansrecht van Israël hebben erkend.<sup>90</sup>

Er kan dus worden gesteld dat de ambitie van Israël om nucleaire wapens te verkrijgen bijna even oud is als de Staat zelf. In 1956-1957 begint het nucleaire wapenprogramma van Israël en hiervoor werkt het land zeer nauw samen met Frankrijk: de Suez crisis en het toenemend Arabisch nationalisme zorgden ervoor dat beide Staten samen werkten. Frankrijk beloofde, in het geheim, Israël bij te staan in de ontwikkeling van nucleaire wapens en voor de levering van een plutonium producerende reactor.<sup>91</sup> In 1968 weigerde Israël toe te treden tot het NPV en tijdens een officieel bezoek van de Israëlische Eerste Minister, Golda Meir, aan de Verenigde Staten in 1969 legde Meir uit aan president Nixon waarom Israël nucleaire wapens had ontwikkeld. Nixon accepteerde het standpunt van Israël, mede doordat Israëlische nucleaire wapens reeds een “fait accompli” waren.<sup>92</sup>

De continue dreiging waarmee Israël wordt geconfronteerd zorgt ervoor dat de Staat blijft vasthouden aan een niet conventioneel wapenarsenaal als afschrikking voor eventuele aanvallen.

Er is niet veel geweten over Israëls nucleaire capaciteit en wat er is geweten is vooral gebaseerd op de onthullingen gedaan door een Israëlische nucleaire technicus, Mordechai Vanunu, in oktober 1986.<sup>93</sup> Volgens berekeningen van het “Institute for Science and International Security” heeft Israël genoeg materiaal voor 100 à 170 nucleaire wapens.<sup>94</sup>

Het belangrijkste aangaande Israëlische nucleaire wapens is de ontwikkeling van een capaciteit om kernwapens te lanceren vanaf onderzeeërs. In juli 2000 had Israël de drie Dolphin-klasse onderzeeërs geleverd gekregen van Duitsland en werd er overeengekomen dat er nog eens twee additionele onderzeeërs zouden worden geleverd in 2004. Eveneens heeft Israël de door de V.S. geleverde Harpoon-missiles aangepast voor het afleveren van kernkoppen. Op deze manier beschikt Israël over zowel de lanceerplatformen en de afleveringsvectoren voor een nucleaire “second-strike” capaciteit.<sup>95</sup>

<sup>90</sup> J. CIRINCIONE, J.B. WOLFSTHAL, M. RAJKUMAR, “*Deadly Arsenals: Nuclear, Biological and Chemical Threats*”, Carnegie Endowment for International Peace, 2005, p 265

<sup>91</sup> Ibid., p 264

<sup>92</sup> Ibid., p 266

<sup>93</sup> “*Revealed: The Secrets of Israel’s Nuclear Arsenal*”, The Sunday Times, 05 oktober 1986

<sup>94</sup> J. CIRINCIONE, J.B. WOLFSTHAL, M. RAJKUMAR, “*Deadly Arsenals: Nuclear, Biological and Chemical Threats*”, Carnegie Endowment for International Peace, 2005, p 259

<sup>95</sup> Ibid., p 263

## 2.3 Internationale ongerustheid omtrent nucleaire wapenprogramma's

### 2.3.1 Noord-Korea

Het nucleair wapenprogramma van Noord-Korea zou begonnen zijn in het midden van de jaren vijftig. In eerste instantie was het wapenprogramma niet offensief in aard, maar eerder een reactie op de nucleaire dreiging die uitging van de Verenigde Staten: Zuid-Korea kon immers rekenen op de bescherming van de Amerikaanse nucleaire paraplu. Nucleaire wapens waren voor Noord-Korea dan ook de meest aangewezen manier om een afschrikkingspolitiek te voeren ten aanzien van de Verenigde Staten. Eveneens waren kernwapens een tegengewicht voor een eventuele conventionele militaire superioriteit van het Zuiden.<sup>96</sup>

Niet enkel zijn de pogingen van Pyongyang om nucleaire wapens te verwerven, gedreven door militaire onveiligheid, er zijn eveneens politieke en diplomatieke redenen. Indien Noord-Korea over nucleaire wapens zou beschikken zou dit een zekere machtsstatus met zich meebrengen, die gebruikt zou kunnen worden als hefboom in gesprekken met de internationale gemeenschap. Een andere reden is dat met kernwapens het Noorden minder afhankelijk zou zijn geweest van de Sovjet-Unie en China. De relaties tussen de USSR en China waren, op zijn zachts uitgedrukt, verzuurd en sinds 1990 had de Sovjet-Unie diplomatieke relaties met Zuid-Korea. Eveneens werd de Sovjet-Unie in deze periode geleid door meer hervormingsgezinde politici en werden er pogingen ondernomen om de relaties met het Westen te ontspannen: de bescherming van de USSR ten aanzien van Noord-Korea was absoluut geen zekerheid meer.<sup>97</sup> Het Westen, en de Verenigde Staten in het bijzonder, hadden nooit echt aandacht geschonken aan de nucleaire ambities van Noord-Korea. Het is pas in 1989 dat Washington en Seoel, door middel van inlichtingen, te weten kwamen dat Noord-Korea er alles aan deed om nucleaire wapens te verwerven.<sup>98</sup> Het was, volgens inlichtingen, eveneens in 1989 dat Noord-Korea de, Sovjet geleverde, onderzoeksreactor voor ongeveer honderd dagen had stilgelegd. Dit zou voldoende tijd geven om de reactor te voorzien van nieuwe brandstofcellen en het plutonium te verwijderen.<sup>99</sup> Het is slechts in 1992 dat het IAEA begon met inspecties van de nucleaire installaties in Noord-Korea. Dit was enkel mogelijk nadat de Verenigde Staten hadden aangekondigd dat ze de Amerikaanse nucleaire wapens in Zuid-Korea, een 700-tal, zouden terugtrekken.<sup>100</sup>

<sup>96</sup> M.J. MAZARR, *North Korea and the Bomb: A Case Study in Nonproliferation*, New York, St-Martin's Griffin, 1995, p 17-18

<sup>97</sup> Ibid., p 18-19

<sup>98</sup> Ibid., p 35

<sup>99</sup> J. CIRINCIONE, J.B. WOLFSTHAL, M. RAJKUMAR, *Deadly Arsenals: Nuclear, Biological and Chemical Threats*, Carnegie Endowment for International Peace, 2005, p 259

<sup>99</sup> Ibid., p 284

<sup>100</sup> Ibid., p 285



Tijdens de inspecties van het IAEA<sup>101</sup> verklaarde Noord-Korea dat de reactor in 1989 te Yongbyon inderdaad was stilgelegd, maar dat dit nodig was om “beschadigde” brandstofcellen te vervangen. Volgens Noord-Korea was er slechts negentig gram plutonium<sup>102</sup> verwijderd tijdens dit proces en het IAEA kreeg ook toegang hiertoe. Na chemische analyse van het plutonium concludeerde het IAEA dat Noord-Korea over meer plutonium moest beschikken dan dat het aangegeven had. Inlichtingen overgemaakt aan het IAEA toonden aan dat het niet aangegeven plutonium zich zou bevinden op twee sites in de buurt van Yongbyon. Noord-Korea weigerde echter het IAEA volledige toegang te verlenen tot deze sites.<sup>103</sup> Het IAEA verzocht wel om een speciale inspectie voor de twee sites op 11 februari 1993, maar tien dagen daarna kondigde Noord-Korea officieel aan dat dit verzoek geweigerd werd. Op 12 maart 1993 stelde Noord-Korea de Partijen bij het NPV op de hoogte dat ze het Verdrag opzegden. Na onderhandelingen met de Verenigde Staten in juni 1993, ging Noord-Korea ermee akkoord niet uit het NPV te stappen, één dag voor de periode van negentig dagen waarop de opzegging van kracht zou worden.<sup>104</sup> De problemen rond het nucleair wapenprogramma van Noord-Korea bleven echter aanhouden: in mei 1994 werd er aangekondigd dat er zou worden overgegaan tot het verwijderen van de brandstofcellen uit de reactor te Yongbyon. De reactor bevatte op dat ogenblik ongeveer dertig kilogram plutonium, genoeg materiaal voor meerdere nucleaire wapens, en als het IAEA toegang zou krijgen tot de gebruikte brandstofcellen zou ze kunnen vaststellen of deze verwijderd waren in 1989. Het IAEA had driehonderd brandstofcellen, uit de ongeveer achtduizend die in de reactor aanwezig zijn, geselecteerd voor inspectie, maar inspecties werden hardnekkig geweigerd door Noord-Korea.<sup>105</sup> Op 21 oktober 1994 kwamen de Verenigde Staten en Noord-Korea tot een overeenkomst na maanden van onderhandelingen. Het Agreed Framework vereist dat Noord-Korea een Partij bij het NPV blijft en dat de IAEA safeguards volledig worden nageleefd nadat een belangrijk deel van de twee lichtwaterreactoren waren geleverd, maar voor de levering van onontbeerlijke nucleaire onderdelen. Noord-Korea werd dus door de overeenkomst verplicht te aanvaarden dat het IAEA nucleaire installaties inspecteerde.<sup>106</sup> In december 2002 kwam er een einde aan het “Agreed Framework”: de Verenigde Staten beschuldigden Noord-Korea ervan een uranium verrijkingsprogramma te hebben opgestart. De Verenigde Staten stopten met de leveringen, zoals beloofd in de overeenkomst, en in januari 2003 trok Noord-Korea zich terug uit het Non Proliferatieverdrag.

<sup>101</sup> Tussen 1992-1993 waren er zes officiële inspecties van het IAEA in Noord-Korea

<sup>102</sup> Ongeveer 1/40 van de benodigde hoeveelheid voor het vervaardigen van een nucleair wapen

<sup>103</sup> J. CIRINCIONE, J.B WOLFSTHAL, M. RAJKUMAR, “*Deadly Arsenals: Nuclear, Biological and Chemical Threats*”, Carnegie Endowment for International Peace, 2005, p 285-286

<sup>104</sup> Het nucleair Niet-Proliferatie Verdrag, 01 juli 1968, Art. 10

<sup>105</sup> J. CIRINCIONE, J.B WOLFSTHAL, M. RAJKUMAR, “*Deadly Arsenals: Nuclear, Biological and Chemical Threats*”, Carnegie Endowment for International Peace, 2005, p 286-287

<sup>106</sup> Ibid., p 287-188

Als reactie hierop werden de “Zespartijen-gesprekken<sup>107</sup>” gestart, maar deze leverden slechts een akkoord op in 2005. Volgens het akkoord van 2005 zou Noord-Korea het nucleair wapenprogramma opgeven, terug Partij worden bij het NPV en inspecties van het IAEA toelaten. Als “compensatie” zou Noord-Korea voedsel en energie geleverd krijgen. Niettegenstaande het akkoord verliepen de gesprekken moeizaam: de Verenigde Staten namen unilateraal acties, die ervoor zorgden dat de financiële middelen van Noord-Korea bevroren werden. Als reactie hierop testte Noord-Korea een aantal missiles en in oktober 2006 werd er een nucleaire test uitgevoerd. Het is slechts in 2007 dat Noord-Korea opnieuw deelneemt, onder Chinese druk, aan de gesprekken. In oktober 2007 was Noord-Korea ermee akkoord het nucleair wapenprogramma te ontmantelen in ruil voor humanitaire en economische hulp en een normalisatie van de diplomatieke betrekkingen. Noord-Korea begon met het ontmantelen van de reactor te Yongbyon en verleende de Verenigde Staten documenten aangaande het nucleair wapenprogramma.<sup>108</sup>

Begin april 2009 voerde Noord-Korea een test uit met een missile die, volgens de officiële verklaring, nodig was voor de lancering van een weersatelliet. De Veiligheidsraad veroordeelde de test sterk en eiste dat Noord-Korea geen verdere testen ondernam.<sup>109</sup> Hierop zette Noord-Korea alle inspecteurs van het IAEA het land uit, dreigden ze de “Zespartijen-gesprekken” te verlaten en het nucleair wapenprogramma te hervatten.<sup>110</sup>

### 2.3.2 Iran

Het gebruik van chemische wapens tijdens de Eerste Golfoorlog in de jaren tachtig is in grote mate verantwoordelijk voor het Iraanse streven naar het bezit van massavernietigingswapens. Dit vooral omdat geen enkele Staat Iran ter hulp is gekomen toen ze werden aangevallen met chemische wapens door Irak.<sup>111</sup> Sinds het verdwijnen van Saddam Hoessein in Irak ziet Iran het gebruik van onconventionele wapens als een mogelijk middel voor afschrikking tegen een eventuele invasie van de Verenigde Staten: dit hoofdzakelijk door de sterke aanwezigheid van de V.S. in de regio. Eveneens ziet Teheran massavernietigingswapens als een manier om de machtspositie en het prestige van Iran te verhogen in de Golfregio. Eveneens mag er niet uit het oog worden verloren dat Iran in een regio ligt waar Israël, Pakistan en India over nucleaire wapens beschikken.

<sup>107</sup> Rusland, Verenigde Staten, China, Japan, Zuid-Korea en Noord-Korea

<sup>108</sup> C. ZISSIS, J. BAJORIA, “*The Six-Party-Talks on North Korea’s Nuclear Program*”, Council on Foreign Relations, 2008 <http://www.cfr.org/publication/13593/>

<sup>109</sup> “*Non-proliferation/Democratic People’s Republic of Korea*”, Statement by the President of the Security Council, 13 april 2009 <http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N09/301/03/PDF/N0930103.pdf?OpenElement>

<sup>110</sup> M. LANDLER, “*North Korea says it will halt talks and restart its nuclear program*”, The New York Times, 14 april 2009 [http://www.nytimes.com/2009/04/15/world/asia/15korea.html?\\_r=1&ref=global-home](http://www.nytimes.com/2009/04/15/world/asia/15korea.html?_r=1&ref=global-home)

<sup>111</sup> Ibid., p 298

De groeiende relaties tussen Israël en Turkije in het noorden en tussen Israël en India in het oosten zijn voor Iran ook een bron van “onveiligheid”. Iran is op conventioneel militair vlak achter op andere Staten in de Golfregio, dit tengevolge van sancties opgelegd door de Verenigde Naties en wapenembargo’s van de Verenigde Staten en de Europese Unie. Met het verkrijgen van massavernietigingswapens zou Iran zo het deficit kunnen opvangen.<sup>112</sup> Het nucleair programma van Iran is begonnen onder de autocratische heerschappij van Shah Mohammed Raza Pahlavi. De allereerste nucleaire onderzoeksreactor van Iran, een 5 MW reactor geleverd door de Verenigde Staten, werd eveneens onder de heerschappij van de Shah verkregen. Deze reactor is nog steeds operationeel en bevindt zich in het “Tehran Nuclear Research Center”.<sup>113</sup>

Het onderzoek om uranium te verrijken begon in 1985. Natuurlijk uranium komt voor onder verschillende isotopen: U-234 (0,0055%), U-235 (0,711%) en U-238 (99,284%).<sup>114</sup> In Natanz bevindt er zich een site met als doel het verrijken van uranium. Het is slechts in 2002 dat het bestaan van deze site bekend werd door de “National Council of Resistance of Iran”, maar er waren nog geen splijtbare stoffen officieel aanwezig in de fabriek. Onder de IAEA safeguards, die Iran ook getekend en geratificeerd heeft, dient een Staat al zijn nucleaire faciliteiten aan te geven bij het IAEA 180 dagen voor er splijtbare stoffen aanwezig in de fabriek. Na deze onthulling begon het IAEA in februari 2003 met de inspectie van de site. Tussen maart en mei 2003, voor dat er officieel splijtbare stoffen aanwezig waren, nam het IAEA stalen in de fabriek en ontdekte sporen van hoog verrijkt uranium (HEU). Verscheidene landen, vooral de Verenigde Staten, zagen deze ontdekking als een bewijs dat Iran aan een nucleair wapenprogramma werkte: voor nucleaire reactoren is immers geen HEU nodig, maar wel voor nucleaire wapens. Iran diende dus terug te komen op vorige verklaringen dat er geen centrifugetechnologie werd geïmporteerd vanuit het buitenland: bepaalde onderdelen van de centrifuges kwamen uit Pakistan en op deze manier gecontamineerd met overblijfselen van HEU. Het rapport van het IAEA van november 2004<sup>115</sup> concludeerde dat deze verklaring plausibel was, maar dat ze geen voldoende medewerking kregen van Pakistan om de verklaring van Iran volledig te staven. Onder de “Overeenkomst van Parijs” van 14 november 2004 ging Iran ermee akkoord het uranium verrijkingsprogramma stop te zetten en verder te onderhandelen voor een lange termijn oplossing met de Europese Unie aangaande de materie. Belangrijk om te vermelden is dat de Europese Unie deze handeling van Iran beschouwde als een vrijwillige, vertrouwensbouwende, handeling en dat deze geen juridische verplichting oplegde. In 2005, weigerden Frankrijk, Groot-Brittannië en Duitsland de gesprekken met Iran te versnellen.

<sup>112</sup> Ibid., p 297

<sup>113</sup> “Iran: Nuclear Overview”, Nuclear Threat Initiative, 2004

<sup>114</sup> I. FAIRLIE, “The health hazards of depleted uranium” In “Disarmament Forum: Uranium Weapons”, Vol 3, 2008, p 6

<sup>115</sup> “Implementation of the NPT Safeguards Agreement in the Islamic Republic of Iran (GOV/2004/83)”, IAEA, Report by the Director General, 15 november 2004

Begin augustus 2005, enkele maanden na de verkiezing van Mahmoud Ahmadinejad als president van Iran, werden de zegels van het IAEA van de nucleaire installatie in Isfahan verwijderd.<sup>116</sup> Enkele dagen later bood de Europese Unie een deal aan die naar verluid zou bestaan uit lange termijn uitwisseling van nucleaire technologie, reactoren en brandstof voor een civiel nucleair programma. Verder werd er ook beloofd dat er geen militaire interventie zou plaatsvinden als Teheran het voorstel aanvaardde. Zowel de Europese Unie en de Verenigde Staten vrezen dat het verrijgingsprogramma van Iran niet voor civiele doeleinden is, maar een dekmantel voor de vervaardiging van nucleaire wapens.<sup>117</sup> In het licht van deze ontwikkeling werd door de VN Veiligheidsraad (UNSC) Resolutie 1696 uitgevaardigd waarin geëist werd dat Iran het uranium verrijgingsprogramma stopzette. Op 23 december 2006 legde de UNSC sancties op aan Iran voor het niet naleven van Resolutie 1696. Alle Staten werden opgeroepen de leveringen van nucleair gerelateerde technologie en materialen op te schorten en de financiële bezittingen van belangrijke individuen en bedrijven, gerelateerd aan het verrijgingsprogramma, werden bevroren.<sup>118</sup> Wegens het niet stopzetten van het programma werden er door de UNSC bijkomende sancties opgelegd door middel van Resolutie 1747. In 2008 werd de laatste UNSC Resolutie<sup>119</sup> tegen Iran uitgevaardigd waarin wederom werd geëist dat Iran zijn verrijgingsprogramma zou stopzetten. Verder werd er ook geëist dat Iran alle onderzoek naar uraniumverrijking en centrifuges zou stopzetten.

### 3. Ontwapeningsverdragen

#### 3.1 Non Proliferatieverdrag

Het Non Proliferatieverdrag was open voor ondertekening op 1 juli 1968 en trad in werking op 5 maart 1970. Initieel was het Verdrag bindend voor vijftientig jaar, maar in 1995 werd er beslist dat het NPV voor onbepaalde tijd en onvoorwaardelijk zou worden verder gezet. Het Verdrag geniet bijna universeel lidmaatschap, enkel vier erkende Staten zijn geen Partij.<sup>120</sup> Belangrijk aan het NPV is dat er een onderscheid wordt gemaakt tussen kernwapenstaten en niet-kernwapenstaten. Een kernwapenstaat is elke Staat die voor 01 januari 1967 een kernwapen of ander nucleair explosiemiddel heeft vervaardigd en tot ontploffing heeft gebracht.<sup>121</sup> Hieruit volgt dat er dus vijf erkende kernwapenstaten zijn: de Verenigde Staten, Rusland, Groot-Brittannië, China en Frankrijk.

<sup>116</sup>I. TRAYNOR, "EU warns Iran: no talks if nuclear freeze ends", The Guardian, 03 augustus 2005  
<http://www.guardian.co.uk/world/2005/aug/03/eu.iran>

<sup>117</sup>R. RYAN, "Iran resumes uranium enrichment", The Guardian, 08 augustus 2005  
<http://www.guardian.co.uk/environment/2005/aug/08/energy.iran>

<sup>118</sup>UNSC Resolutie 1737, 23 december 2006

<sup>119</sup>UNSC Resolutie 1803, 03 maart 2008

<sup>120</sup>India, Israël, Noord-Korea en Pakistan

<sup>121</sup>Non Proliferatieverdrag, Art. 9, § 3

De vier Staten die geen Partij zijn bij het Verdrag zouden verplicht zijn hun nucleaire wapens te ontmantelen indien ze willen toetreden. Een andere mogelijkheid zou zijn om de definitie van een kernwapeestaat aan te passen. Het is een kernwapeestaat verboden nucleaire wapens over te dragen, de controle over deze wapens af te staan en anderen te helpen of aan te moedigen tot het verwerven van nucleaire wapens.<sup>122</sup> Niet-kernwapeestaaten mogen onder het NPV de controle over nucleaire wapens niet aanvaarden en moeten zich onthouden van de vervaardiging van nucleaire wapens.<sup>123</sup> Het IAEA heeft onder het NPV ook het recht de nucleaire installaties te controleren van een niet-kernwapeestaat. Dit als verificatie voor de naleving van het Verdrag en te voorkomen dat kernenergie wordt aangewend voor het vervaardigen van kernwapens of andere nucleaire explosiemiddelen.<sup>124</sup> Een niet-kernwapeestaat heeft het onvervreembare recht om onderzoek te voeren met betrekking tot de productie en het gebruik van kernenergie voor vreedzame doeleinden.<sup>125</sup> Verder hebben alle Partijen bij het Verdrag het recht deel te nemen aan uitwisseling van uitrusting, materialen en technologische gegevens ten behoeve van het vreedzaam gebruik van kernenergie.<sup>126</sup> Nucleaire ontwapening is ook een belangrijk onderdeel van het Non Proliferatieverdrag. Onder de bepalingen van Art. 6 zijn de Partijen ertoe gebonden te goeder trouw onderhandelingen te voeren omtrent doeltreffende maatregelen tot nucleaire ontwapening en omtrent een Verdrag inzake algemene en volledige ontwapening onder strenge en doeltreffende internationale controle.

### 3.2 Comprehensive Nuclear Test Ban Treaty

Staten die Partij zijn bij het Verdrag, nemen de verplichting op zich geen enkele proefexplosie van een kernwape of enige andere kernexplosie uit te voeren. Tevens dienen ze dergelijke kernexplosies te verbieden en te voorkomen op iedere plaats die onder de rechtsmacht van de Staat valt.<sup>127</sup> Het grote probleem is dat het CNTBT nog niet van kracht is. In totaal hebben 180 Staten het Verdrag ondertekend, maar werd het “maar” door 148 Staten geratificeerd. Het verdrag treedt pas in werking 180 dagen na datum van nederlegging van de akten van bekrachtiging door de 44 Staten<sup>128</sup> genoemd in Bijlage 2 van het Verdrag.<sup>129</sup>

<sup>122</sup> Ibid., Art. 1

<sup>123</sup> Ibid., Art. 2

<sup>124</sup> Ibid., Art. 3, § 1

<sup>125</sup> Ibid., Art. 4, § 1

<sup>126</sup> Ibid., Art. 4, § 2

<sup>127</sup> Verdrag inzake een alomvattend verbod op kernproeven (CNTBT), New York, 24 september 1996, Art. 1

<sup>128</sup> Algerije, Argentinië, Australië, Oostenrijk, Bangladesh, België, Brazilië, Bulgarije, Canada, Chili, China, Colombia, Congo (DRC), Duitsland, Egypte, Finland, Frankrijk, Groot-Brittannië, Hongarije, India, Indonesië, Iran, Israël, Italië, Japan, Mexico, Nederland, Noord-Korea, Noorwegen, Oekraïne, Pakistan, Peru, Polen, Roemenië, Rusland, Slowakije, Spanje, Turkije, de Verenigde Staten, Vietnam Zuid-Afrika, Zuid-Korea, Zweden en Zwitserland

<sup>129</sup> Ibid., Art. 14, § 1

De 44 Staten uit Bijlage 2 bij het Verdrag dienen dus allen het CNTBT te ratificeren, vooraleer het Verdrag in werking kan treden: tot op heden hebben slechts 35 van deze Staten geratificeerd. 3.3 Bilaterale akkoorden tussen de Verenigde Staten en de Sovjet-Unie

### 3.3.1 Strategic Arms Limitation Talks I & II

De Sovjet-Unie en de Verenigde Staten, bewust van hun verplichtingen onder Art. 6 van het NPV, hebben SALT I getekend op 26 mei 1972. Er dient te worden opgemerkt dat in de Overeenkomst niet gesproken wordt over deontmanteling van kernkoppen. Onder Art. 1 werden de Partijen verplicht af te zien van het bouwen van nieuwe lanceerinstellingen voor ICBM's na 1 juli 1972.

Een gelijkaardige regel geldt voor SLBM's en moderne onderzeeërs. Het aantal missiles en de lanceerplatformen werden beperkt tot de, in 1972, operationele getalsterkte en de nog onder constructie zijnde SLBM's en onderzeeboten.<sup>130</sup> In het Protocol bij de Interim-overeenkomst wordt het maximum aantal SLBM's en onderzeeërs vastgelegd: 710 SLBM's en 44 onderzeeërs voor de Verenigde Staten en 950 SLBM's en 62 onderzeeërs voor de Sovjet-Unie. SALT I was geldig voor een periode van vijf jaar, behalve indien een meer "compleet" verdrag SALT I verving.<sup>131</sup> SALT II werd in juni 1979 ondertekend tussen de Verenigde Staten en de Sovjet-Unie. Het Verdrag is echter nooit in werking getreden omwille van de Sovjetinval in Afghanistan in december 1979. Wel kondigden beide Staten aan dat ze de bepalingen van het Verdrag, niettegenstaande de niet inwerkingtreding, zouden naleven. De Amerikaanse en Sovjet ICBM's, SLBM's en strategische bommenwerpers werden gelimiteerd tot maximum 2400 in totaal.<sup>132</sup> Verder waren beide Partijen verplicht tegen 01 januari 1981 dit arsenaal af te bouwen tot een maximum van 2250 afleveringsvectoren.<sup>133</sup>

### 3.3.2 Strategic Arms Reduction Treaty I & II

Op 31 juli 1991 werd tussen de Verenigde Staten en de Sovjet-Unie START I ondertekend en werd van kracht op 05 december 1994.

<sup>130</sup> Voorlopige Conventie tussen de Verenigde Staten van Amerika en de Unie van de Socialistische Sovjetrepublieken over bepaalde maatregelen betreffende de beperking van offensieve strategische wapens (SALT I), 26 mei 1972, 03 oktober 1972, Art. 3

<sup>131</sup> Ibid., Art. 8, § 2

<sup>132</sup> Verdrag tussen de Verenigde Staten van Amerika en de Unie van de Socialistische Sovjetrepublieken betreffende de beperking van offensieve strategische wapens (SALT II), 18 juni 1979, Art. 3, § 1

<sup>133</sup> Ibid., Art 3, § 2

Het Verdrag was geldig voor een periode van vijftien jaar, behalve indien een nieuw verdrag volgt aangaande de ontwapening en beperking van strategische offensieve wapens.<sup>134</sup> START I was het eerste verdrag dat daadwerkelijk het nucleair arsenaal verminderd. Beide Partijen waren verplicht het aantal strategische kernkoppen te reduceren tot een aantal dat de 6000 niet overschreed.<sup>135</sup> De afleveringsvectoren voor deze kernkoppen mochten het aantal van 1600 in het totaal niet overschrijden.<sup>136</sup> De MIRV-koppen werden niet beschouwd als één kernkop: elke onafhankelijke reentry vehicle in de MIRV-kop werd beschouwd als zijnde een kernkop.<sup>137</sup> In december 1991 implodeerde de Sovjet-Unie en dit bracht bepaalde moeilijkheden met zich mee voor de implementatie van START I. Rusland was wel de opvolger van de voormalige Sovjet-Unie, maar Wit-Rusland, Kazachstan en Oekraïne hadden op hun grondgebied Sovjet strategische nucleaire wapens. Het Protocol van Lissabon van 23 mei 1992 zorgde ervoor dat Wit-Rusland, Kazachstan en Oekraïne Partij werden bij START I en dat ze zo snel als mogelijk zouden toetreden tot het NPV als niet-kernwapenstaat. In juni 1992 wilden de Russische en Amerikaanse presidenten werk maken van een uitbreiding van START I: de gesprekken voor START II werden aangevat en het Verdrag werd ondertekend op 03 januari 1993. Onder START II werd het toegelaten aantal ontplooide strategische kernkoppen gereduceerd tot maximum 3500.<sup>138</sup> Het Verdrag blijft van kracht gedurende de periode dat START I van kracht is.<sup>139</sup> Belangrijk is dat START I en START II het aantal kernkoppen beperken, maar dat dit enkel voor ontplooide, of operationele, kernkoppen is.<sup>140</sup> Het ontmantelen van kernkoppen op zich is dus geen vereiste onder de verplichtingen die uit de Verdragen voortkomen: het “teveel” aan kernkoppen kan in de reservestock worden geplaatst. Het is wel duidelijk dat de geest van het Verdrag de vernietiging van de kernkoppen voorzag.

### 3.3.3 Strategic Offensive Reductions Treaty

Op 24 mei 2002 tekenden de presidenten Bush en Poetin het SORT Verdrag. Alle bepalingen van het START I Verdrag bleven van toepassing<sup>141</sup>, maar het aantal operationele kernkoppen werden gereduceerd tot een maximum van 2200.<sup>142</sup> Tot op heden hebben noch de Verenigde Staten, noch Rusland het SORT Verdrag geratificeerd.

<sup>134</sup> Verdrag tussen de Verenigde Staten van Amerika en de Unie van de Socialistische Sovjetrepublieken betreffende de vermindering en beperking van offensieve strategische wapens (START I), 31 juli 1991, 05 december 1994, Art.17, § 2

<sup>135</sup> Ibid., Art. 2, § 1, (b)

<sup>136</sup> Ibid., Art. 2, § 1, (a)

<sup>137</sup> START I, Art. 3, § 4, (d)

<sup>138</sup> Verdrag tussen de Verenigde Staten van Amerika en de Russische Federatie betreffende de verdere vermindering en beperking van offensieve strategische wapens (START II), 03 januari 1993, Art. 1, § 3

<sup>139</sup> Ibid., Art. 6, § 3

<sup>140</sup> Ontplooide of operationele kernkoppen zijn deze die toegewezen zijn aan een lanceerplatform (bommenwerper, ICBM of SLBM)

<sup>141</sup> Verdrag tussen de Verenigde Staten van Amerika en de Federatie van Rusland over de vermindering en beperking van offensieve strategische wapens (SORT), 24 mei 2002, Art. 2

<sup>142</sup> Ibid., Art. 1

### 3.3.4 Intermediate-range Nuclear Forces Treaty

Op 8 december 1987 werd het INF Verdrag ondertekend tussen de Verenigde Staten en de Sovjet-Unie. Het Verdrag voorziet de vernietiging van alle middellangeafstands- en kortefstandsmissiles.<sup>143,144</sup> Eveneens zijn beide Partijen bij het Verdrag gebonden geen missiles van deze types meer te produceren of te testen na de vernietiging van de bestaande stocks.<sup>145</sup>

De Partijen bij het Verdrag hebben het recht on-site inspecties uit te voeren met het oog op de verificatie van de uitvoering van het Verdrag.<sup>146</sup> De Sovjet-Unie had ook missiles, zoals bedoeld in het INF Verdrag, gestationeerd in de deelrepublieken. Dit betekende dus dat de Verenigde Staten eveneens het recht had on-site inspecties uit te voeren in deze Sovjet deelrepublieken.<sup>147</sup> Met de implosie van de Sovjet-Unie werd het Verdrag multilateraal: Oekraïne, Wit-Rusland en Kazachstan werden actieve leden bij het Verdrag en laten inspecties van de andere Partijen toe. Turkmenistan en Oezbekistan daarentegen zijn akkoord met de overeenkomsten gemaakt in het Verdrag, maar laten geen inspecties op hun grondgebied toe.

## 3.4 Kernwapenvrije zones

### 3.4.1 Antarctisch Verdrag

Het Antarctisch Verdrag werd ondertekend op 1 december 1959 door twaalf Staten die speciale interesses hadden in Antarctica: Argentinië, Australië, België, Chili, Frankrijk, Groot-Brittannië, Japan, Nieuw Zeeland, Noorwegen, de Sovjet-Unie, de Verenigde Staten en Zuid-Afrika.<sup>148</sup> Voor het ogenblik zijn 46 Staten Partij bij het Verdrag. Antarctica mag enkel worden gebruikt voor vreedzame doeleinden, alle militaire gebruik van het continent is verboden: het testen van alle soorten wapens, militaire oefeningen en militaire basissen ontplooiën op Antarctica zijn verboden.<sup>149</sup> Het is echter niet verboden militair personeel of materiaal te gebruiken voor wetenschappelijk onderzoek of andere vreedzame doeleinden.<sup>150</sup> Het verdrag verbiedt reeds het testen van gelijk welk soort wapen, maar nucleaire explosies en het opslaan van radioactief afval worden door het Art. 5 van het Verdrag nog eens expliciet verboden.

<sup>143</sup> Verdrag tussen de Unie van de Socialistische Sovjetrepublieken en de Verenigde Staten van Amerika over de verwijdering van hun raketten op middellange en op korte afstand (INF), 08 december 1987, 01 juni, 1988, Art. 1

<sup>144</sup> Middellangeafstandsmissile is een missile die een dracht heeft tussen 1000 en 5500 km (INF, Art. 2, § 5) en een kortefstandsmissile is een missile met een dracht tussen 500 en 1000 km (INF, Art. 2, § 6)

<sup>145</sup> Ibid., Art. 6, § 1

<sup>146</sup> Ibid., Art. 11, § 1

<sup>147</sup> Ibid., Art. 11, § 2

<sup>148</sup> Het Antarctisch Verdrag, 01 december 1959, 23 juni 1961, Preambule

<sup>149</sup> Ibid., Art. 1, § 1

<sup>150</sup> Ibid., Art. 1, § 2



### 3.4.2 Tlatelolco-verdrag (Latijns-Amerika)

Het Tlatelolco-verdrag verbiedt het testen, gebruiken, produceren of verwerven van nucleaire wapens. Eveneens zijn de Partijen bij het Verdrag erdoor gebonden geen nucleaire wapens te ontvangen, stockeren, installeren of te ontplooiën.<sup>151</sup> Nucleaire ontploffingen voor vreedzame doeleinden zijn niet verboden door het Verdrag.<sup>152</sup> Het territorium waarop het Verdrag van toepassing is wordt bepaald in de artikelen 3 en 4. Het territorium van de continentale Verenigde Staten die, volgens de definitie gegeven in het Verdrag, onder het toepassingsgebied zou vallen, wordt hiertoe echter niet gerekend volgens Art. 4. In het toepassingsgebied hebben andere, niet Latijns-Amerikaanse, Staten territorium: Frankrijk, Nederland, Groot-Brittannië en de Verenigde Staten. Deze Staten hebben het Aanvullend Protocol I bij het Verdrag ondertekend en op deze manier passen zij, in de gebieden waarover zij rechtsmacht uitoefenen in Latijns-Amerika en de Caraïben, de bepalingen van het Tlatelolco-verdrag toe.<sup>153</sup> Het Aanvullend protocol II bij het Verdrag stelt dat de kernwapenstaten de kernwapenvrije zone van Latijns-Amerika dienen te respecteren en dus dienen af te zien van de dreiging met of het gebruik van nucleaire wapens in de Zone. De vijf erkende kernwapenstaten hebben het Aanvullend Protocol II bij het Verdrag ondertekend en geratificeerd.

### 3.4.3 Rarotonga-verdrag (Zuidelijke Stille Oceaan)

Het Rarotonga-verdrag verbiedt het produceren, verwerven, bezitten of het uitoefenen van controle over nucleaire wapens zowel binnen als buiten de zone van de Zuidelijke Stille Oceaan.<sup>154</sup> Het testen van nucleaire wapens in de zone wordt verboden door het Protocol III bij het Verdrag: dit Protocol was open voor ondertekening door Frankrijk, Groot-Brittannië, China, de Sovjet-Unie en de Verenigde Staten. Op het ogenblik van de ondertekening was het enkel Frankrijk die nog actief nucleaire proeven uitvoerde in de Zuidelijke Stille Oceaan. Het Rarotonga-verdrag lijkt strikter dan het Tlatelolco-verdrag, want nucleaire explosies voor vreedzame doeleinden zijn eveneens verboden in de kernwapenvrije zone van de Zuidelijke Stille Oceaan.<sup>155</sup> Het toepassingsveld van het Rarotonga-verdrag is echter wel meer gelimiteerd: het is enkel van toepassing op het territorium van de Partijen bij het Verdrag.<sup>156</sup>

<sup>151</sup> Verdrag gericht op het verbod van kernwapens in Latijns-Amerika (Tlatelolco-verdrag), 14 februari 1967, Art. 1, §§ 1 en 2

<sup>152</sup> Ibid., Art. 18, § 1

<sup>153</sup> Aanvullend Protocol I bij het Tlatelolco-verdrag, Art. 1

<sup>154</sup> Verdrag over de atoomvrije zone van de Zuidelijke Stille Oceaan (Rarotonga-verdrag), 06 augustus 1985, Art. 3, (a)

<sup>155</sup> Ibid., Art. 6, (a)

<sup>156</sup> Ibid., Art. 2, § 1

Dit is ingegeven door de rechten die een Staat bezit, onder het internationaal recht, in internationale wateren.<sup>157</sup> Het protocol II zoekt garanties van de vijf erkende kernwapenstaten dat de verbodsbepalingen, opgelegd door het Verdrag, ook door hen zullen worden nageleefd. Het Protocol II en III, die het testen van nucleaire wapens in de zone verbiedt voor de vijf erkende kernwapenstaten, werd door Frankrijk en Groot-Brittannië pas ondertekend na het beëindigen van de Franse nucleaire proeven van 1995.

#### 3.4.4 Bangkok-verdrag (Zuidoost-Azië)

Het is de Partijen bij het Bangkok-verdrag verboden nucleaire wapens te produceren, testen, verwerven, op te slaan of te transporteren.<sup>158</sup> Het toepassingsgebied van het Verdrag omvat het territorium van de Partijen bij het Verdrag en eveneens de Exclusief Economische Zone en het continentaal plat van deze Staten.<sup>159</sup> Volgens het Verdrag zal geen enkele bepaling het recht van andere Staten met betrekking tot de internationale wateren belemmeren.<sup>160</sup> Het protocol bij het Verdrag zoekt garanties van de vijf erkende kernwapenstaten dat de bepalingen in het Verdrag eveneens door hen zullen worden nageleefd.<sup>161</sup> Het Art. 2 stelt dat ze zich eveneens zullen onthouden van de dreiging of het gebruik van nucleaire wapens tegen één van de Partijen bij het Verdrag. Geen enkele van de vijf erkende kernwapenstaten heeft het Protocol ondertekend.

#### 3.4.5 Pelindaba-verdrag (Afrika)

Het Verdrag verbiedt het produceren, testen, stockeren of het verwerven van nucleaire wapens.<sup>162</sup> Eveneens is er een verwijzing naar het vroegere nucleaire wapenprogramma van Zuid-Afrika terug te vinden in het Verdrag: Art. 6 stelt dat alle faciliteiten voor de productie van nucleaire explosiemiddelen dienen te worden aangegeven, ontmantelt, vernietigd of omgevormd dienen te worden. Nieuw in het Verdrag is dat er eveneens een verbod is op het aanvallen, conventioneel of op gelijk welk andere manier, van nucleaire installaties binnen de Afrikaanse kernwapenvrije zone.<sup>163</sup> Protocol I bij het Verdrag voorziet dat het de Verenigde Staten, Groot-Brittannië, Frankrijk, China en Rusland verboden is gebruik te maken of te dreigen met het gebruik van nucleaire wapens tegen een Partij bij het Verdrag.

<sup>157</sup> Ibid., Art. 2, § 2

<sup>158</sup> Verdrag tot oprichting van een atoomvrije zone in Zuidoost-Azië, 15 december 1995, Art. 3, § 1

<sup>159</sup> Ibid., Art. 2, § 1

<sup>160</sup> Ibid., Art. 2, § 2

<sup>161</sup> Protocol bij het Verdrag tot oprichting van een atoomvrije zone in Zuidoost-Azië, Art. 1

<sup>162</sup> Verdrag over de atoomvrije zone van Afrika, 11 april 1996, Artn. 3 en 5

<sup>163</sup> Ibid., Art. 11

Alle erkende kernwapenstaten hebben het Protocol I ondertekend en geratificeerd, maar Rusland voegde eraan toe dat het zich niet gebonden acht in het geval van het Chagosarchipel: het archipel is Brits territorium en wordt voornamelijk gebruikt voor militaire doeleinden.

#### 3.4.6 Semipalatinsk-verdrag (Centraal-Azië)

Dit Verdrag, die een kernwapenvrije zone in Centraal-Azië installeert, werd ondertekend en geratificeerd door Kazachstan, Kirgizië, Oezbekistan, Tadzjikistan en Turkmenistan. Door ratificatie van het Verdrag zijn deze vijf Staten gebonden geen nucleaire wapens of andere nucleaire explosiemiddelen te ontwikkelen, produceren, stockeren, verwerven of er controle over uit te oefenen.<sup>164</sup> Eveneens is het de Partijen bij het Verdrag verboden nucleaire wapens te testen.<sup>165</sup> Het Verdrag treedt in werking dertig dagen na de laatste ratificatie<sup>166</sup>: op 26 november 2008 ratificeerde Kazachstan als laatste van de vijf het Verdrag.

#### 3.4.7 “Vergeten” kernwapenvrije zones

Het territorium van het voormalige Oost-Duitsland is eveneens een kernwapenvrije zone. Het zogenaamde 2+4 Verdrag stelt in Art. 5, § 3 het volgende:

“Following the completion of the withdrawal of the Soviet armed forces from the territory of the present German Democratic Republic and of Berlin, units of German armed forces assigned to military alliance structures in the same way as those in the rest of German territory may also be stationed in that part of Germany, but without nuclear weapon carriers. This does not apply to conventional weapon systems which may have other capabilities in addition to conventional ones but which in that part of Germany are equipped for a conventional role and designated only for such. Foreign armed forces and nuclear weapons or their carriers will not be stationed in that part of Germany or deployed there.<sup>167</sup>” Het Verdrag werd ondertekend tussen de Duitse Democratische Republiek, de Bondsrepubliek Duitsland, Frankrijk, Groot-Brittannië, de Verenigde Staten en de Sovjet-Unie. Hoewel het Verdrag werd ondertekend door West- en Oost-Duitsland werd het geratificeerd door het verenigde Duitsland. Dit impliceert dat in het huidige Duitsland het Verdrag nog steeds van kracht is en dat op het territorium van de voormalige DDR geen nucleaire wapens aanwezig mogen zijn.

<sup>164</sup> Verdrag over de atoomvrije zone van Centraal-Azië (Semipalatinsk-verdrag), 08 september 2006, Art. 3, § 1, (a)

<sup>165</sup> Ibid., Art. 5, (a)

<sup>166</sup> Ibid., Art. 15, (a)

<sup>167</sup> Treaty on the Final Settlement with Respect to Germany, 12 september 1990, Art. 5, § 3

Terug te vinden op de site van de Amerikaanse ambassade in Duitsland

<http://usa.usembassy.de/etexts/2plusfour8994e.htm>

Kernwapenvrije zones bestaan voornamelijk uit groepen van Staten, maar in 1992 verklaarde de Mongoolse president dat Mongolië de ambitie had een “onestate” kernwapenvrije zone te worden. Internationale erkenning van deze “onestate” kernwapenvrije zone kwam er door Resolutie 53/77 D van de Algemene Vergadering op 04 december 1998. Op 28 februari 2000 werd de wet in Mongolië gestemd en werd ze dezelfde dag van kracht. De Permanente Vertegenwoordiger van Mongolië bij de Verenigde Naties bracht de tekst van de wet over aan de Algemene Vergadering.<sup>168</sup> Niet enkel Mongolië is een one-state kernwapenvrije zone, ook in Oostenrijk heeft het Parlement in 1997 beslist dat het territorium van de Staat een nucleair vrije zone is. Niet enkel zijn nucleaire wapens in Oostenrijk buiten de wet gesteld, eveneens nucleaire energie is verboden. Transport over het Oostenrijks territorium van splijtbare stoffen is eveneens verboden, behalve als deze stoffen bestemd zijn voor het algemeen welzijn van de bevolking.<sup>169</sup>

#### **4. Algemeen aanvaarde regels onder het internationaal recht**

Vroeger hadden Staten het recht oorlog te voeren. In 1928 werd te Parijs, tussen vijftien landen, het Briand-Kellogg-Pact<sup>170</sup> gesloten. Dit verdrag veroordeelde oorlog als instrument voor de oplossing van internationale geschillen en verwierp oorlog als een nationale beleidsvorm in de relaties met andere landen<sup>171</sup>. In Art. 2 van het Verdrag werd gestipuleerd dat alle geschillen of conflicten, van gelijk welke aard ze ook mogen zijn, opgelost dienen te worden door de Partijen via vreedzame middelen. Er waren echter geen sancties voorzien bij een schending van het Verdrag. Dit verdrag kan gezien worden als een voorloper van het Handvest van de Verenigde Naties. Het grote verschil tussen beide verdragen is dat individuele of collectieve zelfverdediging door het Handvest wordt toegestaan<sup>172</sup>, in het Briand-Kellogg-Pact is er nergens een vermelding van het recht op zelfverdediging. Tevens zijn militaire operaties gevoerd onder VN mandaat toegestaan<sup>173</sup>, alle oorlogen in strijd met deze regels zijn illegaal. Ongeacht of een oorlog rechtmatig is, wordt het gebruik van geweld, wapensystemen en tactieken geregeld door het jus in bello. Het oorlogsrecht staat agressie niet toe, maar veroordeelt ze ook niet: het staat volledig los van de oorzaken van het conflict. Het oorlogsrecht blijft dus in een conflict van toepassing ongeacht de oorzaken.

<sup>168</sup> Resolutie A/55/56 S/2000/160 van de Algemene Vergadering, 29 februari 2000

<http://www.un.org/documents/ga/docs/55/a5556.pdf>

<sup>169</sup> Bundesverfassungsgesetz für ein atomfreies Österreich

[http://www.parlament.gv.at/PG/DE/XX/A/A\\_01156/fname\\_125490.pdf](http://www.parlament.gv.at/PG/DE/XX/A/A_01156/fname_125490.pdf)

<sup>170</sup> Algemeen verdrag tot het verzaken van oorlog als instrument van nationaal beleid, Parijs, 27 augustus 1928

<sup>171</sup> Briand-Kellogg-Pact, Art. 1

<sup>172</sup> Handvest VN, Art. 51

<sup>173</sup> Ibid. Art. 42

## 4.1 Discriminatie

Het principe van discriminatie is het meest fundamentele principe van het oorlogsrecht. Zo is het verboden aanvallen te lanceren tegen de burgerbevolking<sup>174</sup>: er dient dus een onderscheid te worden gemaakt tussen strijders<sup>175</sup> en niet-strijders<sup>176</sup>. Discriminatie tussen strijders en burgers is niet nieuw, het werd voor de eerste maal vermeld in de Verklaring van Sint-Petersburg in 1868: “Het enige rechtmatige doel hetwelk de Staten gedurende de oorlog voor ogen moeten houden, de verzwakking van de strijdkrachten van de vijand is. <sup>177</sup>” Het Recht van Den Haag van 1899<sup>178</sup> maakt op zich geen verschil tussen burgers en strijders, maar volgens Art. 25 is het verboden steden, dorpen, woningen of gebouwen die niet verdedigd worden aan te vallen of te beschieten. Er kan dus worden gesteld dat dit artikel geïnspireerd is op het principe van discriminatie. In het Eerste Aanvullende Protocol bij de Conventies van Genève staat het principe van discriminatie duidelijk beschreven in Art. 48 en 51, § 2. Nog voor dit principe werd opgenomen in het Eerste Aanvullende Protocol, werd Resolutie 2444 unaniem aangenomen door de Verenigde Naties in januari 1969. Dit principe werd reeds beschouwd als gewoonterecht door de meeste Staten. De Verenigde Staten verklaarden dat Resolutie 2444 een “accurate declaration of existing customary law” is. De Verenigde Staten zijn geen Partij bij het Eerste Aanvullende Protocol, maar toch wordt het principe van discriminatie volledig gevolgd door deze Staat: het wordt beschouwd als Jus Cogens. In “The Commander’s Handbook on the Law of Naval Operations<sup>179</sup>” staat duidelijk:

“Under customary international law, individuals who do not form a part of the armed forces and who refrain from the commission of all acts of hostility must be safeguarded against injury not incidental to military operations directed against combatant forces and other military objectives.

In particular, it is forbidden to make noncombatants the object of a direct attack by the armed forces of a belligerent, if such attack is unrelated to a military objective. Attack for the sole purpose of terrorizing the civilian population is also forbidden.”

Er dient te worden vermeld dat indien er burgerslachtoffers vallen, dit geen oorlogsmisdaad met zich meebrengt. Het is enkel in het geval indien burgers het intentionele doelwit van een aanval worden dat deze een oorlogsmisdaad vormen<sup>180</sup> of indien er geweten is dat het aantal burgerslachtoffers duidelijk excessief zou zijn ten opzichte van het verwachte militaire voordeel<sup>181</sup> (principe van proportionaliteit, zie 4.2).

<sup>174</sup> AP 1, Art. 51, § 2

<sup>175</sup> CG 3, Art. 4, letter A, 1, 2, 3 en 6 en AP 1, Art. 43

<sup>176</sup> AP 1, Art. 50

<sup>177</sup> Verklaring houdende tot het verbod van het gebruik van zekere projectielen in oorlogstijd, preambule

<sup>178</sup> Reglement nopens de wetten en regels van de oorlog te land

<sup>179</sup> Terug te vinden op: [http://www.history.navy.mil/library/online/law\\_naval\\_warfare.htm](http://www.history.navy.mil/library/online/law_naval_warfare.htm)

<sup>180</sup> Statuut Internationaal Strafgerechtshof, Art. 8, § 2, b, i

#### 4.1.1 Rechtstreekse deelname aan de vijandelijkheden en de consequenties

Een rechtstreekse deelname aan de vijandelijkheden door burgers impliceert het verlies van het recht niet aangevallen te worden gedurende de periode van het gewapend treffen.<sup>182</sup> De term vijandelijkheden wordt soms als synoniem gebruikt voor een gewapend conflict, maar vijandelijkheden wordt vaak gebruikt in een engere zin. Vijandelijkheden omvatten offensieve en defensieve acties en militaire operaties uitgevoerd door een oorlogvoerende gedurende een gewapend conflict.<sup>183</sup> Uit deze definitie kunnen drie punten aangehaald worden, waaraan moet voldaan worden om over vijandelijkheden te spreken. Ten eerste, moet de actie of operatie gekoppeld zijn aan een gewapend conflict, hetzij internationaal of niet-internationaal. Ten tweede, moeten de acties worden uitgevoerd door één of meerdere oorlogvoerenden. Ten slotte, vijandelijkheden omvatten daden van geweld. Volgens de commentaar op het Aanvullend Protocol I moet rechtstreekse deelname aan de vijandelijkheden verstaan worden als acties die door hun natuur en doel bedoeld zijn daadwerkelijk het personeel en materiaal van de strijdkrachten te schaden.<sup>184</sup> Burgers die deelnemen aan de vijandelijkheden verliezen het recht niet aangevallen te worden voor de periode waarin ze deelnemen aan de vijandelijkheden. Indien de burger gevangen genomen wordt gedurende de vijandelijkheden worden de regels die zijn lot bepalen beschreven in AP I, Art. 45. Nergens wordt er vermeld of vijandelijkheden ook de periode van voorbereiding voor het gevecht en de terugkeer van het gevecht omvat. Het blijkt dat het woord “vijandelijkheden” niet enkel de tijd omvat wanneer de burger gebruik maakt van een wapen, maar ook de tijd dat hij een wapen draagt en in situaties waarin hij een vijandige daad begaat zonder het gebruik van wapens. Indien een burger gevangen genomen wordt onder deze omstandigheden, wordt hij beschermd door AP I, Art. 45, § 1. Hij heeft dus het recht de status van krijgsgevangen in te roepen en moet zo behandeld worden tot een bevoegde rechtbank over zijn status een oordeel heeft geveld.<sup>185</sup> Het volgende probleem dat de kop opsteekt is die van de rechtstreekse deelname aan de vijandelijkheden. De term “rechtstreeks” wordt niet uitgelegd in de Conventies van Genève of in de Aanvullende Protocollen. Sommige juridische experts zijn het er over eens dat het voorbereiden van en terugkomen na een gevechtsoperatie nog steeds kan worden beschouwd als een directe deelname aan de vijandelijkheden.

<sup>181</sup> Ibid., Art. 8, § 2, b, iv

<sup>182</sup> AP I, Art. 51, § 3

<sup>183</sup> “*Dictionnaire de la terminologie du droit international*”, Bruylant, Brussel, 2001, p 550

<sup>184</sup> Commentaar op het Aanvullend Protocol bij de Conventies van Genève van 12 augustus 1949 inzake de bescherming van de slachtoffers van internationale gewapende conflicten, § 1942

<sup>185</sup> Ibid., § 1943

Het commentaar op de Aanvullende Protocollen omtrent rechtstreekse deelname is niet zo breed als de voorgaande definitie: “To restrict this concept [rechtstreekse deelname aan de vijandelijkheden] to combat and to active military operations would be too narrow, while extending it to the entire war effort would be too broad, as in modern warfare the whole population participates in the war effort to some extent, albeit indirectly. The population cannot on this ground be considered to be combatants [...].<sup>186</sup>”

Het gedrag van een burger die deelneemt aan de vijandelijkheden moet een directe en onmiddellijke militaire bedreiging vormen voor de tegenstander. Rechtstreekse deelname aan de vijandelijkheden impliceert een direct causaal verband tussen de activiteit en de schade berokkend aan de vijand op het tijdstip en plaats van de actie.<sup>187</sup> Sommige gedragingen van Staten gaan in tegen de definitie gegeven in de commentaren op de Aanvullende Protocollen. Sommige Staten stellen dat burgers die geen deel uitmaken van de strijdkrachten en door hun positie een enorme bijdrage tot de oorlogsinspanningen van een Staat leveren, het slachtoffer kunnen worden van wettelijke aanvallen. Een historisch voorbeeld omtrent dit punt zijn de Geallieerde bombardementen in september 1944 tegen de Duitse raketteninstallaties te Peenemünde. Bij deze Geallieerde raids zijn wetenschappers gesneuveld die deel uitmaakten van het onderzoek- en ontwikkelingsteam. De dood van deze wetenschappers was even belangrijk als de vernietiging van de raketten volgens de Verenigde Staten wegens hun enorme bijdrage aan de oorlogsinspanningen van Duitsland. Het staat buiten twijfel dat een burger die een aanval uitvoert, rechtstreeks deelneemt aan de vijandelijkheden. De notie “aanval” wordt beschreven in AP I, Art. 49, §1: “daden van geweld gericht tegen de tegenstander, hetzij offensieve, hetzij defensieve”. De commentaren op de Aanvullende Protocollen verklaren dat er voor een brede definitie is gekozen omdat zowel offensieve als defensieve (voornamelijk tegenaanvallen) acties de burgerbevolking kunnen treffen. De term “aanval” betekent “gevechtsactie”.<sup>188</sup> Beide termen geven de indruk dat het gaat om fysieke gevechten. Dit hoeft echter niet altijd het geval te zijn: het effect van een aanval, namelijk hun gewelddadige uitkomst, hoeft niet noodzakelijk onmiddellijk van deze aard te zijn.<sup>189</sup> De term “aanval” kan beschouwd worden als elke actie die in relatie staat tot het bekomen van schade aan de tegenstander of de burgerbevolking, hetzij onmiddellijk of met vertraagd effect. Het stellen van vijandige daden houdt het gebruik van wapens in, maar dit betekent niet dat rechtstreekse deelname aan de vijandelijkheden gelimiteerd is tot het gebruik van wapens.<sup>190</sup> Een burger die wapens draagt, kan daarom niet onmiddellijk beschouwd worden als een persoon die rechtstreeks deelneemt aan de vijandelijkheden.

<sup>186</sup> Ibid., § 1679

<sup>187</sup> Ibid., § 1679

<sup>188</sup> Ibid., § 1880

<sup>189</sup> Voorbeeld: bevel geven om aan te vallen, het plaatsnemen van explosieve ladingen

<sup>190</sup> Voorbeeld: spionage, inlichtingen vergaren

Indien een burger de bereidheid toont dit wapen te gebruiken tegen de strijdkrachten, verliest hij de immuniteit aangevallen te worden. Aan de andere kant, kan een burger ook een wapen dragen voor zelfverdediging en niet bereid zijn de strijdkrachten aan te vallen, in dit geval mag hij niet aangevallen worden. Het ICTY bracht hier een voorbeeld van aan in zijn oordeel tegen Tadic: “een familiehoofd die zijn familie tracht te beschermen, met het wapen in de hand, verliest hierdoor niet de status van burger”.<sup>191</sup> Er moet dus een evaluatie worden gemaakt van de context waarin een persoon wapens draagt en niet onmiddellijk bepalen dat deze persoon rechtstreeks deelneemt aan de vijandelijkheden indien deze een wapen op zich heeft. Combatanten kunnen niet strafrechtelijk worden vervolgd voor het rechtstreeks deelnemen aan de vijandelijkheden. Strijders hebben het recht deel te nemen aan de vijandelijkheden en ze genieten van het statuut van krijgsgevangene in geval van gevangennamen. Burgers echter die deel nemen aan de vijandelijkheden kunnen strafrechtelijk worden vervolgd onder het nationaal recht, ongeacht het feit of ze de wetten van gewapende conflicten hebben gerespecteerd. Na het einde van de vijandelijkheden, in een gewapend conflict van niet internationale aard, moet de gevangennemende mogendheid ernaar streven zoveel mogelijk amnestie te verlenen aan personen die hebben deelgenomen aan het gewapend conflict of die van hun vrijheid zijn beroofd om redenen verband houdende met het gewapend conflict.<sup>192</sup>

#### 4.2 Proportionaliteit

Het principe van proportionaliteit verbiedt het gebruik van een wapen indien de verwachte effecten op strijders, niet-strijders of eigendommen niet proportioneel zouden zijn ten opzichte van het verwachte militaire voordeel. Voor een Staat is het dus noodzakelijk dat de verwachte effecten controleerbaar zijn: indien dit niet zo is, is het onmogelijk te oordelen of de effecten proportioneel zijn. De militaire commandant dient dus een tweeledige analyse te maken: ten eerste, of collaterale schade proportioneel is ten opzichte van het verwachte militaire voordeel of niet<sup>193</sup> en, ten tweede, of er alternatieve methodes of doelen voor handen zijn om hetzelfde te bereiken en de collaterale schade te verminderen.<sup>194</sup> Op basis van deze analyse moet de commandant een beslissing nemen of de aanval uitgevoerd mag worden of niet. Het probleem echter is dat het om een subjectieve benadering gaat: wat de ene commandant als proportioneel beschouwt, wordt daarom niet door een andere bevelhebber zo ervaren.

<sup>191</sup> ICTY, Judgement, The Prosecutor vs Tadic, IT-94-1-T, 7 mei 1997, § 640

<sup>192</sup> AP II, Art. 6, § 5

<sup>193</sup> AP I, Art. 57, § 2

<sup>194</sup> Ibid., Art. 57, § 3



### 4.3 Militaire noodzakelijkheid

Dit principe stelt dat een Staat enkel die graad van geweld mag gebruiken als noodzakelijk voor het bereiken van het militair objectief. Het principe van noodzakelijkheid is echter wel gebonden door de principes van discriminatie en proportionaliteit. In tegenstelling tot wat velen denken zijn noodzakelijkheid en proportionaliteit twee verschillende principes. Het gebruikte militaire geweld kan noodzakelijk zijn, maar niet voldoen aan het principe van de proportionaliteit. Een fictief voorbeeld zal worden gebruikt om vooral het verschil tussen noodzakelijkheid en proportionaliteit te verduidelijken. Indien het militair objectief het vernietigen van een brug is en dit enkel kan gebeuren door een massaal artilleriebombardement op deze brug, is het gebruikte militaire geweld noodzakelijk om tot het vooropgestelde objectief te komen. Veronderstellend dat deze brug zich in een dicht bevolkte stad bevindt en de collaterale schade, in zowel menselijke als materiële termen, duidelijk vele malen groter is dan het militaire voordeel dat deze vernietiging met zich meebrengt, dan is deze aanval niet proportioneel. Het is duidelijk uit het voorbeeld dat het gebruikte geweld vanuit militair standpunt noodzakelijk kan zijn, maar niet proportioneel: deze aanvallen zijn dus de facto verboden. Het is dus beter van te spreken over “wettelijke militaire noodzakelijkheid”: deze is zoals reeds gezegd beperkt door de principes van discriminatie en proportionaliteit. Indien het gebruikte geweld verboden is *per se*, kan er dus nooit worden gesproken over militaire noodzakelijkheid.

### 4.4 Neutraliteit

Oorlogvoerenden mogen geen troepen, oorlogsmateriaal of voorraden vervoeren of verplaatsen via neutraal territorium.<sup>195</sup> Het Art. 1 van de Vijfde Haagse Conventie van 1907 stelt dat het grondgebied van neutrale Mogendheden onschendbaar is. Dit betekent dus dat het Oorlogsvoerende verboden is daden van geweld te plegen op het grondgebied van de onzijdige Mogendheid, maar eveneens dat alle schade berokkend door Oorlogvoerenden aan personen en goederen binnen het territorium van de neutrale Staat onwettig is.

<sup>195</sup> Vijfde Haagse Conventie van 1907, Art. 2

## 4.5 Verbod van genocide

Het Genocideverdrag<sup>196</sup> stelt genocide onder de noemer van een oorlogsmisdaad onder het internationaal recht, ongeacht of deze daad gepleegd wordt in vredes of oorlogstijd.<sup>197</sup> Onder genocide wordt verstaan het plegen van één van de volgende handelingen, gepleegd met de bedoeling om een nationale, etnische, godsdienstige groep, dan wel een groep, behorende tot een bepaald ras, geheel of gedeeltelijk als zodanig te vernietigen:

- het doden van leden van de groep;
- het toebrengen van ernstig lichamelijk of geestelijk letsel aan de leden van de groep;
- het opzettelijk aan de groep opleggen van levensvoorwaarden die gericht zijn op haar gehele of gedeeltelijke lichamelijke vernietiging;
- het nemen van maatregelen, bedoeld om geboorten binnen de groep te voorkomen;
- het gewelddadig overbrengen van kinderen van de groep naar een andere groep.<sup>198</sup>

Volgens Art. 3 van het Verdrag is niet enkel het fysiek en actief meewerken aan genocide een strafbaar feit, maar tevens ook de samenspanning om genocide te plegen, het rechtstreeks en openbaar aanzetten tot genocide, poging tot genocide en medeplichtigheid aan genocide<sup>199</sup>.

Het probleem dat zich stelt met deze definitie is dat er nergens wordt vermeld vanaf welk ogenblik er juist kan worden gesproken over een genocide. De term is subjectief in aard: hoeveel personen moeten er worden gedood vooraleer de term genocide van toepassing is? De luchtbombardementen van de Britse RAF tijdens de Tweede Wereldoorlog boven Nazi-Duitsland werden nooit beschouwd als genocide, hoewel deze bombardementen voornamelijk gericht waren tegen grote bevolkingscentra en als doel hadden zoveel mogelijk Duitse burgerslachtoffers te maken. Het doel was de Duitse wil tot oorlogvoeren breken en tevens hopende op een massale opstand van de Duitse bevolking tegen het regime.

<sup>196</sup> Verdrag inzake de voorkoming en bestrafing van genocide, New York, 9 december 1948, in werking vanaf 12 januari 1951 (Wet van 26 juni 1951 houdende goedkeuring van het Internationaal Verdrag inzake de Voorkoming en de Bestrafing van Genocide, B.S. 11 januari 1952)

<sup>197</sup> Ibid., Art. 1

<sup>198</sup> Ibid., Art. 2

<sup>199</sup> Gevaarvormingsdelicten, het vergemakkelijken tot het plegen van de misdaad genocide

#### 4.6 Bescherming van de omgeving

Wapens die zouden kunnen, op lange termijn en op grote schaal, ernstige schade aanbrengen aan de natuurlijke omgeving zijn verboden.<sup>200</sup> Dit principe is relatief “nieuw” in het internationaal recht. De kernwapenstaten beschouwen dit principe als niet toepasselijk op nucleaire wapens. Dit principe lijkt banaal in het debat, zeker in vergelijking met de voorgaande principes, aangaande de wettelijkheid van nucleaire wapens, maar het is een punt waar voor- en tegenstanders het niet over eens geraken.

#### **5. Internationaal Gerechtshof: Wetmatigheid van de bedreiging met of het gebruik van kernwapens**

De vraag waarover het Advies van het Hof is gevraagd, is neergelegd in Resolutie 49/75 K aangenomen door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties op 15 december 1994. Het origineel werd door de Griffie van het Hof op 06 januari 1995 ontvangen. De vraag van de Algemene Vergadering luidde als volgt: “is de bedreiging met of het gebruik van kernwapens in enigerlei omstandigheid toegestaan volgens internationaal recht?”<sup>201</sup> Sommige Staten, vooral de Verenigde Staten, Groot-Brittannië en Frankrijk, betwistten de bevoegdheid van het Hof om een antwoord te geven op een dergelijke vraag. Dit omdat ze suggereerden dat de Algemene Vergadering en de Veiligheidsraad niet het recht hebben Adviezen te vragen over zaken die geen enkele relatie hebben met hun werk.<sup>202</sup> Volgens Art. 10 van het Handvest van de Verenigde Naties kan de Algemene Vergadering alle vraagstukke en alle zaken bespreken die binnen het kader van het Handvest vallen. Het is eveneens belangrijk te vermelden dat de Algemene Vergadering volgens Art. 13 van het Handvest de opdracht geeft tot het verrichten van studies en doet aanbevelingen gericht op [...] het stimuleren van de progressieve ontwikkeling en de codificatie van het internationaal recht.

<sup>200</sup> AP 1, Art. 35, § 3

<sup>201</sup> IGH, Rechtmatigheid van de bedreiging met of het gebruik van kernwapens (hierna Advies IGH), Den Haag, 08 juli 1996, § 1

<sup>202</sup> Ibid., § 11

De meest voorkomende argumenten van Staten die de wetmatigheid van het gebruik van nucleaire wapens gunstig gezind zijn, leggen voornamelijk op de volgende punten het accent<sup>203</sup>:

- de afwezigheid van een uitdrukkelijk verbod van het gebruik van kernwapens;
- de onmogelijkheid tot een *opinio juris* te komen via de Resoluties van de Algemene Vergadering<sup>204</sup>;
- de praktijk van de “ontrading” is toegelaten door de internationale gemeenschap en dit impliceert de wetmatigheid van het gebruik en de dreiging met nucleaire wapens;
- het inherente recht van de aangevallen Staat tot individuele of collectieve zelfverdediging, erkend door Art. 51 van het Handvest van de VN;
- kernwapenstaten hebben zich het recht voorbehouden, in bepaalde omstandigheden, kernwapens te gebruiken tegen kernwapenvrije zones en de Partijen bij de Verdragen hebben geen bezwaren aangevoerd tegen deze voorbehouden. De tegenstanders van nucleaire wapens stellen dat volgens Art. 96 van het Handvest van de VN weldegelijk bevoegd is een dergelijke vraag te stellen aan het Internationaal Gerechtshof: “De Algemene Vergadering of de Veiligheidsraad kan het Internationaal Gerechtshof verzoeken een advies uit te brengen betreffende juridische kwesties.” De meest voorkomende argumenten die door de tegenstanders van kernwapens naar voor worden geschoven, zijn de volgende<sup>205</sup>:
- het is bijna onmogelijk kernwapens te gebruiken tegen militaire doelen, zonder eveneens enorme schade te berokkenen aan burgers en burgergoederen;
- de radioactieve straling, de EMP en radioactief stof kennen geen grenzen, de onschendbaarheid van het grondgebied van neutrale Staten wordt dus geschaad;
- de overlevenden van een nucleaire aanval worden gedurende lange tijd blootgesteld aan radioactieve straling en kunnen jaren na het einde van het gewapend conflict sterven ten gevolge van een nucleaire explosie;
- de effecten van een nucleaire explosie maken de dood onvermijdelijk en veroorzaken onmenselijk leed, nucleaire wapens hebben dus dezelfde eigenschappen als toxinewapens en chemische wapens;
- omwille van de enorme vernietigingskracht van nucleaire wapens is het aantal slachtoffers onvermijdelijk hoog, dit zou kunnen uitlopen tot een genocide.

<sup>203</sup> E. DAVID, “Le statut des armes nucléaires à la lumière de l’Avis de la CIJ du 8 juillet 1996” In *“International Law, the International Court of Justice and Nuclear Weapons”*, Cambridge, University Press, 1999, p 211-212

<sup>204</sup> De Resoluties van de Algemene Vergadering die handelen over de wetmatigheid van nucleaire wapens worden steeds aangenomen, maar een significant aantal Staten, waaronder de kernwapenstaten en het merendeel van de NAVO-lidstaten, blijven zich verzetten tegen deze Resoluties

<sup>205</sup> E. DAVID, “Le statut des armes nucléaires à la lumière de l’Avis de la CIJ du 8 juillet 1996” In *“International Law, the International Court of Justice and Nuclear Weapons”*, Cambridge, University Press, 1999, p 212-213

## 5.1 Analyse van het Advies van het Internationaal Gerechtshof

Het probleem is dat er geen opinio juris bestaat aangaande een per se onwetmatigheid van de dreiging met of het gebruik van nucleaire wapens.<sup>206</sup> Van 1994 tot 1996 waren er acht Resoluties van de Algemene Vergadering die betrekking hadden tot de onwetmatigheid van nucleaire wapens.<sup>207</sup> Van de 185 Lidstaten bij de Verenigde Naties hebben er 55 Staten tegen één of meerdere van deze Resoluties gestemd. De belangrijkste oppositie kwam echter van 28 Staten: tien Staten stemden tegen zeven van de Resoluties en onthielden zich van stemming bij één Resolutie en achttien Staten stemden tegen alle acht de Resoluties.<sup>208,209</sup> Niet enkel bestaan er geen gewoonterechtelijke regels aangaande een per se onwetmatigheid van de dreiging met of het gebruik van nucleaire wapens. In het besluit van het Hof staat dat er geen definitieve conclusie kan getrokken worden met betrekking tot de vraag die voor het Hof werd gepresenteerd, gezien de huidige stand van het internationaal recht en het feitenmateriaal dat het Hof ter beschikking staat.<sup>210</sup> Uit deze conclusie kan worden gehaald dat het Hof van mening was dat er een non liquet gevonden was in het internationaal recht aangaande de materie. Het is ook deze conclusie waarover de meningen van de Rechter verdeeld waren. Rechter Higgins verklaarde in zijn “dissenting opinion” dat het Hof oordeelde dat het gebruik van nucleaire wapens in het algemeen onverenigbaar zou zijn met het internationaal humanitair recht en daarna uitspreekt dat er een situatie van non liquet bestaat.

### 5.1.1 Genocide

Het Genocideverdrag verbiedt “handelingen gepleegd met de bedoeling om een nationale, etnische, godsdienstige groep, dan wel een groep, behorende tot een bepaald ras, geheel of gedeeltelijk als zodanig te vernietigen.” Het werd het Hof voorgehouden dat door het gebruik van kernwapens het aantal veroorzaakte doden enorm zijn. Verder zouden er zich onder deze slachtoffers specifieke nationale, etnische, raciale of religieuze groepen kunnen bevinden en dat de bedoeling om dergelijke groepen te vernietigen afgeleid zou kunnen worden uit het feit dat de gebruiker van nucleaire wapens zou hebben nagelaten rekening te houden met de, gekende, effecten van deze wapens.<sup>211</sup>

<sup>206</sup> Advies IGH, §§ 67, 74

<sup>207</sup> 49/75 E, 49/75 K, 49/76 E, 50/70 P, 50/71 E, 51/45 M, 51/45 O en 51/46 D

<sup>208</sup> Frankrijk, Groot-Brittannië en de Verenigde Staten stemden tegen alle acht de Resoluties. België stemde eveneens tegen al de Resoluties

<sup>209</sup> M.M. BOSCH, “The Non-Proliferation Treaty and its Future” In *“International Law, the International Court of Justice and Nuclear Weapons”*, Cambridge, University Press, 1999, p 384-385

<sup>210</sup> Advies IGH, § 105, E

<sup>211</sup> Advies IGH, § 26

De conclusie van het Hof was dat het element van bedoeling, gericht op een groep als zodanig, dient te worden aangetoond. Het Hof zou enkel tot een dergelijke, veralgemenende, conclusie kunnen komen na rekening te houden met de voor ieder geval specifieke omstandigheden. Rechter Weeramantry was niet akkoord met deze conclusie en in zijn “dissenting opinion” stelde hij dat een Staat die nucleaire wapens inzet: “must know that it will have the effect of causing deaths on a scale so massive as to wipe out entire populations.<sup>212</sup>”

Er bestaat geen twijfel over dat nucleaire wapens in één klap een enorm aantal, zowel dodelijke als ernstig gewonde, slachtoffers kunnen veroorzaken. Er kan dan ook weinig twijfel over bestaan dat indien een Staat kernwapens inzet tegen grote bevolkingscentra, de zogeheten “countervalue strikes”, de burgerbevolking als zodanig het doelwit van de aanval is. Niet enkel is zo een niet onderscheidende aanval verboden onder het internationaal humanitair recht, ze heeft tevens als doel een nationale groep volledig of gedeeltelijk te vernietigen. Het is dus moeilijk te verdedigen dat het er zorgvuldig rekening dient te worden gehouden met de specifieke omstandigheden die het gebruik van nucleaire wapens inhouden indien een Staat zijn toevlucht zoekt tot “countervalue” doelen.

### 5.1.2 Bescherming van de omgeving

Sommige Staten verwijzen ook dat het gebruik van nucleaire wapens een inbreuk betekent op de bestaande normen tot de beveiliging en bescherming van het milieu.<sup>213</sup> Specifiek verwijzen deze Staten naar bestaande internationale verdragen en instrumenten:

- het Aanvullend Protocol I bij de Conventies van Genève van 12 augustus 1949 inzake de bescherming van de slachtoffers van internationale gewapende conflicten, Art. 35, § 3;
- het Verdrag van 18 mei 1977 inzake het verbod van militair of enig ander vijandelijk gebruik van milieuveranderingstechnieken, Art. 1;
- Beginsel 21 van de Verklaring van Stockholm van 1972;
- Beginsel 2 van de Verklaring van Rio de Janeiro van 1992. De verklaring van Stockholm en Rio de Janeiro delen de gemeenschappelijke overtuiging van de betrokken Staten dat zij: “[...] dienen te verzekeren dat activiteiten die binnen hun rechtsmacht of toezicht vallen geen schade veroorzaken aan het milieu van andere staten of van gebieden die onder geen enkele nationale rechtsmacht vallen.<sup>214</sup>” Deze twee Verklaringen zouden, volgens de Staten die dit argument aanhalen, altijd van toepassing zijn, zowel in tijd van oorlog als in tijd van vrede. Het gebruik van kernwapens zou een schending inhouden van deze internationale verdragen en normen. Het Hof echter is van mening dat de twee Verklaringen niet bedoeld kunnen zijn om een Staat het recht op zelfverdediging, erkend

<sup>212</sup> Dissenting opinion of Judge Weeramantry to the Nuclear Weapons Advisory Opinion, p 502

<sup>213</sup> Advies IGH, § 27

<sup>214</sup> Beginsel 2 van de Verklaring van Rio de Janeiro van 1992

door Art. 51 van het Handvest van de Verenigde Naties, te ontnemen vanwege zijn verplichting het milieu te beschermen.<sup>215</sup> Beginsel 24 van de Verklaring van Rio de Janeiro laat uitschijnen dat de Verklaring niet toepasselijk is tijdens tijden van oorlog. Een Oorlogsvoerende dient volgens Beginsel 24 het internationaal recht, toepasselijk tijdens oorlogstijd, te eerbiedigen dat bescherming biedt aan het milieu: “Oorlog is altijd destructief voor duurzame ontwikkeling. Staten dienen daarom het internationale recht te eerbiedigen dat bescherming biedt aan het milieu tijdens gewapend conflict en samen te werken bij de verdere uitwerking ervan, voor zover nodig.” Oorlogvoerenden zijn dus gehouden Art. 35, § 3 te eerbiedigen tijdens een gewapend conflict en Art. 1 van het Verdrag van 18 mei 1977 inzake het verbod van militair of enig ander vijandelijk gebruik van milieuveranderingstechnieken. Sommige Staten ontkenden dat dit iets te maken had met het gebruik van kernwapens bij kernwapens of dat zij, in geval van AP I, Art. 35, § 3 voorbehouden hadden gemaakt.<sup>216</sup> Het bestaande internationale recht aangaande de bescherming en beveiliging van het milieu verbiedt niet per se het gebruik van kernwapens. Doch, heeft het belangrijke factoren, met betrekking tot het milieu, aan die op een verantwoorde manier in aanmerking moeten worden genomen. Dit betekent dus dat het gebruik van nucleaire wapens in bepaalde gevallen geen inbreuk zou betekenen op het bestaande internationaal recht aangaande de bescherming van het milieu.

### 5.1.3 Geweld en het Handvest van de Verenigde Naties

Staten dienen onder het Handvest van de VN af te zien van de bedreiging met of het gebruik van geweld tegen de territoriale integriteit of de politieke onafhankelijkheid van een Staat.<sup>217</sup> Dit geldt echter niet in gevallen van individuele of collectieve zelfverdediging<sup>218</sup> en militaire maatregelen ondernomen door de Veiligheidsraad<sup>219</sup>. Het Hof citeert de beslissing genomen in de Nicaragua-zaak (ICJ Reports 1986, p 94, § 176) waarin ze stelt dat er een uitdrukkelijke regel is die zegt dat zelfverdediging alleen maatregelen rechtvaardigt die proportioneel zijn met de gewapende aanval en noodzakelijk zijn om er weerstand aan te bieden.<sup>220</sup> Het Hof stelt inderdaad terecht dat deze principes van toepassing zijn op individuele of collectieve zelfverdediging. Zij die een aanval voorbereiden of tot een aanval besluiten dienen bepaalde voorzorgsmaatregelen te treffen, waaronder: “af te zien van enige aanval die naar kan worden verwacht mede bijkomend verlies van mensenlevens onder de burgerbevolking, verwonding van burgers, schade aan goederen van

<sup>215</sup> Advies IGH, § 30

<sup>216</sup> Ibid., § 28

<sup>217</sup> Handvest VN, Art. 2, § 4

<sup>218</sup> Ibid., Art. 51

<sup>219</sup> Ibid., Art. 42

<sup>220</sup> Advies IGH, § 41

burgerlijke aard of de combinatie daarvan zal veroorzaken in een mate welke buitensporig zou zijn in verhouding tot het te verwachten tastbare en rechtstreekse militaire voordeel.<sup>221</sup>”

Rechter Higgins in haar “dissenting opinion” stelde dat proportionaliteit dat gebruikte geweld is die nodig is om een aanval af te slaan. Het is niet een vereiste dat er een symmetrie bestaat tussen het gebruik van geweld in de initiële aanval en het geweld in het antwoord op deze agressie: “the concept of proportionality referred to was that which was proportionate to repelling the attack, and not a requirement of symmetry between the mode of the initial attack and the mode of response.<sup>222</sup>” De principes van proportionaliteit en noodzakelijkheid zijn inderdaad van toepassing in alle gevallen waarin er geweld wordt gebruikt. Deze principes zijn dus eveneens van toepassing in gevallen van zelfverdediging, onder Art. 51 van het Handvest van de VN. In de “dissenting opinion” van Rechter Higgins wordt er vermeld dat het gebruikte geweld, in zelfverdediging, niet symmetrisch moet zijn met het geweld dat de agressor gebruikt. Niet enkel is het mogelijk verschillende militaire objectieven aan te duiden om een bepaald doel te halen, eveneens is het mogelijk met verschillende wapens of methodes deze militaire objectieven te vernietigen of te neutraliseren.

#### 5.1.4 Vergiftigde wapens

Sommige Staten zijn van mening dat nucleaire wapens op dezelfde manier dienen te worden behandeld als vergiftigde wapens.<sup>223</sup> Indien kernwapens worden beschouwd als vergiftigde wapens zouden ze verboden zijn onder:

- de Tweede Verklaring van Den Haag van 29 juli 1899 houdende het verbod projectielen te gebruiken die uitsluitend tot doel hebben verstikkende of dodelijke gassen te verspreiden;
- Art. 23, (a) van het Reglement betreffende de wetten en gebruiken van de oorlog te land toegevoegd aan de Vierde Haagse Conventie van 18 oktober 1907;
- het Protocol van Genève van 1925 betreffende het verbod van het gebruik in de oorlog van stik-, gif-, of dergelijke gassen en van bacteriologische middelen. Het probleem dat zich stelt is dat er nergens in de toepasselijke rechtsregels aangaande vergiftigde wapens wordt vermeld wat juist de definitie is. Volgens het Hof zijn de woorden opgevat, in de statenpraktijk, in de gewone betekenis van wapens waarvan het voornaamste, of zelfs enige effect is dat ze vergiftigen of verstikken.<sup>224</sup> Op basis van deze bevinding, beschouwt het Hof het gebruik van nucleaire wapens niet expliciet verboden op grond van de bovenvermelde bepalingen.<sup>225</sup>

<sup>221</sup> AP I, Art. 57, § 2, a, iii

<sup>222</sup> Dissenting opinion of Judge Higgins to the Nuclear Weapons Advisory Opinion, p 583, § 5

<sup>223</sup> Ibid., § 54

<sup>224</sup> Ibid., § 55

<sup>225</sup> Ibid., § 56



Deze bevinding van het Hof is in schril contrast met Resolutie 1653 van de Algemene Vergadering. In de preambule, derde alinea, van de Resolutie staat duidelijk: “Recalling that the use of weapons of mass destruction, causing unnecessary human suffering, was in the past prohibited, as being contrary to the laws of humanity and to the principles of international law, by international declarations and binding agreements, such as [...] the Conventions of The Hague Peace Conferences of 1899 and 1907, and the Geneva Protocol of 1925, [...]”<sup>226</sup> In de Resoluties van de Algemene Vergadering na 1961 aangaande nucleaire wapens, wordt er systematisch verwezen naar Resolutie 1653. De meest recente Resolutie aangenomen door de Algemene Vergadering is Resolutie 63/75 van 02 december 2008. Het merendeel van de Staten is het dus over eens dat de Verdragen hierboven vermeld van toepassing zijn op nucleaire wapens. De vraag is of de effecten die voortkomen uit een nucleaire explosie beschouwd kunnen worden als het gebruik van gif. Het is onontbeerlijk, om op voorgaande vraag een antwoord te leveren, een definitie van gif te geven. Gif kan gedefinieerd worden als een stof die door zijn chemische inwerking op levensprocessen de dood, tijdelijke functie aantasting of blijvende schade aan mensen of dieren kan veroorzaken.<sup>227</sup> Het Protocol van Genève van 1925 stelt dat stik-, gif- of dergelijke gassen, evenals van alle soortgelijke vloeistoffen, stoffen of middelen met recht veroordeeld werden. Uit deze bepalingen kan er dus niet worden afgeleid dat de radioactieve straling, die één van de effecten is van een nucleaire explosie, hieronder valt. Uit de term “soortgelijke stoffen” kan er wel worden afgeleid dat het radioactief stof veroorzaakt door de explosie, en die via “fall-out” terug op de aarde valt, onder de verbodsbepalingen valt.<sup>228</sup> Onder dit principe zou het gebruik van nucleaire wapens die de radioactieve “fall-out” verhogen<sup>229</sup> of een lokale “fallout” produceren<sup>230</sup> verboden zijn. Doch, dient er te worden vermeld dat een atmosferische ontploffing geen lokale “fall-out” of “rain-out” veroorzaakt: de radioactieve deeltjes worden globaal verspreid en de lokaal gemeten waarden zijn dus marginaal. Atmosferische nucleaire explosies zijn dus niet verboden door de bepalingen aangaande het gebruik van gifwapens. Indien er toch gebruik gemaakt wordt van nucleaire oppervlakte- of lage lucht ontploffingen, zijn deze niet per se onwettig onder de voornoemde regels. Als nucleaire wapens gebruikt worden als “counterforce” tegen militaire objectieven, zoals ICBM silo’s, in dunbevolkte gebieden is de lokale “fall-out” slechts een bijproduct van het gebruik van nucleaire wapens. In dit geval is het gebruik van kernwapens eveneens dus als wettig te beschouwen.

<sup>226</sup> UNGA Resolutie 1653, 24 november 1961

<sup>227</sup> Overeenkomst tot verbod van de ontwikkeling, de productie, de aanleg van voorraden en het gebruik van chemische wapens en inzake de vernietiging van deze wapens (CWC), 13 januari 1993, Art. 2, § 2

<sup>228</sup> H. VON ARX, “Nuclear warfare en Weapons” In *“Encyclopedia of Public International Law”*, Deel 4, 1981, p 47

<sup>229</sup> De cobalt bom

### 5.1.5 Specifieke regelingen met betrekking op nucleaire wapens

Sommige Staten hebben zich opgelegd geen nucleaire wapens te gebruiken. In hoofdstuk 3 werden deze kernwapenvrije zones besproken. De Verdragen tot het oprichten van kernwapen vrije zones worden, in sommige gevallen, verder aangevuld met protocollen, die garanties zoeken van de kernwapenstaten. Het is de kernwapenstaten Partij bij deze Protocollen verboden te dreigen met of het gebruik van nucleaire wapens in de zone. Niettemin, hebben de kernwapenstaten zich het recht voorbehouden om in bepaalde gevallen kernwapens te gebruiken en tegen deze voorbehouden zijn geen bezwaren aangevoerd door de Partijen bij de Verdragen aangaande kernwapen vrije zones of door de Veiligheidsraad.<sup>231</sup> Rechter Oda gaf in zijn “dissenting opinion” een uitgebreid overzicht van de acties die reeds ondernomen werden, door de Algemene Vergadering en individuele Staten, om tot een internationaal verdrag te komen dat de dreiging met of het gebruik van nucleaire wapens verbied. Doch, geen enkele van deze acties heeft het beoogde resultaat behaald en dit duidt dus op het feit dat de internationale gemeenschap nog niet klaar is om de dreiging met of het gebruik van nucleaire wapens buiten de wet te stellen.<sup>232</sup>

### 5.1.6 Internationaal Humanitair Recht

Militaire operaties worden beheerst door een samenstel van rechtsregels. Een eerste beginsel is dat van discriminatie: burgers mogen nooit het intentionele doelwit van een aanval worden. Het is bijgevolg dus verboden wapens te gebruiken die geen onderscheid kunnen maken tussen strijders en niet strijders.<sup>233</sup> Dit volgt uit het feit dat oorlogvoerenden geen onbegrensd recht hebben ten aanzien van de keuze van de middelen om de vijand te benadelen<sup>234</sup>. Een tweede beginsel in het internationaal recht is het verbod onnodig lijden toe te brengen aan combattanten. De Verklaring van Sint-Petersburg van 1868 had reeds het gebruik van wapens welke het lijden van de buiten gevecht gestelde manschappen onnodig zou vermeerderen of hun dood onvermijdelijk zou maken verboden.<sup>235</sup> In het Landoorlogreglement, bijgevoegd aan de Vierde Haagse Conventie van 1907, werd het gebruik van wapens, projectielen of stoffen die nodeloze smarten kunnen veroorzaken, verboden.<sup>236</sup>

<sup>230</sup> Nucleaire oppervlakteontploffing

<sup>231</sup> Advies IGH, § 62

<sup>232</sup> C.J. MOXLEY, “*Nuclear Weapons and International Law in the Post Cold War World*”, Lanham, Austin & Winfield, 2000, p 201

<sup>233</sup> Advies IGH, § 78

<sup>234</sup> Reglement betreffende de wetten en gebruiken van de oorlog te land toegevoegd aan de Vierde Haagse Conventie van 18 oktober 1907 (hierna Landoorlogreglement), Art. 22

<sup>235</sup> Verklaring houdende tot het verbod van het gebruik van zekere projectielen in oorlogstijd, 29 november – 11 december 1868

<sup>236</sup> Landoorlogreglement, Art. 23, § 1, e

Het Internationale Militaire Tribunaal van Neurenberg had vastgesteld dat de regels, neergelegd in het Landoorlogreglement, door alle beschaafde Naties worden erkend en werden beschouwd als declaratoir voor het recht en de gewoonten van oorlog.<sup>237</sup> Het AP I wordt door verschillende Staten eveneens aangehaald als zijnde van toepassing op nucleaire wapens. Het Hof kwam tot de conclusie dat het Aanvullend protocol I louter het reeds bestaande gewoonterecht tot uitdrukking bracht en dat bijgevolg alle Staten gebonden zijn door de regels in AP I.<sup>238</sup> Het Hof concludeert eveneens dat de meeste beginselen en regels van internationaal humanitair recht die van toepassing zijn op gewapende conflicten, reeds tot stand waren gekomen voordat kernwapens waren uitgevonden, maar dat deze eveneens gelden voor nucleaire wapens.<sup>239</sup> Deze stelling wordt ook niet tegengesproken door de kernwapenstaten.<sup>240</sup> Het Hof concludeerde dat het Aanvullende Protocol I gewoonterecht is en volgens AP I, Art. 36 dient een Staat bij de studie, ontwikkeling, aanschaf of invoering van nieuwe wapens, een nieuw middel of een nieuwe methode van oorlogvoering de verplichting, vast te stellen of het gebruik daarvan, in bepaalde of in alle omstandigheden, is verboden door het toepasselijk internationaal recht. Het is dan ook moeilijk te verdedigen dat het Internationaal Humanitair Recht wel van toepassing is op nieuwe wapens, maar niet op kernwapens. Volgens het principe van discriminatie mogen oorlogvoerenden nooit burgers het doelwit maken van een aanval.<sup>241</sup> Hieruit volgt dat aanvallen, waarbij gebruik wordt gemaakt van strijdmiddelen of –methodes, die niet op een bepaald militair objectief kunnen worden gericht verboden zijn. Het is mede op basis hiervan dat het Hof concludeerde dat: “[...] de bedreiging met of het gebruik van kernwapens in het algemeen in strijd zou zijn met de regels van internationaal recht die van toepassing zijn gedurende een gewapend conflict, en in het bijzonder met de beginselen en regels van humanitair recht.<sup>242</sup>” Het Hof was echter niet een staat een definitieve conclusie te trekken of in extreme situaties van zelfverdediging, waarin het overleven als zodanig van een Staat op het spel zou staan, het gebruik van nucleaire wapens wetmatig of onwetmatig zou zijn.<sup>243</sup>

## 5.2 Kernwapens en internationaal recht: per se verbod of non liquet?

In de taal die het Hof gebruikt kan er worden afgeleid dat er enkel een per se verbod is op het dreigen met of het gebruik van nucleaire wapens, indien het gebruik van deze wapens in alle omstandigheden onwetmatig zou zijn.

<sup>237</sup> Advies IGH, § 80

<sup>238</sup> Ibid., § 84

<sup>239</sup> Ibid., § 86

<sup>240</sup> Ibid., § 91

<sup>241</sup> AP I, Art. 51

<sup>242</sup> Advies IGH, § 105, E

<sup>243</sup> Ibid.

Dit voornamelijk door het feit dat het Hof in zijn conclusie stelde dat er niet genoeg feiten voor handen waren dat het gebruik van kernwapens onwettig zou zijn “in alle omstandigheden”. Het is niet omdat een wapen op een onwettige manier gebruikt kan worden dat daarom dat specifieke wapen per se verboden is. Er dient dus een analyse te worden gemaakt op basis van de algemeen aanvaarde principes en regels van het internationaal recht. Indien een aanval met nucleaire wapens geen schendingen inhoudt van deze regels en principes is het gebruik ervan dus niet onwettig, hoewel dat dit voor wapens met een zeer hoge yield onwaarschijnlijk lijkt. Het is inderdaad zo dat er geen enkel verdrag bestaat die expliciet nucleaire wapens buiten de wet stelt. Sommige Staten hebben zich voorgenomen geen nucleaire wapens op hun grondgebied toe te laten, te testen of te produceren, maar dit houdt geen algemeen, voor alle Staten van de internationale gemeenschap, bindend verbod in. Uit de conclusie van het Hof kan worden gehaald dat er een non liquet bestaat in het internationaal recht, maar kan evengoed gelezen worden dat onder het internationaal recht, zoals ze vandaag bestaat, er ontbrekende factoren zijn om tot een eensluidend antwoord te komen.

## **Besluit**

Het gebruik van gewapend geweld in de internationale betrekkingen is verboden onder Art. 2, § 4 van het Handvest van de VN. Het dreigen met of het gebruik van nucleaire wapens is in dit geval, en als het niet voldoet aan alle vereisten van Art. 51 van het Handvest, onwettig. Er bestaat geen twijfel over dat het internationaal recht, dat van toepassing is gedurende een gewapend conflict, het gebruik van nucleaire wapens regelt. De kernwapenstaten hebben verklaard dat ze van mening zijn dat de wetten en regels van de oorlog eveneens toepasselijk zijn voor kernwapens. Dit wil dus zeggen dat er een analyse dient te worden gemaakt van de manier waarop nucleaire wapens worden ingezet. Het gebruik van kernwapens is dus niet per se verboden als ze geen schending inhoudt van het internationaal recht dat van toepassing is gedurende een gewapend conflict. Het Hof concludeerde dat het gebruik van nucleaire wapens over het algemeen een schending zou inhouden van het internationaal recht en in het bijzonder met de beginselen en regels van het humanitair recht. Hier doelt het Hof voornamelijk op het gebruik van wapens met hoge yield, of ook wel de “strategische” nucleaire wapens. Er dient echter te worden genuanceerd: kernwapens met hoge yield zijn geen strategische nucleaire wapens. De manier waarop een kernwapen wordt ingezet, op een strategische of op een tactische wijze, bepaalt tot welke categorie het wapen behoort. Een “tactisch” nucleair wapen, of “low-yield”, kan evenzeer op een strategische wijze worden ingezet. Belangrijker dan de discussie over de betekenis van strategische en tactische nucleaire wapens, zijn de doelen waartegen deze wapens zijn gericht. Tijdens de Koude Oorlog waren de doctrines van de verschillende kernwapenstaten voornamelijk “countervalue” gericht. Indien er over werd gegaan tot

het inzetten van kernwapens, zouden deze niet tegen militaire doelen gericht zijn, maar tegen grote bevolkingscentra van de vijand. Het is duidelijk dat het intentioneel bestoken van steden een flagrante schending inhoudt van het internationaal recht. Elke “countervalue” aanval is dus per se verboden. Naargelang er meer détente kwam tussen het Oosten en het Westen werd het accent verlegd van “countervalue” naar “counterforce”. Niet langer zouden nucleaire wapens worden ingezet tegen de bevolkingscentra van de vijand, maar tegen zijn militaire capaciteit. Hieronder dient ook wel te worden verstaan het industrieel apparaat dat ter ondersteuning van de Krijgsmacht wordt ingezet. Er worden niet langer intentioneel burgers gevisieerd in deze aanvallen, wat niet wil zeggen dat er geen burgerslachtoffers meer zullen vallen, maar het principe van discriminatie wordt wel eerbiedigt. Niet enkel dient een analyse gemaakt te worden op basis van discriminatie, maar ook op basis van proportionaliteit. Een aanval die gericht is tegen een militair objectief kan ook niet proportioneel zijn: de gevolgen van de aanval mogen niet buitensporig zijn in verhouding met het verwachte militaire voordeel. Eveneens is het principe van proportionaliteit, net zoals discriminatie, van toepassing in gevallen van zelfverdediging. De verdedigende Staat mag dus enkel dat niveau van geweld gebruiken dat noodzakelijk is om de aanval van de agressor te stoppen. Voor extreme situaties van zelfverdediging, waar het overleven van de Staat als zodanig op het spel staat, was het Internationaal Gerechtshof niet in staat tot een conclusie te komen of het gebruik van nucleaire wapens wetmatig zou zijn al dan niet. De wetmatigheid van het gebruik van nucleaire explosiemiddelen dient in elk specifiek geval te worden onderzocht, net zoals dit het geval is met de inzet van conventionele wapens of methodes van oorlogsvoering. Niettegenstaande kernwapens een enorme vernietigingskracht hebben, en te voorziene neveneffecten, kan het gebruik van deze wapens wetmatig zijn. Het is niet in alle gevallen een niet-discriminerend wapen: de effecten van het wapen kunnen mathematisch worden berekend en kunnen eveneens beheerst worden, in zowel tijd als ruimte. In het internationaal recht is er geen non liquet aangaande nucleaire wapens, want het Recht der gewapende conflicten is van toepassing op alle ingezette wapens. Wel bestaat er geen per se verbod op het gebruik van kernwapens.

## **Bibliografie**

- C. ZISSIS en J. BAJORIA, "The Six-Party-Talks on North Korea's Nuclear Program", Council on Foreign Relations, 2008
- P. BONIFACE, "French Nuclear Weapons Policy After the Cold War", Institut des Relations Internationales et Stratégiques, 1998
- M.M. BOSCH, "The Non-Proliferation Treaty and its Future" In "International Law, the International Court of Justice and Nuclear Weapons", Cambridge, University Press, 1999
- K. BOYD, "India Establishes Formal Nuclear Command Structure", Arms Control Today, januari-februari 2003
- J. CIRINCIONE, J.B. WOLFSTHAL, M. RAJKUMAR, "Deadly Arsenals: Nuclear, Biological and Chemical Threats", Carnegie Endowment for International Peace, 2005
- E. DAVID, "Le statut des armes nucléaires à la lumière de l'Avis de la CIJ du 8 juillet 1996" In "International Law, the International Court of Justice and Nuclear Weapons", Cambridge, University Press, 1999
- Prof. Dr. L. DEVOS, "Internationale tegenstellingen na 1945", Brussel, Koninklijke Militaire School
- Prof. Dr. E. ROOMS en Prof. Dr. L. DEVOS, "Het Belgisch buitenlands beleid: evolutie en actoren", Brussel, Koninklijke Militaire School
- A.S. KRASS, P. BOSKMA, B. ELZEN, W.A. SMIT, "Uranium enrichment and nuclear weapons proliferation", Stockholm International Peace Research Institute
- I. FAIRLIE, "The health hazards of depleted uranium" In "Disarmament Forum: Uranium Weapons", Vol. 3, 2008
- B. KASTURI, "The Role of Nuclear Weapons in Strategic Thinking and Military Doctrines: India" In "Nuclear Weapons Into the 21st Century", Volume 8, Studies in Contemporary History and Security Policy, Bern, 2001
- J.A. en J.K. KLINGENBERGER, "Controlling Non-Strategic Nuclear Weapons. Obstacles and Opportunities", United States Air Force, Institute for National Security Studies, juli 2001
- E.E. LEWIS, "Fundamentals of Nuclear Reactor Physics", Boston, Academic Press, 2008
- P. RAMUSINO en M. MARTELLINI, "Nuclear safety, nuclear stability and nuclear strategy in Pakistan", Milaan, Istituto Nazionale de Fisica Nucleare
- M.J. MAZARR, "North Korea and the Bomb: A Case Study in Nonproliferation", New York, St-Martin's Griffin, 1995
- C.J. MOXLEY, "Nuclear Weapons and International Law in the Post Cold War World", Lanham, Austin & Winfield, 2000
- Prof. Dr. E. SCHWEICHER, "Inleiding tot kernfysica", Brussel, Koninklijke Militaire School

H. VON ARX, “Nuclear warfare en Weapons” In “Encyclopedia of Public International Law”, Deel 4, 1981

Prof. Dr. WEYNANTS, “Duurzame Ontwikkeling”, Brussel, Koninklijke Militaire School,

A.F. WOOLF, “Nonstrategic Nuclear Weapons”, Congressional Research Service, 28 januari 2009

I. ZAMAN, “Living with a nuclearized South Asia: rethinking disarmament and security” In

“Disarmament Forum: India and Pakistan: Peace by piece”, Vol 2, 2004

“Dictionnaire de la terminologie du droit international”, Bruylant, Brussel, 2001, p 550

“Nuclear Weapons: A Comprehensive Study”, United Nations, Department for Disarmament Affairs, Study Series 21, New York, 1991

Militaire en officiële documenten

H. E. Mr. Cheng JINGYE, Ambassador for Disarmament Affairs of China, at the Plenary of the Conference on Disarmament, “Statement on Security Assurances for non-nuclear-weapon States”, Permanent Mission of the People’s Republic of China to the United Nations Office at Geneva and other International Organizations in Switzerland, 03 augustus 2006

<http://www.china-un.ch/eng/cjkk/speech/t266409.htm>

D. RUMSFELD, “Annual Report to the President and the Congress”, Washington, U.S. Department of Defense, 2002

<http://www.dod.mil/execsec/adr2002/toc2002.htm>

“Allocution de M. Jacques CHIRAC, Président de la République, lors de sa visite aux forces aériennes et océanique stratégiques, Ile Longue (Finistère)”, 19 januari 2006

<http://www.elysee.fr>

“Discours de M. le Président de la République à l’occasion de présentation de SNLE Le Terrible”, Cherbourg, 21 maart 2008

<http://www.elysee.fr/edito/index.php?id=51>

“Non-proliferation/Democratic People’s Republic of Korea”, Statement by the President of the Security Council, 13 april 2009

[http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N09/301/03/PDF/N0930103.pdf?Open Element](http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N09/301/03/PDF/N0930103.pdf?Open+Element)

“Implementation of the NPT Safeguards Agreement in the Islamic Republic of Iran (GOV/2004/83)”, IAEA, Report by the Director General, 15 november 2004

<http://www.iaea.org/Publications/Documents/Board/2006/gov2006-15.pdf>

“Nuclear Weapons Technology, Military Critical Technologies List (MCTL)”, Department of Defence (U.S.A.), 1998

<http://www.dtic.mil/mctl/MCTL/Sec02MCTLg.pdf>

“NATO Handbook on the medical aspects of NBC Defensive Operations AMedP- 6(B)”

“Karakteristieken en effecten van een nucleaire ontploffing”, Departement Vorming Genie, Exellentiecentrum CBRN, Belgische Defensie

“Quadrennial Defense Review Report”, U.S. Department of Defense, 6 februari 2006  
<http://www.defenselink.mil/pubs/pdfs/QDR20060203.pdf>

2000 Russian National Security Concept, Permanent Representation of the Russian Federation to the Council of Europe

<http://www.russiaeurope.mid.ru/russiastrat2000.html>

“Statement of the Defence Estimates (SDE)”

<http://www.archive.official-documents.co.uk/document/mod/defence/defcont.htm>

“Draft Report of the National Security Advisory Board on Indian Nuclear Doctrine”

Indische Ambassade in de Verenigde Staten

[http://www.indianembassy.org/policy/CTBT/nuclear\\_doctrine\\_aug\\_17\\_1999.html](http://www.indianembassy.org/policy/CTBT/nuclear_doctrine_aug_17_1999.html)

“China's National Defense in 2006”, Information Office of the State Council of the People's Republic of China, December 2006, Beijing

<http://www.china.org.cn/english/features/book/194421.htm>

“Khrushchev on nuclear strategy (Reference Title: Ceasar XI.-60)”, Central Intelligence Agency, 19 januari 1960

<http://www.foia.cia.gov/CPE/CAESAR/caesar-26.pdf>

#### Artikels

K. JOHNSON, “H-bomb Development Summary”, The Cold War Museum

[http://www.coldwar.org/articles/40s/h\\_bomb.html](http://www.coldwar.org/articles/40s/h_bomb.html)

M. LANDLER, “North Korea says it will halt talks and restart its nuclear program”, The New York Times, 14 april 2009

[http://www.nytimes.com/2009/04/15/world/asia/15korea.html?\\_r=1&ref=globalhome](http://www.nytimes.com/2009/04/15/world/asia/15korea.html?_r=1&ref=globalhome)

R. RYAN, “Iran resumes uranium enrichment”, The Guardian, 08 augustus 2005

<http://www.guardian.co.uk/environment/2005/aug/08/energy.iran>

I. TRAYNOR, “EU warns Iran: no talks if nuclear freeze ends”, The Guardian, 03 augustus 2005

<http://www.guardian.co.uk/world/2005/aug/03/eu.iran>

“Britain’s Nuclear Weapons: From MAUD to Hurricane”, The Nuclear Weapon Archive: A Guide to Nuclear Weapons

<http://nuclearweaponarchive.org/>

France’s Nuclear Weapons: Origin of the Force de Frappe”, The Nuclear Weapon Archive: A Guide to Nuclear Weapons



<http://nuclearweaponarchive.org/>

“Russia is striving to modernize its military”, The Washington Post, 19 oktober 2008

[http://www.nytimes.com/2008/10/20/world/europe/20military.html?partner=rssn\\_yt](http://www.nytimes.com/2008/10/20/world/europe/20military.html?partner=rssn_yt)

“Blair’s Trident statement in full”, BBC News, 4 december 2006

[http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk\\_news/politics/6207584.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/politics/6207584.stm)

“Q&A: Trident replacement”, BBC News, 14 maart 2007

[http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk\\_news/politics/4805768.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/politics/4805768.stm)

“La politique de défense (1994-2003): La dissuasion nucléaire”, La Vie Publique

<http://www.vie-publique.fr/politiques-publiques/politique-defense/choixstrategiques/>

“Revealed: The Secrets of Israel’s Nuclear Arsenal”, The Sunday Times, 05 oktober 1986 “Russia’s Military Doctrine”, Arms Control Association, mei 2000

[http://www.armscontrol.org/act/2000\\_05/dc3ma00](http://www.armscontrol.org/act/2000_05/dc3ma00)

“China’s national statement on security assurances”, 5 april 1995, The Nuclear Threat Initiative

<http://www.nti.org/db/China/engdocs/npt0495a.htm>

“Iran: Nuclear Overview”, Nuclear Threat Initiative, 2004

[http://www.nti.org/e\\_research/profiles/Iran/Nuclear/](http://www.nti.org/e_research/profiles/Iran/Nuclear/)

## Websites

Verenigde Naties

<http://www.un.org>

Belgonucléaire

<http://www.belgonucleaire.be/>

Internationaal Gerechtshof

<http://www.icj-cij.org>

Center for Defense Information

<http://www.cdi.org/>

Rode Kruis Vlaanderen

<http://ihrverdragen.rodekruis.be>

Argonne National Laboratory (U.S. Department of Energy)

<http://www.anl.gov>

The Nuclear Weapon Archive

<http://nuclearweaponarchive.org/>

“British American Security Information Council”

<http://www.basicint.org/>

Department of the Navy – Naval Historical Center

<http://www.history.navy.mil>

Verdragen, wetten en jurisprudentie

Potsdam Declaration, Proclamation Defining Terms for Japanese Surrender, 26 juli 1945

‘The Atomic Energy Act’

Verdrag inzake een alomvattend verbod op kernproeven (CNTBT), New York, 24 september 1996

Voorlopige Conventie tussen de Verenigde Staten van Amerika en de Unie van de Socialistische Sovjetrepublieken over bepaalde maatregelen betreffende de beperking van offensieve strategische wapens (SALT I), 26 mei 1972, 03 oktober 1972

Verdrag tussen de Verenigde Staten van Amerika en de Unie van de Socialistische Sovjetrepublieken betreffende de beperking van offensieve strategische wapens (SALT II), 18 juni 1979

Verdrag tussen de Verenigde Staten van Amerika en de Unie van de Socialistische Sovjetrepublieken betreffende de vermindering en beperking van offensieve strategische wapens (START I), 31 juli 1991, 05 december 1994

Verdrag tussen de Verenigde Staten van Amerika en de Russische Federatie betreffende de verdere vermindering en beperking van offensieve strategische wapens (START II), 03 januari 1993

Verdrag tussen de Verenigde Staten van Amerika en de Federatie van Rusland over de vermindering en beperking van offensieve strategische wapens (SORT), 24 mei 2002

Verdrag tussen de Unie van de Socialistische Sovjetrepublieken en de Verenigde Staten van Amerika over de verwijdering van hun raketten op middellange en op korte afstand (INF), 08 december 1987, 01 juni, 1988

Verdrag gericht op het verbod van kernwapens in Latijns-Amerika (Tlatelolcoverdrag), 14 februari 1967 en Aanvullend Protocol

Verdrag over de atoomvrije zone van de Zuidelijke Stille Oceaan (Rarotongaverdrag), 06 augustus 1985 en Aanvullende Protocollen

Verdrag tot oprichting van een atoomvrije zone in Zuidoost-Azië, 15 december 1995 en Aanvullend Protocol

Verdrag over de atoomvrije zone van Centraal-Azië (Semipalatinsk-verdrag), 08 september 2006 en Aanvullende Protocollen

Bundesverfassungsgesetz für ein atomfreies Österreich

Algemeen verdrag tot het verzaken van oorlog als instrument van nationaal beleid (Briand-Kellogg-Pact), Parijs, 27 augustus 1928

Handvest Verenigde Naties

Commentaar op het Aanvullend Protocol bij de Conventies van Genève van 12 augustus 1949 inzake de bescherming van de slachtoffers van internationale gewapende conflicten  
Verdrag inzake de voorkoming en bestraffing van genocide, New York, 9 december 1948, in werking vanaf 12 januari 1951  
IGH, Rechtmatigheid van de bedreiging met of het gebruik van kernwapens, Den Haag, 08 juli 1996  
Dissenting opinion of Judge Weeramantry to the Nuclear Weapons Advisory Opinion  
Dissenting opinion of Judge Higgins to the Nuclear Weapons Advisory Opinion  
Overeenkomst tot verbod van de ontwikkeling, de productie, de aanleg van voorraden en het gebruik van chemische wapens en inzake de vernietiging van deze wapens (CWC), 13 januari 1993  
Reglement betreffende de wetten en gebruiken van de oorlog te land toegevoegd aan de Vierde Haagse Conventie van 18 oktober 1907  
Verklaring houdende tot het verbod van het gebruik van zekere projectielen in oorlogstijd, 29 november – 11 december 1868  
Statuut van het Internationaal Strafgerechtshof  
Het nucleair Niet-Proliferatie Verdrag, 01 juli 1968, Art. 10  
Verklaring van Rio de Janeiro van 1992  
Verdrag over de atoomvrije zone van Afrika, 11 april 1996 en Aanvullende Protocollen  
Het Antarctisch Verdrag, 01 december 1959, 23 juni 1961  
Eerste Aanvullende Protocol bij de Conventies van Genève van 1949  
Tweede Aanvullende Protocol bij de Conventies van Genève van 1949  
Derde Conventie van Genève betreffende de behandeling van krijgsgevangenen  
Treaty on the Final Settlement with Respect to Germany, 12 september 1990  
ICTY, Judgement, The Prosecutor vs Tadic, IT-94-1-T, 7 mei 1997

### **Bijlage A: Kernwapen vrije zones**

Pelindaba-verdrag (enkel getekend)  
Pelindaba-verdrag (getekend en geratificeerd)  
Semipalatinsk-verdrag  
“*One-state*” kernwapenvrije zone  
Antarctisch-verdrag  
Tlatelolco-verdrag  
Rarotonga-verdrag  
Bangkok-verdrag

Numéro de Dépôt Légal/Afdeling Wettelijk Depot : D/2010/8547/1 – 20 Ex

Imprimé en Belgique

Gedrukt in België

Printed in Belgium